

# Le capitalisme historique

DU MÊME AUTEUR

*The Road of Independance. Ghana and the Ivory Coast*, Mouton, La Haye, 1964.

*L'Afrique et l'indépendance*, Présence africaine, Paris, 1966.

*The Capitalist World-Economy*, Maison des sciences de l'homme/Cambridge University Press, Paris/Cambridge, 1979.

*Le Système du monde du xv<sup>e</sup> siècle à nos jours*, t. 1 : *Capitalisme et économie-monde*, Flammarion, Paris, 1980 ; t. 2 : *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne, 1600-1750*, Flammarion, coll. « Nouvelle Bibliothèque scientifique », Paris, 1985.

*La crise, quelle crise ?* (en collaboration avec Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Günder Frank), Maspero, Paris, 1982.

*The Politics of the World-Economy*, Maison des sciences de l'homme/Cambridge University Press, Paris/Cambridge, 1984.

*The Modern World-System*, vol. III : *The Second Era of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730-1840's*, Academic Press, New York, 1988.

*Race, Nation, Classe : les identités ambiguës* (en collaboration avec É. Balibar), La Découverte, Paris, 1988.

*Impenser la science sociale. Pour sortir du XIX<sup>e</sup> siècle*, PUF, Paris, 1995.

*Ouvrir les sciences sociales* (rapport de la Commission Gulbenkian présidée par Immanuel Wallerstein), Descartes et Cie, Paris, 1966.

*L'Après-libéralisme : essai sur un système-monde à réinventer*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1999.

*L'Utopistique, ou les choix politiques du xx<sup>e</sup> siècle*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2000.

*Une nouvelle phase du capitalisme ?* (en collaboration avec F. Chesnais, G. Dumesnil et D. Lévy), Syllepse, Paris, 2001.

*L'Universalisme européen : de la colonisation au droit d'ingérence*, Demopolis, Paris, 2008.

*Le Capitalisme a-t-il un avenir ?* (avec R. Collins, M. Mann, G. Derluguian et C. Calhoun, La Découverte, Paris, 2014.

*Immanuel Wallerstein*

# Le capitalisme historique

*Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Philippe Steiner et Christian Tutin*



***La Découverte / Poche***

9 bis, rue Abel-Hovelacque  
75013 Paris

Ce livre a été précédemment publié en 1985 aux Éditions La Découverte (pour la première traduction française), puis en 2002 dans la collection « Repères/thèses et débats », aux Éditions La Découverte avec une postface inédite de l'auteur.

La première édition de ce livre a été publiée par Verso en 1983, sous le titre : *Historical Capitalism*.

**S**i vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information par courriel, à partir de notre site [www.editionsladecouverte.fr](http://www.editionsladecouverte.fr), où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN 978-2-7071-7013-2

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Immanuel Wallerstein, 1983.

© Pour la traduction française : Éditions La Découverte, 1985, 2002, 2011.

## Avant-propos

---

**L**e texte d'Immanuel Wallerstein, écrit dans une langue toujours claire et un style incisif, ne posait pas de problème majeur de traduction. Celle-ci, comme toute traduction, s'est cependant heurtée à quelques difficultés de vocabulaire.

La première difficulté de taille concernait le titre et l'ensemble du texte. Il s'agissait de la traduction de *Historical Capitalism*. Le concept marxiste de « mode de production capitaliste » en aurait exprimé l'essentiel. Nous nous sommes toutefois abstenus de l'employer, puisque l'auteur lui-même n'y recourt à aucun moment. La fréquence avec laquelle le terme *historical capitalism* revient dans le texte anglais est révélatrice d'une intention délibérée de l'auteur de récuser l'usage des termes « capitalisme » ou « système capitaliste », pour y substituer l'expression de « capitalisme historique ». L'auteur nous a confirmé que son emploi répété était une part, essentielle à ses yeux, de son propos : situer le capitalisme comme moment historique particulier, et le définir comme ensemble de relations « faisant système », ou comme « structure », complexe et multiforme, mais néanmoins identifiable, et dotée d'un ensemble d'invariants historiques.

Le premier chapitre comportait trois difficultés :

La première était liée à l'emploi du mot « ménage ». C'est bien l'exacte traduction de *Household*, mais le sens que lui donne l'auteur est plus large que la connotation étroite de la « comptabilité nationale » et s'apparente davantage au sens commun : il s'agit des « unités de mise en commun des revenus ».

Le choix du terme « marchandisation » pour rendre *commodification* présentait un inconvénient : celui d'inciter le lecteur, par assimilation avec les « marchands » en tant qu'agents spécifiques, à limiter le processus ainsi désigné à la sphère de la circulation au sens étroit du « commerce ». Il nous faut donc préciser ici qu'aucune connotation de cette sorte ne doit y être associée. Le texte est d'ailleurs dépourvu de toute ambiguïté à ce sujet, puisque la « marchandisation » concerne clairement les *processus productifs* et les *relations de travail* : la *salarisation* en est l'un des principaux aspects. Cela suffit à exclure toute interprétation « circulationniste » du processus en question.

La troisième difficulté, liée à la précédente, avait trait à la traduction de *commodity chains*, que nous avons choisi de rendre par « réseaux marchands » ou « filières marchandes ». Il faut préciser que ces « chaînes » renvoient aux liens unissant les centres de production, beaucoup plus que les points de vente, et concernent d'abord les *produits* et les *processus*, et non les individus.

Les deux autres chapitres ont soulevé trois problèmes.

Le plus sérieux était la traduction de *anti-systemic movements*. Dans une traduction précédente d'un autre texte d'I. Wallerstein, l'expression de « mouvements antisystémiques » avait été retenue<sup>1</sup> et nous l'avons conservée. Ce néologisme présentait l'avantage évident d'être fidèle à la pensée de l'auteur qui désigne en effet par là les mouvements opposés au système capitaliste *en tant que système* (et non pas seulement à tel ou tel de ses aspects particuliers), qui sont *nés avec lui*, se sont *développés avec*

---

1 « La crise comme transition », dans l'ouvrage collectif *La crise, quelle crise ?*, éditions Maspéro, collection « Textes à l'appui », 1982.

lui, et le caractérisent au même titre que certains rapports économiques, structures politiques ou tournures idéologiques.

Nous avons également hésité sur la traduction du terme d'*accumulators (of capital)*. Le sens de l'esthétique comme celui du ridicule nous imposait de rejeter l'expression « accumulateurs de capital ». Le problème était alors de n'en pas rejeter l'idée. À cet égard, nous n'avons pu que recourir à un artifice, celui consistant à employer deux termes alternativement : ceux de *détenteurs de capitaux* ou d'*agents de l'accumulation*. Le lecteur doit donc être prévenu qu'à chaque fois le texte anglais parlait d'*accumulators of capital*, et que nous avons retenu celle de ces possibilités qui convenait le mieux au contexte.

En revanche, et conformément au souhait de l'auteur, nous avons exclu le terme « capitalistes ». Celui-ci existe en effet en anglais, avec le même sens, et la volonté de ne pas l'employer dans le texte original correspondait à celle de ne pas restreindre *a priori* les « agents de l'accumulation » à une seule catégorie d'entre eux.

Enfin, si nous avons retenu sans problème le composé *économie-monde* pour traduire *world-economy*, nous avons eu plus d'hésitations s'agissant de *world-system*, que nous avons préféré rendre, en général, par *système mondial*.

L'usage du terme d'*économie-monde* dans les travaux de Fernand Braudel et d'Immanuel Wallerstein répond en effet à la nécessité de trouver un substitut à celui d'*économie mondiale*, déjà associé à une signification reconnue, et différente de celle que veut indiquer la notion *économie-monde*, beaucoup plus stricte et contraignante au plan historique. Ce problème ne se posait guère pour *système mondial*.

Tous ces choix ont été arrêtés après consultation de l'auteur, et en accord avec lui.

Le reste était surtout affaire de cuisine syntaxique. Nous espérons l'avoir faite la plus légère et la plus digeste possible.

Christian TUTIN.

# Introduction

---

## *Restituer la dimension historique*

O n a beaucoup écrit, dans la gauche politique et chez les marxistes en particulier, sur le capitalisme. Mais les travaux réalisés ont pour la plupart souffert de l'un des deux défauts suivants.

Un premier type d'ouvrages consiste en analyses essentiellement logico-déductives qui, à partir de définitions de ce que l'on croit être l'essence du capitalisme, cherchent à en retracer le développement plus ou moins avancé selon les pays et les époques.

Un second type d'ouvrages met l'accent sur les transformations jugées décisives du système capitaliste, à partir d'une certaine date, plus ou moins récente, et utilise l'ensemble des périodes antérieures comme référence mythique au regard de laquelle est traitée la réalité empirique contemporaine. Il me paraît impératif, et mes travaux récents répondent d'une certaine façon à cette exigence, d'envisager le capitalisme à travers l'ensemble de son histoire, et dans l'unité de sa réalité concrète, comme un système historique. Je me fixe donc comme objectif de décrire cette réalité, et d'y distinguer avec précision ce qui a toujours relevé d'un mouvement perpétuel de changement de ce qui n'a jamais connu aucune modification, de façon à pouvoir appréhender l'entière réalité de ce système historique, le capitalisme.



Je crois, comme de nombreux auteurs, que cette réalité constitue un tout indivisible. Mais beaucoup de ceux qui soutiennent ce point de vue l'utilisent pour critiquer le prétendu « économisme » ou l'« idéalisme » culturel, ou encore la surestimation « volontariste » des facteurs politiques qu'ils attribuent à d'autres auteurs. De telles critiques tendent, presque par nature, à tomber dans des travers diamétralement opposés à ceux qu'elles dénoncent. Je me suis donc efforcé de présenter cette réalité globale dans son intégrité, en l'abordant successivement dans ses aspects économique, politique et idéologico-culturel.

Je ne puis terminer cette introduction sans mentionner Karl Marx, qui représente un monument de l'histoire intellectuelle et politique moderne. Il nous a laissé un héritage immense, de par sa richesse conceptuelle et son inspiration morale. Cependant, nous devrions prendre au sérieux son affirmation selon laquelle il n'était pas marxiste, et non l'écarter comme un simple *bon mot*<sup>1</sup>.

Il se savait homme de son siècle, contrairement à nombre de ceux qui se prétendent ses disciples, et il avait conscience que sa vision des choses était irrémédiablement limitée par la réalité sociale du XIX<sup>e</sup> siècle. Il savait aussi qu'une formulation théorique n'est compréhensible et utilisable que par rapport à la formulation alternative à laquelle elle s'oppose explicitement ou implicitement, et qu'elle est dépourvue de toute pertinence eu égard aux théories traitant d'autres problèmes et fondées sur d'autres hypothèses. Il était aussi conscient que son œuvre était tiraillée entre la présentation du capitalisme comme système idéal, qui n'a en réalité jamais existé dans l'histoire, et l'analyse de la réalité concrète quotidienne du monde capitaliste. Sachons donc utiliser ses écrits de la seule manière sensée qui soit, c'est-à-dire comme ceux d'un compagnon de lutte conscient des limites de ses connaissances.

---

1 En français dans le texte.

*La production de capital,  
ou la marchandisation universelle*

**L**e capitalisme doit d'abord et avant tout être envisagé comme un système social historiquement situé. Pour en comprendre les origines aussi bien que le fonctionnement ou le devenir actuel, nous devons l'examiner dans sa réalité vivante. Nous pourrions évidemment tenter de ramener cette réalité à un jeu de propositions abstraites, mais il serait alors absurde de prétendre ensuite utiliser ces abstractions pour la juger. C'est pourquoi ma démarche consistera plutôt à tenter une description de la réalité pratique à laquelle le capitalisme a correspondu, de la façon dont il a fonctionné en tant que système, des raisons qui expliquent son développement et enfin de ce vers quoi il semble actuellement se diriger.

Le terme de capitalisme est tiré de capital. Il paraît donc légitime de supposer que le capital est un élément clé du capitalisme. Mais qu'est-ce que le *capital* ? En termes courants, cela désigne tout simplement une richesse accumulée. Mais le mot a une acception plus particulière lorsqu'on se réfère au capitalisme en tant que système historique. Il ne désigne plus seulement le stock existant de biens de consommation, de machines, ou de droits monétaires reconnus sur les biens matériels. Il renvoie bien toujours à de telles accumulations des résultats, non

encore consommées, du travail passé. Mais si l'on s'en tient là, tous les systèmes historiques connus depuis le Neanderthal pourraient être qualifiés de capitalistes puisqu'ils ont tous sous une forme ou sous une autre accumulé de tels stocks de richesse, incarnations de travail passé.

Ce qui fait la spécificité historique du système social que nous appelons capitalisme, c'est que le capital a fini par y être utilisé (investi) d'une manière bien particulière. Il en est venu à être employé *dans le but premier et délibéré de son auto-expansion*. Dans ce système, les résultats de l'accumulation passée ne devenaient du capital que dans la mesure où ils étaient réutilisés en vue d'une accumulation supplémentaire de richesse. Comme nous le verrons ultérieurement, ce processus était sans doute complexe, et même sinueux. Mais c'est cette quête incessante et auto-entretenu d'une accumulation toujours plus grande de la part des détenteurs de capital, ainsi que les relations qu'ils étaient amenés à établir avec d'autres pour la réaliser, qui caractérisent ce que nous appelons le capitalisme. Mais si cet objectif était premier, il n'était évidemment pas exclusif. D'autres considérations interféraient sur le processus de production. La question est de savoir laquelle l'emportait en cas de conflit entre elles. Chaque fois que l'accumulation du capital l'a emporté, avec le temps, sur les objectifs alternatifs, nous sommes fondés à dire que nous avons affaire à un système capitaliste.

De tout temps, il a été possible qu'un individu ou un groupe d'individus décide d'investir un certain capital dans le but d'en retirer un capital accru. Mais jusqu'à une certaine époque, il leur fut toujours très difficile de réussir ce type d'opération. Dans les systèmes antérieurs au capitalisme, le long et complexe processus d'accumulation du capital se trouvait presque toujours bloqué en l'un ou l'autre de ses points, même lorsque était réalisée la condition préalable (réunion aux mains de quelques-uns, ou appropriation d'un stock de biens non consommés). Notre capitaliste en puissance devait toujours recourir à une force de travail, ce qui signifie qu'il devait exister

des gens attirés par un tel travail, ou contraints de l'effectuer. Une fois les travailleurs rassemblés et les biens produits, il fallait, d'une façon ou d'une autre, écouler ces derniers, ce qui réclamait à la fois l'existence d'un réseau de distribution et la présence d'acheteurs disposant du pouvoir d'achat nécessaire.

De plus, il fallait que les produits soient vendus à un prix excédant le total des coûts, y compris les frais de transport et de commercialisation. Enfin, la marge ainsi obtenue devait dépasser la somme nécessaire à la subsistance du vendeur. Autrement dit, et pour utiliser un terme contemporain, il devait exister un profit, que son bénéficiaire devait ensuite être en mesure de conserver jusqu'à ce que se présente une occasion favorable d'investir, grâce à laquelle l'ensemble du processus pouvait se reproduire, en repartant de la production.

### ***Marchés et capitaux***

En réalité, cet enchaînement de processus, qu'on appelle parfois circulation du capital, n'a eu, jusqu'à l'époque moderne, que bien peu d'occasions d'être mené jusqu'à son terme. La raison en est que de nombreux maillons de la chaîne relevaient, dans les systèmes sociaux précapitalistes, d'opérations considérées par les représentants de l'autorité politique et religieuse comme irrationnelles ou amoraless.

Mais en dehors même de toute intervention de la part de ceux qui en avaient le pouvoir, le processus d'accumulation avortait généralement par manque de disponibilité d'un ou de plusieurs de ses éléments constitutifs, qu'il s'agisse de l'accumulation préalable de richesse monétaire, de la force de travail susceptible d'être utilisée par le producteur, du réseau de commercialisation, ou encore des consommateurs prêts à acheter.

Si ce ou ces élément(s) faisai(en)t défaut, c'est que, dans les systèmes sociaux antérieurs, ils ne relevaient pas, ou ne relevaient qu'en partie, du monde de la marchandise. Il faut entendre par là

qu'ils ressortissaient à des processus qui n'étaient pas considérés comme pouvant ou devant faire l'objet de transactions marchandes. L'émergence historique du capitalisme réclamait donc l'extension des processus marchands (ou « marchandisation »), non seulement dans l'échange, mais aussi dans la production, dans la distribution et l'investissement, qui s'effectuaient auparavant sans passer par le marché. Une fois cette évolution amorcée, les capitalistes ont cherché à marchandiser, dans leur recherche d'une accumulation toujours plus grande, des processus sociaux de plus en plus nombreux, dans toutes les sphères de la vie économique. Dans la mesure où le capitalisme est centré sur un processus auto-entretenu, aucune activité ou transaction sociale ne se trouvait par nature à l'abri d'une intégration possible à ce processus. C'est pourquoi l'on peut dire que le développement historique du capitalisme a impliqué un mouvement irrépressible de transformation de toute chose en marchandise, une véritable « marchandisation du monde ».

Mais il ne suffisait pas de marchandiser les processus sociaux. Les différents procès de production étaient liés les uns aux autres par des relations marchandes complexes. Considérons l'habillement, exemple même d'un produit qui s'est largement fabriqué et vendu à travers toute l'histoire du capitalisme. Pour produire une pièce de vêtement, il faut au moins se procurer du tissu, du fil, certaines machines et de la force de travail. Chacun de ces moyens de production a dû être lui-même produit, de même que les moyens de production de ces moyens de production, et ainsi de suite... Ces interdépendances ne sont pas infinies, mais elles se poursuivent tout de même assez loin. Or, rien n'imposait que chaque sous-ensemble de cette chaîne marchande soit lui-même organisé sur un mode marchand — le contraire était même monnaie courante. D'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, le profit réalisé est souvent d'autant plus grand que certains maillons de la chaîne sont situés hors marché.

Il va de soi que, dans une telle chaîne, figurent un très grand nombre de travailleurs, dispersés en différents points, et qui

reçoivent, sous une forme quelconque, une rémunération enregistrée comme coût dans les livres de comptes. S'y trouvent aussi des gens, beaucoup moins nombreux, mais en général plus dispersés au long de la chaîne, et qui, au lieu d'agir comme un partenaire économique unifié, opèrent chacun pour son propre compte, se partageant à un titre ou à un autre la marge finale existant entre le revenu total de la vente du produit final et les coûts de production de l'ensemble de la chaîne.

Une fois établies ces interdépendances marchandes reliant entre eux de multiples processus productifs, il est clair que le taux d'accumulation des capitalistes pris dans leur ensemble devenait fonction de l'importance de la marge bénéficiaire qui pouvait être dégagée, alors même que cette marge était sujette à des fluctuations considérables. Mais le taux d'accumulation réalisable par un groupe donné de capitalistes dépendait quant à lui de la concurrence qu'ils se livraient entre eux, les bénéfices les plus élevés revenant à ceux qui faisaient preuve des jugements les plus perspicaces, de la plus grande capacité à contrôler leur main-d'œuvre, ou de la meilleure influence sur les décisions politiques pesant sur les contraintes auxquelles étaient soumises certaines opérations de marché (ce qu'on désigne sous le terme générique de « monopoles »).

Cette divergence du point de vue a fait surgir une *première contradiction élémentaire du système* : alors que l'intérêt des capitalistes, en tant que classe, semblait être de réduire par tous les moyens les coûts de production, il se trouve que ces baisses de coûts favorisaient souvent, dans la réalité, certains capitalistes au détriment des autres, de sorte qu'une partie d'entre eux préféraient accroître leur part d'une faible marge totale, plutôt qu'accepter une part réduite d'une marge globalement accrue.

Une *seconde contradiction du système* est apparue, fondamentale celle-là : à mesure qu'était accumulé un capital de plus en plus grand, que des processus de plus en plus nombreux étaient « marchandisés », qu'une quantité de plus en plus grande de marchandises était produite, la multiplication des acheteurs

devenait l'une des exigences essentielles au maintien de l'ensemble du processus.

Mais dans le même temps, les efforts déployés pour diminuer les coûts de production réduisaient souvent les flux d'argent et les revenus monétaires, bridant ainsi l'expansion continue de la demande que réclamait l'achèvement du processus d'accumulation. D'un autre côté, les diverses redistributions du profit global, sous des formes qui auraient pu contribuer à l'élargissement de la clientèle, réduisaient le plus souvent la marge globale de profit. Les entrepreneurs individuels se trouvaient ainsi contraints, par exemple, de réduire les coûts salariaux dans leurs propres entreprises alors qu'ils travaillaient en même temps, au niveau de leur appartenance collective à une classe sociale, à l'élargissement de leurs débouchés, ce qui entraînait inmanquablement, au moins pour certains d'entre eux, un accroissement du coût du travail.

### *Le règne de l'accumulation*

L'économie du capitalisme s'est ainsi trouvée gouvernée par le désir rationnel de maximiser l'accumulation. Mais ce qui était rationnel aux yeux des entrepreneurs ne l'était pas nécessairement aux yeux des travailleurs. Et bien plus encore, ce qui était rationnel aux yeux des entrepreneurs en tant que groupe ou collectivité ne l'était pas nécessairement aux yeux de chaque entrepreneur en particulier. Il ne suffit donc pas d'affirmer que chacun poursuivait son intérêt individuel car celui-ci poussait souvent chacun à une succession d'actions contradictoires entre elles. L'appréciation de ce que pouvait être l'intérêt réel à long terme en était rendue excessivement complexe, même en laissant de côté le fait que la perception individuelle de l'intérêt personnel était recouverte — et déformée — par des voiles idéologiques compliqués, sur lesquels je reviendrai plus loin. Pour le moment, je supposerai provisoirement que le capitalisme

historique a donné naissance à l'*Homo oeconomicus*, en ajoutant immédiatement que ce dernier se trouvait, de façon assez inévitable, passablement dérouté par la réalité.

Il existait cependant une contrainte « objective » lui permettant de « débrouiller » cette réalité. Lorsqu'un individu (ou une firme) commettait des erreurs répétées de jugement économique, que ce soit par ignorance, par présomption, ou en raison de préjugés idéologiques, il tendait à être éliminé du marché.

La banqueroute a été le puissant récurant du système capitaliste, obligeant en permanence la totalité des agents économiques à maintenir le cap à long terme, en les poussant à accroître sans relâche l'accumulation collective de capital.

Ainsi, lorsque je dis m'attacher à décrire le capitalisme historique, je vise en fait la description du noyau intégré d'activités productives, très précisément situé dans le temps et l'espace concrets, au sein duquel l'accumulation illimitée de capital a constitué l'objet ou la « loi » régulatrice de l'activité économique fondamentale. Il s'agit du système social dans lequel ceux qui ont obéi à ces règles ont eu un si grand impact sur l'ensemble de la société qu'ils ont créé des conditions où tous les autres ont été contraints soit de se conformer à leurs modèles, soit d'en supporter les conséquences.

Le capitalisme historique désigne donc le système social où se sont trouvés à la fois élargi sans interruption le champ d'exercice des lois de l'accumulation (ce qu'on appelle parfois la « loi de la valeur »), renforcée la sévérité avec laquelle s'exerçaient ces lois de l'accumulation, accru sans cesse le degré de pénétration de ces dernières dans la « machine sociale », alors même que dans la société l'opposition à ces règles haussait le ton et s'organisait.

À partir d'une telle description de ce qu'il faut entendre par capitalisme historique, chacun peut rechercher les contours de l'ensemble spatial et temporel auquel il renvoie. Mon opinion personnelle est que la genèse historique de ce type de système se situe en Europe à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, qu'il s'est ensuite étendu



progressivement dans l'espace, jusqu'à couvrir l'ensemble du monde vers la fin du *xix*<sup>e</sup> siècle, et qu'aujourd'hui encore il s'étend à l'ensemble de la planète. Je suis bien conscient de ce qu'une délimitation aussi schématique des frontières temporelles et spatiales du capitalisme peut susciter bien des réticences.

Les principaux motifs de scepticisme sont de deux ordres. Empiriques d'abord : la Russie du *xvi*<sup>e</sup> siècle doit-elle être ou non exclue de l'économie-monde européenne ? À quelle époque exactement l'Empire ottoman s'est-il trouvé incorporé au système-monde capitaliste ? Etc. Ou encore : peut-on considérer comme véritablement intégrée à l'économie-monde capitaliste telle ou telle région d'un État donné à un moment donné ? Ces questions ont leur importance, à la fois en elles-mêmes, et parce que, en tentant d'y répondre, nous sommes amenés à rendre plus précises nos analyses des processus capitalistes. Mais ce n'est ni le lieu ni le moment adéquats pour résoudre ces nombreuses difficultés empiriques, qui font l'objet d'une recherche et d'un débat permanents.

Il y a cependant un second type d'interrogation, qui met en doute l'utilité même du classement inductif qui vient d'être suggéré. Certains se refusent par exemple à admettre l'existence du capitalisme indépendamment de celle d'une forme spécifique de rapport de production sur le lieu de travail, liant un entrepreneur privé aux travailleurs salariés qu'il emploie. Pour d'autres, lorsqu'un État particulier a nationalisé ses industries et proclamé son adhésion aux doctrines socialistes, il a, de ce seul fait et par voie de conséquence, arraché l'État en question pour la période considérée au système mondial capitaliste. Il s'agit là de questions théoriques, et non pas empiriques, que nous aborderons d'ailleurs dans la suite de cette discussion, mais non d'un point de vue déductif, sans objet à leur égard, car il ne saurait y avoir en la matière de débat rationnel, mais seulement affrontement d'opinions contraires. Nous les traiterons donc d'un point de vue heuristique, en faisant valoir les avantages de

notre classement inductif, qui nous permet d'intégrer plus facilement, et plus élégamment, l'état des connaissances actuelles de la réalité historique, et nous offre une interprétation de cette réalité permettant d'agir plus efficacement sur le monde d'aujourd'hui.

Examinons par conséquent ce qui constitue le *fonctionnement réel du système capitaliste*. Dire qu'un producteur a pour objectif l'accumulation du capital revient à dire qu'il cherchera à produire autant qu'il le pourra d'un certain bien, qu'il s'efforcera de mettre en vente avec la plus grande marge de profit possible. Mais ce faisant il devra respecter un certain nombre de contraintes qui pèsent, comme on dit, « sur le marché ». Sa production totale est nécessairement limitée par les disponibilités à court terme en matières premières et en main-d'œuvre, par les capacités du marché et par les ressources financières à sa disposition pour développer ses investissements. Le niveau de production rentable qu'il peut assurer ainsi que la marge de profit à laquelle il peut prétendre sont eux aussi limités par la capacité de ses « concurrents » directs, c'est-à-dire ceux qui, parmi tous les acteurs du marché mondial, opèrent sur le même marché local immédiatement accessible et qui, quelle que soit par ailleurs la dimension du marché en question, peuvent offrir le même article à un prix inférieur. D'autre part, sa production n'aura tendance à augmenter que si cette expansion ne provoque pas une baisse des prix susceptible d'affecter les profits réalisés.

Ces différents éléments relèvent de contraintes objectives en ce sens qu'ils interviennent en dehors même des décisions prises par notre producteur particulier ou par les autres producteurs actifs sur le marché. Les contraintes en question sont le produit ou la résultante des effets du processus social général à l'œuvre en un lieu et à un moment donnés. Naturellement, il faut y ajouter d'autres contraintes, sur lesquelles les marges de manœuvre sont plus grandes. Par exemple, les gouvernements peuvent décider d'adopter, ou avoir déjà adopté, diverses

réglementations susceptibles de modifier dans un sens ou dans un autre les décisions économiques et donc les calculs de rentabilité. Un producteur donné peut être avantagé ou au contraire défavorisé par les réglementations existantes, de sorte qu'il peut être amené à tenter de convaincre les autorités politiques de les modifier à son avantage.

### *La salarisation*

Comment les producteurs ont-ils procédé pour maximiser leur aptitude à accumuler ? La force de travail a toujours été un élément central, et quantitativement significatif, du procès de production<sup>1</sup>. Le producteur en mal d'accumulation a toujours eu deux soucis distincts à son endroit : sa disponibilité et son coût. Le problème de sa disponibilité a souvent été posé en termes de volume et stabilité de la main-d'œuvre. Dans des rapports de production déterminés (une force de travail stable pour un producteur donné), la minimisation du coût exigerait un marché stable et une force de travail de dimension optimale au moment considéré. Mais sur un marché en déclin, le fait que le volume de la force de travail soit fixe augmente son coût réel pour le producteur. Et sur un marché en expansion, le fait que le volume de la force de travail soit fixe empêche le producteur de saisir les occasions de profit qui lui sont offertes.

Mais d'un autre côté, une force de travail instable présentait aussi des inconvénients pour les capitalistes. Il s'agissait par définition d'une main-d'œuvre ne travaillant pas constamment pour le même producteur. Pour assurer leur subsistance, ces travailleurs

---

1 Nous avons généralement traduit *process* par le mot français « processus ». Mais nous avons fait exception à cette règle dans les deux cas du « procès de travail » et du « procès de production », pour lesquels nous avons, conformément à l'usage consacré dans la littérature marxiste française, utilisé le terme de « procès » (NdT).

devaient prendre en compte leur rémunération sur un intervalle de temps où s'annulaient les variations de leur revenu réel, c'est-à-dire qu'ils devaient toucher suffisamment pendant les périodes d'embauche pour pouvoir traverser les périodes de non-emploi. C'est pourquoi les forces de travail non stabilisées représentaient souvent pour les producteurs un coût horaire par tête supérieur à celui d'une force de travail stable.

Lorsqu'il surgit une contradiction, et c'est bien le cas ici, au cœur même du procès de production capitaliste, on peut être sûr qu'il en résultera un compromis difficile à maintenir. Voyons ce qu'il est advenu de notre problème. Dans les systèmes historiques précapitalistes, les forces de travail étaient pour la plupart stabilisées. C'était par définition le cas lorsque la force de travail du producteur se composait de la sienne propre et de celle de sa famille.

Dans certains cas, la force de travail extrafamiliale était liée à un producteur particulier par diverses règles légales ou coutumières, au nombre desquelles on peut citer les différentes formes d'esclavage, les contraintes d'endettement, le servage, les formes permanentes ou semi-permanentes de tenure des terres, etc. Le lien en question était tantôt perpétuel, tantôt établi pour une durée limitée, avec possibilité de reconduction, encore qu'une telle limitation dans le temps n'eût de sens véritable que si s'offraient au moment du renouvellement des alternatives réalistes. Or, la rigidité de telles dispositions posait problème non seulement au producteur auquel se trouvait attachée une certaine force de travail, mais aussi à tous les autres producteurs, puisque aussi bien ces derniers ne pouvaient étendre leurs activités qu'en proportion des disponibilités en forces de travail libres.

Comme on l'a souvent montré, ces considérations ont été à la base de l'institutionnalisation du travail salarié. Dans ce cadre, il existait toujours un groupe permanent de travailleurs, disposés à s'embaucher chez le plus offrant. Nous désignons par « fonctionnement du marché du travail » ce processus permanent, et par « prolétaires » les individus qui vendent leur force de travail. Je ne

surprendrai personne en disant que le développement historique du capitalisme s'est traduit par une prolétarianisation croissante de la force de travail. Ce constat n'est ni original, ni en rien surprenant, car les avantages que tiraient les producteurs du processus de prolétarianisation ont été amplement prouvés. *Ce dont on peut s'étonner, ce n'est nullement qu'il y ait eu une si forte prolétarianisation, mais au contraire qu'elle ait été aussi limitée.* En effet, après quatre siècles au moins d'existence historique du système social capitaliste, le pourcentage de force de travail pleinement prolétarianisée dans l'économie-monde capitaliste actuelle n'atteint même pas 50 % de la force de travail totale.

À l'évidence, ce chiffre dépend de ce qu'on mesure exactement, et de la façon dont on le mesure. Si nous prenons les statistiques gouvernementales officielles de ce qu'on appelle la population active disponible, c'est-à-dire principalement les hommes adultes formellement disponibles pour un travail rémunéré, on peut avoir l'impression que le pourcentage de travailleurs salariés est raisonnablement élevé, encore que, si le calcul est effectué pour le monde entier, le pourcentage effectif soit plus faible que ne le supposent les raisonnements théoriques. Mais, en revanche, si l'on prend en considération l'ensemble de ceux dont le travail s'incorpore d'une façon ou d'une autre aux filières marchandes, ce qui comprend la quasi-totalité des femmes adultes et une bonne partie des enfants et des vieillards, notre pourcentage de prolétaires s'abaisse alors de façon considérable.

Il nous reste un dernier pas à faire avant de nous livrer à notre mesure. On peut se demander s'il est conceptuellement possible d'appliquer le qualificatif de « prolétaire » à des individus. Pour ma part, j'en doute fort. Sous le régime capitaliste, de même que dans les systèmes historiques antérieurs, les individus tendent généralement à vivre dans le cadre de structures relativement stables, qu'on peut appeler « ménages », au sein desquelles est partagé un fonds commun de revenu courant et de capital accumulé. Le fait que ces « ménages » voient leurs

frontières évoluer en permanence au rythme de l'arrivée et du départ d'individus ne leur retire rien en tant qu'unités élémentaires de calcul rationnel des revenus et des dépenses.

Pour assurer leur subsistance, les membres du ménage regroupent l'ensemble des revenus auxquels ils ont droit, quelle qu'en soit l'origine, et les répartissent entre les diverses dépendances réelles auxquelles ils ont à faire face. Leur objectif minimal est la subsistance, puis, pour des revenus plus élevés, la recherche du mode de vie qui leur convient le mieux, et enfin, avec des revenus encore plus grands, la participation au « grand jeu » du capitalisme, comme agents de l'accumulation. Dans tous ces projets concrets, *l'unité économique activement engagée est le ménage*. Habituellement, celui-ci trouve son unité dans les relations familiales, mais il n'en a pas toujours été ainsi ou pas exclusivement. La cohabitation au sein du ménage a été la règle la plus générale, encore que celle-ci soit moins stricte à mesure que la marchandisation se généralise.

C'est à partir de cette structuration en ménages qu'une distinction socialement significative entre travail productif et travail improductif a commencé à s'imposer aux classes laborieuses. De fait, le travail s'est trouvé défini comme productif lorsqu'il rapportait de l'argent, principalement sous la forme de travail salarié, et comme improductif lorsque, bien que tout à fait nécessaire, il consistait d'abord en activités de « subsistance », et n'était censé dégager aucun « surplus » appropriable par d'autres. Le second était soit totalement extérieur au marché, soit impliqué de façon tout à fait marginale à la production de marchandises. La distinction entre les deux types de travaux s'est enracinée dans la définition de rôles qui leur étaient attachés. Le travail productif (salarié) est devenu essentiellement l'affaire de l'homme adulte (le père) et de façon accessoire celle des jeunes gens du ménage. Le travail improductif (ou de subsistance) est devenu essentiellement l'affaire de la femme adulte (la mère), et accessoirement celle des autres femmes du ménage, aidées des enfants et des personnes âgées. Le travail

productif s'effectuait en dehors du ménage, sur le « lieu de travail », tandis que le travail improductif se déroulait dans le cadre domestique lui-même.

Ces lignes de démarcation n'étaient ni très claires, ni très sûres, mais avec le développement historique du capitalisme, elles sont devenues assez claires et assez contraignantes. La division du travail entre les sexes et les générations n'était évidemment pas une invention du capitalisme historique, pas plus que la hiérarchie familiale ou la structure du ménage. Selon toutes probabilités, les unes et les autres ont toujours existé.

*La nouveauté introduite par le capitalisme historique consistait dans l'établissement d'un lien entre la division du travail et son évaluation.* Non seulement les hommes effectuaient des travaux différents de ceux des femmes, et les adultes des travaux différents de ceux des enfants et des vieillards, mais de surcroît le travail des femmes, des jeunes et des vieux s'est trouvé constamment dévalué dans le capitalisme historique, tandis qu'à l'inverse le travail des hommes adultes se trouvait surévalué. Alors que dans les autres systèmes hommes et femmes accomplissaient des tâches différentes, mais normalement équivalentes (au sens propre), dans le capitalisme historique, l'homme adulte salarié a été catalogué « nourricier » de la famille, la femme adulte, quant à elle, était affectée aux travaux domestiques et devenait « femme au foyer ». De sorte que, lorsque des statistiques nationales ont commencé à être élaborées, du fait même du développement du capitalisme, tous les « pères nourriciers » ont été considérés comme relevant de la « main-d'œuvre économiquement active », mais pas les « femmes au foyer ». Ainsi le sexisme s'est-il trouvé institutionnalisé. L'appareil légal et paralégal de séparation et de discrimination sexuelles a logiquement suivi, dans la foulée de cette évaluation différentielle du travail.

Dans cet ordre d'idées, on peut relever que les concepts extensifs d'enfance et d'adolescence, ainsi que de « retraite » de la force de travail indépendamment de toute maladie ou

faiblesse particulière ont émergé corrélativement à cette structuration du ménage spécifique du capitalisme historique. On les a souvent considérés comme des « dispenses » de travail, de nature « progressiste ». On peut cependant les envisager, de façon plus pertinente, comme des redéfinitions du travail et du non-travail. On a ajouté l'insulte à la vexation en considérant comme « loisirs » les activités de formation des enfants et les tâches variées des retraités, la dévalorisation de leur apport en travail n'étant que la contrepartie inéluctable de leur dégage-ment de la « corvée » du « vrai » travail.

De par leur contenu idéologique, ces distinctions contribuaient à assurer une marchandisation extensive du travail, en même temps qu'elles lui traçaient des limites. Par exemple, si l'on cherchait à calculer combien de ménages de l'économie-monde ont tiré plus de la moitié de leur revenu réel (ou de leur revenu total toutes formes confondues) d'un travail salarié en dehors du domicile, je suis convaincu qu'on serait vite très surpris par la faiblesse du pourcentage, non seulement dans les siècles passés, mais aussi à l'époque actuelle, bien que ce pourcentage ait probablement régulièrement augmenté au cours du développement historique de l'économie-monde capitaliste.

Il me semble qu'il n'est pas très difficile de rendre compte de ce phénomène. En faisant l'hypothèse que, toujours et partout, un producteur qui emploie des salariés a préféré les payer moins que plus, la rémunération minimale pour laquelle des salariés commencent à accepter un emploi a toujours été fonction du type de ménage dans lequel ils passent leur existence. Disons simplement qu'à travail et niveau d'efficacité identiques, le seuil en deçà duquel le salaire monétaire eût été considéré comme insuffisant pour justifier rationnellement l'acceptation d'un travail salarié était beaucoup plus élevé pour un salarié relevant d'un ménage à haut pourcentage de revenu salarial (que nous pouvons qualifier de ménage prolétarisé) que pour un salarié issu d'un ménage à faible pourcentage de revenu salarié (qu'on peut appeler ménage semi-prolétarisé).



L'explication de cette différence de seuil de salaire minimal acceptable réside dans les conditions économiques de la subsistance. Dans la mesure où les ménages prolétaires dépendent principalement de leur revenu salarial, celui-ci doit couvrir les frais minimaux d'entretien et de reproduction. Là où les salaires forment une fraction moins importante du revenu total du ménage, il peut être rationnel de la part d'un individu d'accepter un emploi dont la rémunération contribue au revenu total dans une proportion inférieure à ce qu'il représente en termes d'heures de travail, mais qui constitue cependant une source indispensable d'argent liquide, ou dont le refus impliquerait d'y substituer des tâches non salariées, encore moins rémunératrices.

Dans les ménages semi-prolétarisés, il s'est donc trouvé que ceux qui produisaient des revenus réels non salariaux, c'est-à-dire, fondamentalement, la production du ménage utilisée soit à l'autoconsommation, soit à la vente sur un marché local (ou bien sûr aux deux), qu'il s'agisse de personnes distinctes, ou de la même personne à des moments différents de son existence, créaient des surplus *qui abaissaient d'autant le seuil du salaire minimal acceptable*. Par là même, l'existence du travail non salarié permettait à certains producteurs de payer leur force de travail au-dessous de ce qu'ils eussent dû en son absence, abaissait leur coût de production et augmentait leurs marges de profit.

Dans ces conditions, il est clair qu'en général tout employeur de travail salarié aurait préféré avoir affaire à une main-d'œuvre appartenant à des ménages semi-prolétarisés plutôt qu'à des ménages entièrement prolétarisés. Et si nous nous tournons maintenant vers la réalité empirique globale qui a été celle du capitalisme historique, nous nous apercevons précisément que *l'appartenance des salariés à des ménages semi-prolétarisés plutôt qu'à des ménages prolétarisés a justement été la norme statistique, et non l'exception*. Sur le plan intellectuel, les termes de notre problème se trouvent donc complètement inversés. Au

lieu d'avoir à expliquer les causes de la prolétarianisation, il nous fallait expliquer pourquoi elle a été si incomplète. Il nous faut maintenant aller plus loin et nous demander : comment se fait-il qu'il y ait eu une quelconque prolétarianisation ?

Disons d'emblée qu'il est peu vraisemblable d'attribuer aux pressions sociales et politiques exercées par la couche des entrepreneurs la croissance du taux de prolétarianisation mondial. Bien au contraire, il semblerait qu'ils aient eu toutes les raisons de s'en abstenir. D'abord parce que, comme il vient d'être expliqué, toute transformation d'un nombre significatif de ménages semi-prolétariés dans une zone donnée tendait à accroître le niveau du salaire réel minimal, ainsi que le leur apprenait leur propre expérience. Ensuite, parce qu'une prolétarianisation accrue aurait eu, comme nous le verrons plus loin, des conséquences politiques négatives pour les entrepreneurs, et qui plus est cumulatives, car susceptibles de provoquer des hausses supplémentaires de salaires dans certaines zones géographiques.

De fait, les employeurs étaient si peu enthousiastes eu égard à la prolétarianisation que, non contents d'encourager la division sexuelle et générationnelle du travail, ils ont également favorisé, dans leurs pratiques d'embauche et à travers leur influence politique, la reconnaissance de groupes ethniques bien définis, en cherchant à les affecter dans toute la mesure du possible à des tâches spécifiques, auxquelles étaient associés des niveaux différents de rémunération réelle. Ces différenciations ethniques provoquèrent une crispation culturelle qui consolidait les modèles des ménages semi-prolétariés. Le fait que cette émergence des facteurs raciaux jouait aussi un rôle de division politique des classes ouvrières constituait un acquis politique supplémentaire pour les employeurs, mais n'était pas, à mon avis, l'élément moteur de ce processus.

### *Marchés et intégration*

Pour pouvoir comprendre comment la prolétarianisation a pu se développer au cours du capitalisme historique, il nous faut revenir à l'analyse des filières marchandes sur lesquelles sont situées les multiples activités particulières de production. Il nous faut d'abord nous débarrasser de la représentation simpliste du marché comme lieu de rencontre du producteur et du consommateur final. Sans doute de tels marchés, au sens de la « place du marché », ont-ils toujours existé, mais dans le cadre du capitalisme historique les transactions opérées en de tels lieux ont constitué un très faible pourcentage de l'ensemble. L'immense majorité des transactions a consisté en échanges entre producteurs « intermédiaires », tout au long de la filière marchande, échanges dans lesquels l'acheteur se procurait les éléments indispensables à sa propre production, et le vendeur cédait un « produit semi-fini », le terme « semi-fini » signifiant qu'il était impropre à un usage final dans une consommation individuelle directe.

Sur ces « marchés intermédiaires », la lutte sur les prix représentait la tentative de la part de l'acheteur d'arracher au vendeur une partie du profit réalisé sur l'ensemble des procès de travail situés en amont dans la chaîne. En un point particulier de l'espace et du temps, les conditions de cette lutte étaient déterminées par l'offre et la demande, *mais jamais par elles seules*.

En effet, l'offre et la demande peuvent d'abord être faussées par des contraintes de monopole, qui ont été choses courantes, et non exceptionnelles. En second lieu, le vendeur peut contrôler le prix grâce à l'intégration verticale. Lorsque acheteur et vendeur appartenaient en dernière instance à la même firme, le prix pouvait être fixé de façon discrétionnaire, en fonction d'avantages fiscaux, ou de toute autre considération, mais il ne représentait en rien le « jeu de l'offre et de la demande ». De même que le monopole « horizontal », l'intégration verticale n'a pas été exceptionnelle. Certaines de ses formes les plus

spectaculaires nous sont bien familières, qu'il s'agisse des compagnies à privilèges du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, des grandes maisons de commerce du <sup>xix</sup><sup>e</sup>, ou des firmes transnationales du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Dans tous ces cas, il s'agit de structures globales visant à l'intégration de maillons aussi nombreux que possible d'une certaine filière marchande. Plus répandus encore étaient les exemples d'intégration verticale couvrant seulement quelques maillons (voire seulement deux maillons) d'une chaîne donnée. On peut raisonnablement avancer que l'intégration verticale a constitué la norme habituelle du système capitaliste, par opposition aux marchés « en noyaux » où acheteur et vendeur étaient des personnages vraiment distincts et antagoniques.

Par ailleurs, le développement géographique des réseaux marchands ne s'est pas effectué au hasard. Lorsqu'on les retrace sur une carte, on s'aperçoit qu'ils ont une configuration centripète très nette. Leurs points de départ ont été divers, mais leurs points d'arrivée ont tous tendu à converger vers un petit nombre de régions. Nous dirions aujourd'hui qu'ils ont eu tendance à se déplacer de la périphérie vers le centre, ou le « cœur », de l'économie-monde capitaliste. C'est là une observation empirique difficilement contestable, mais la question posée est de savoir pourquoi il en fut ainsi. Sous le terme de « réseaux marchands » ou « filières », nous désignons une forme étendue de division sociale du travail qui, avec le développement du capitalisme historique, est devenue de plus en plus extensive du double point de vue géographique et fonctionnel, en même temps que s'affermissait son contenu hiérarchique. Cette hiérarchisation de l'espace calquée sur la structure des processus productifs a conduit à une polarisation toujours plus grande entre zones centrales et zones périphériques de l'économie-monde, non seulement au niveau de la répartition des richesses (niveaux de revenu réel, qualité de la vie, etc.), mais aussi et surtout au niveau de la dynamique même d'accumulation du capital.

### *Polarisation et échange inégal*

À l'origine de ce processus de polarisation, les différenciations géographiques étaient plutôt faibles, et le degré de spécialisation spatiale très limité. Mais quelles que fussent ces différences, liées à des facteurs historiques, écologiques ou autres, elles ont été amplifiées, renforcées et consolidées par le système capitaliste. L'élément crucial de ce processus a été *le recours à la force dans la fixation des prix*. Il va de soi que l'usage de la force par une partie dans une transaction, pour obtenir un meilleur prix, n'a certes pas été une invention du capitalisme. L'échange inégal est une pratique très ancienne. Mais le trait distinctif du capitalisme historique est d'avoir réussi à camoufler cet échange inégal, et à le camoufler si bien qu'il a fallu qu'il fonctionne pendant près de cinq siècles pour que même les opposants les plus résolus du système commencent à en dévoiler les mécanismes de façon systématique.

C'est dans la structure même de l'économie-monde capitaliste que réside le secret de ce camouflage, plus précisément dans la *séparation apparente entre les instances économique et politique*.

L'instance économique renvoie à la division sociale du travail à l'échelle mondiale, à l'univers des procès de production intégrés, orientés vers l'accumulation illimitée de capital. L'instance politique, de son côté, renvoie en apparence au monde des États souverains indépendants les uns des autres, chacun d'eux paraissant disposer d'une autonomie de décision pour tout ce qui relève de sa juridiction politique, et ayant à son service des forces armées pour imposer son autorité.

Mais, dans la réalité, presque tous les réseaux marchands de quelque importance ont dépassé ces frontières étatiques. Cela ne date pas d'aujourd'hui, mais se vérifie depuis les toutes premières origines du capitalisme historique. J'irai même plus loin : le caractère transnational des réseaux marchands s'applique

tout autant au monde capitaliste du <sup>xvi</sup>e siècle qu'à celui d'aujourd'hui.

Comment cet échange inégal s'opérait-il ? À partir d'un déséquilibre quelconque sur le marché, provenant soit de la rareté temporaire d'un procédé de production complexe, soit de raretés artificielles provoquées par la force, les marchandises se déplaçaient d'une zone à l'autre de façon que la région détentrice du bien le moins « rare » le « vende » à une autre région à un prix incorporant un coût réel supérieur à celui d'un bien évalué au même prix mais se déplaçant en sens inverse. Ce qui se produisait en réalité n'était rien d'autre qu'un transfert partiel de profit (ou de surplus) de la région d'origine vers une autre région. C'est là le type de relations qui existent entre le cœur (ou le centre) et la périphérie du système capitaliste, si l'on choisit d'appeler « périphérie » la région perdante à cet échange inégal, et « centre » la région gagnante. Ces appellations ne font que refléter la structure géographique des flux économiques.

Il n'est pas difficile d'identifier les nombreux mécanismes qui ont contribué à augmenter les disparités au cours du temps. Chaque fois que se produisait une intégration verticale de deux points quelconques d'une filière marchande, cela permettait de diriger vers le centre une fraction plus importante du surplus global. Dans un second temps, ce transfert de surplus vers le centre y renforçait la concentration de capital, et dégageait des fonds accrus pour accélérer la mécanisation. Celle-ci offrait aux producteurs du centre des avantages concurrentiels additionnels, en même temps qu'elle leur permettait de lancer sans cesse de nouveaux produits « rares » grâce auxquels le processus pouvait se répéter.

À son tour, la concentration du capital dans les régions centrales fournissait à la fois l'assiette fiscale et le mobile politique à la mise en place d'appareils d'État relativement puissants, qui avaient notamment la capacité d'affaiblir les appareils d'État des régions périphériques, ou de les maintenir en situation d'infériorité. Ils pouvaient de la sorte exercer une pression sur

ces structures étatiques pour leur faire accepter, et même les faire activement contribuer au renforcement de la spécialisation des territoires sous leur juridiction dans des activités hiérarchiquement inférieures de la filière marchande, recourant aux forces de travail les moins bien payées, et suscitant (ou consolidant) les structures domestiques adéquates à la reproduction de ces forces de travail. C'est donc le capitalisme historique qui a lui-même donné naissance aux prétendus « écarts historiques » de salaires, qui ont pris une ampleur si dramatique, entre les différentes régions de l'économie-monde.

Lorsque j'ai indiqué que ce processus était camouflé, je voulais dire que les prix courants semblaient toujours avoir fait l'objet d'une négociation sur le marché mondial entre forces économiques impersonnelles. L'énorme déploiement de force toujours latent, et ouvertement mis en branle de façon sporadique, dans les guerres et les campagnes coloniales, n'avait pas à être mis à contribution lors de chaque transaction particulière pour garantir l'inégalité des échanges. Ce dispositif contraignant n'intervenait, de préférence, que lorsqu'un certain niveau d'échange inégal était mis en cause de façon décisive. Une fois passée la phase de crise politique aiguë, les entrepreneurs du monde entier pouvaient toujours prétendre que l'économie était gouvernée par le seul jeu de l'offre et de la demande, sans avoir à s'inquiéter le moins du monde ni de la façon dont on avait atteint historiquement ce « rapport » particulier de l'offre et de la demande, ni des rapports de force qui sous-tendaient à chaque instant la différenciation « normale » des taux de salaire et les écarts « donnés » de modes de vie des forces de travail selon les régions du monde.

Nous pouvons maintenant en revenir à la question de savoir pourquoi il y a eu malgré tout prolétarianisation. Il faut, pour l'expliquer, nous souvenir de la contradiction fondamentale entre l'intérêt individuel de chaque entrepreneur et l'intérêt collectif des classes capitalistes dans leur ensemble. *Par sa nature même, l'échange inégal servait les intérêts collectifs des capitalistes, mais il*

*allait à rencontre de bien des intérêts individuels.* Il s'ensuit que tous ceux dont l'intérêt n'était pas pris en compte à un moment donné, parce qu'ils réalisaient des gains inférieurs à ceux de leurs concurrents, s'efforçaient de modifier la situation à leur avantage. C'est dire qu'ils tentaient de renforcer leur position concurrentielle, soit en augmentant leur propre efficacité productive, soit en usant de leur influence politique pour obtenir sur certains marchés quelque nouvel avantage monopolistique.

### *Concurrence et instabilité*

La concurrence exacerbée que se livrent les capitalistes a toujours fait partie des *differentia specifica* du capitalisme historique. Même lorsqu'elle a paru être délibérément restreinte, par des accords de type cartel par exemple, ce fut toujours parce que, aux yeux des concurrents en présence, une telle limitation permettait à chacun d'entre eux d'optimiser sa marge de profit. Dans un système voué à l'accumulation indéfinie du capital, aucun acteur ne peut se permettre de renoncer à rechercher de façon permanente la rentabilité de long terme, sans prendre le risque de sa propre perte. Aussi les pratiques monopolistiques ont-elles toujours été de pair avec l'aiguillon de la concurrence dans le capitalisme historique.

Dans ces conditions, aucun modèle particulier d'organisation ne pouvait durablement relier entre eux les différents procès de production. Bien au contraire, il s'est toujours trouvé un grand nombre d'entrepreneurs auxquels leur intérêt commandait de déstabiliser le modèle en vigueur en un temps et un lieu donnés, sans se préoccuper dans l'immédiat des effets globaux d'un tel comportement. La fameuse « main invisible » d'Adam Smith <sup>2</sup> agissait incontestablement, en ce sens que le

---

2 Adam Smith, économiste écossais du XVIII<sup>e</sup> siècle, est l'auteur d'une célèbre *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, publiée en 1776, et



« marché » contraignait les comportements individuels, mais suggérer qu'il en résultait une harmonie générale représente une bien curieuse lecture du capitalisme historique.

Il semble plutôt que le résultat, tel que l'on peut, encore une fois, l'observer empiriquement, en ait été l'alternance de cycles d'expansion et de stagnation du système dans son ensemble. Ces cycles ont comporté des fluctuations d'une telle ampleur et d'une telle régularité qu'il est difficile de ne pas y voir des phénomènes intrinsèques au fonctionnement du capitalisme. Ils paraissent avoir représenté, si l'on veut bien me permettre cette analogie, la respiration de l'organisme capitaliste, lui insufflant l'oxygène purificateur, et en exhalant les humeurs nocives. Les analogies sont toujours un peu dangereuses, mais celle-ci est particulièrement appropriée. Les « humeurs » accumulées n'étaient autres que les facteurs d'inefficacité économique, qui s'insinuaient régulièrement, à travers le jeu politique, dans le processus d'échange inégal décrit plus haut. Quant à l'oxygène purificateur, il consistait dans la réallocation rationnelle des ressources, plus efficace que la précédente parce qu'elle permettait de pousser plus loin l'accumulation, qu'autorisait la restructuration régulière des filières de production et d'échange.

Ce qui semble s'être produit tous les cinquante ans à peu près n'est autre qu'une disproportion sectorielle des investissements, qu'on désigne parfois du terme un peu trompeur de « surproduction » et qui n'avait d'autre origine que les efforts déployés par des entrepreneurs de plus en plus nombreux pour se placer sur les segments les plus rentables des filières marchandes. Il n'y avait pas d'autre solution à ces disproportions

---

généralement considérée comme l'acte de naissance de l'économie politique. C'est, notamment, le premier texte où est exposée, dans le cadre d'une théorie rationnelle du marché, la thèse de la convergence spontanée d'une économie de marché vers un état normal (l'état « naturel ») d'harmonie générale des intérêts, qui depuis cette date constitue toujours le credo de base des auteurs libéraux (NdT).

que des secousses violentes de l'appareil productif, rétablissant une répartition plus correcte de ces investissements. Cela paraît aller de soi et ne pas présenter de complication particulière, mais les retombées en étaient toujours considérables, car cela signifiait à chaque fois une concentration accrue des activités dans les segments les plus encombrés des filières de production et d'échange. La conséquence en était à la fois l'élimination de certains entrepreneurs et de certains travailleurs (aussi bien ceux qui travaillaient pour les entrepreneurs éliminés des affaires que ceux qui travaillaient pour des entrepreneurs conduits à accroître la mécanisation pour abaisser leurs coûts de production unitaires). De tels mouvements permettaient aussi aux entrepreneurs de « déclasser » certaines activités dans la hiérarchie des filières et de consacrer des fonds et des soins accrus à des segments novateurs de ces dernières qui, parce qu'ils fournissaient des moyens de production plus « rares », étaient plus rentables. Le « déclassement » de certaines activités dans l'échelle hiérarchique de la production signifiait aussi, bien souvent, leur délocalisation géographique.

Ces délocalisations avaient pour avantage majeur de représenter des déplacements vers des régions à travail meilleur marché, même si, du point de vue de la zone en question, l'arrivée de l'industrie « délocalisée » signifiait le plus souvent une augmentation des salaires pour certaines fractions de la force de travail locale. Nous connaissons précisément, à l'heure actuelle, une telle période de relocalisation massive à l'échelle mondiale dans les secteurs de l'automobile, de l'acier et des industries électroniques. Mais de tels phénomènes ont toujours relevé du fonctionnement intrinsèque du capitalisme historique depuis ses origines.

Ces bouleversements ont eu trois séries de conséquences majeures. La première était l'existence même de cette *restructuration géographique continue du système mondial capitaliste*. Néanmoins, bien que les filières marchandes aient été restructurées de façon aussi considérable tous les cinquante ans

environ, elles ont conservé à travers tous ces bouleversements une solide organisation hiérarchique. Tandis que certains procès de production voyaient leur rang s'abaisser, de nouveaux procès de production s'inséraient au sommet de la hiérarchie, et ce sont des zones géographiques bien déterminées qui accueillent ces processus de niveau hiérarchique toujours changeant. Certains produits ont ainsi parcouru un « cycle », démarrant comme produits du « cœur » et devenant le cas échéant des produits « périphériques ». De plus, des localisations données se sont élevées ou au contraire abaissées dans l'échelle du bien-être comparé de leurs habitants. Mais pour pouvoir qualifier ces bouleversements de « développement », il faudrait au préalable démontrer que le degré général de polarisation du système a diminué. Empiriquement, il ne semble pas que cela ait été le cas ; bien au contraire, la polarisation s'est historiquement accentuée, de sorte qu'on ne peut guère parler que de mouvements proprement cycliques à propos de ces recompositions géographiques et industrielles.

Mais celles-ci entraînent une deuxième série de conséquences, d'un ordre tout différent. Notre vocable de « surproduction », qualifié plus haut de trompeur, attire néanmoins l'attention sur le fait que l'absence d'une demande effective mondiale suffisante pour certains produits névralgiques du système a toujours représenté un défi considérable. Et dans ces conditions, les intérêts de la force de travail coïncidaient avec ceux d'une minorité d'entrepreneurs. Les détenteurs de force de travail ont toujours cherché à augmenter leur part du surplus, et les périodes de rupture du système capitaliste leur ont souvent fourni à la fois un motif supplémentaire immédiat et une occasion exceptionnelle de mener leur combat de classe. Une des façons les plus efficaces et les plus rapides d'augmenter leur revenu réel consistait dans la *marchandisation accrue de leur propre travail*. Ils ont souvent cherché à convertir en travail salarié les fractions des procès de production domestique qui

leur apportaient de faibles revenus réels, en particulier les diverses formes de « petite production marchande ».

L'une des principales forces jouant en faveur de la prolétarianisation a donc été, en fait, la pression exercée par les travailleurs eux-mêmes. Ils ont parfaitement compris, souvent beaucoup mieux que leurs porte-parole intellectuels autoproclamés, à quel point l'exploitation pouvait être beaucoup plus grande dans des structures semi-prolétarisées que dans des structures entièrement prolétarisées.

Dans les périodes de stagnation, certains producteurs indépendants, répondant pour une part aux pressions politiques des travailleurs, et en croyant d'autre part pouvoir bénéficier des changements dans les rapports de production dans leur concurrence avec les autres producteurs indépendants, ont rejoint, tant sur le plan économique que sur le plan politique, les forces qui poussaient à une prolétarianisation accrue de certains segments de la force de travail. C'est ce processus qui nous fournit la clé essentielle de l'explication d'une prolétarianisation accrue, étant entendu qu'à long terme celle-ci a constitué un facteur de réduction du niveau des profits dans l'économie-monde capitaliste.

C'est dans ce contexte que nous devrions replacer le processus de changement technologique, qui a été moins la cause que la conséquence du capitalisme historique. Avant toute autre chose, chaque innovation technologique majeure a d'abord signifié l'apparition de nouveaux produits « rares », qui de ce fait étaient hautement rentables pour leurs producteurs, et qui accessoirement leur économisaient du travail. Elles constituaient des réponses aux phases descendantes des cycles, en offrant les moyens de s'approprier les « découvertes » scientifiques pour approfondir le processus d'accumulation du capital. Bien sûr ces innovations ont généralement modifié les conditions d'organisation de la production. Elles ont historiquement poussé à la centralisation de nombreux procès de travail, sous la forme de l'usine, puis de la chaîne de montage. Mais on exagère

trop facilement l'importance qu'ont eue ces changements. L'observation des phénomènes de concentration au niveau des opérations de production a souvent occulté, aux yeux des observateurs, l'existence des phénomènes inverses, et tout aussi fréquents, de décentralisation.

Cela se vérifie mieux encore si nous ajoutons à notre tableau le troisième type de conséquences que comportaient les redistributions de cartes provoquées par les cycles. Remarquons tout d'abord que, étant donné les deux premières séries de conséquences évoquées jusqu'ici, il nous faut rendre compte d'un apparent paradoxe. D'un côté, en effet, nous avons parlé, dans le cadre de la polarisation historique de la répartition des richesses, d'une concentration continuelle du capital accumulé. Mais en même temps, nous avons aussi mentionné l'existence d'un processus, très lent, certes, mais néanmoins régulier, de prolétarianisation. Or, ce dernier, avons-nous dit, a eu pour effet de réduire le niveau des profits. Comment concilier ces deux processus ? Un moyen facile de le faire serait de dire que le premier a simplement été plus important que le second, et cela est d'ailleurs vrai. Mais il faut aussitôt ajouter que la baisse du niveau des profits due à la prolétarianisation accrue a été, jusqu'ici, plus que compensée par un autre mécanisme jouant en sens inverse.

Il est facile de constater empiriquement que la *base géographique du capitalisme historique s'est constamment élargie au cours du temps*. Une fois encore, le rythme auquel s'accomplit ce processus nous fournit la clé la plus sûre de son explication. L'intégration de nouvelles zones à la division sociale du travail du capitalisme historique ne s'est pas faite d'un seul coup. Elle s'est en réalité déroulée à travers des accès périodiques d'expansionnisme, et bien que chaque expansion successive eût paru d'ampleur limitée. Une partie de l'explication de cette allure particulière du processus réside certainement dans les caractéristiques du développement technologique dans le capitalisme historique. Les améliorations des moyens de transport, des

communications et des armements rendaient chaque fois moins coûteuse l'incorporation au système de régions de plus en plus éloignées des zones centrales. Mais cette explication nous fournit, au mieux, une condition nécessaire, mais non suffisante, au déroulement du processus.

On a parfois soutenu que la raison de cet expansionnisme tenait à la recherche permanente de nouveaux marchés sur lesquels réaliser les profits capitalistes. Mais cette explication ne concorde tout simplement pas avec la réalité des faits historiques. Les zones extérieures au système capitaliste ont été au total de bien piètres clients pour ses produits, en partie parce que, compte tenu de leur propre système économique, elles n'en avaient tout bonnement pas besoin, et en partie parce qu'elles manquaient souvent des moyens de paiement adéquats pour se les procurer. Bien sûr, il y a eu des exceptions. Mais l'un dans l'autre, c'est plutôt le monde capitaliste qui venait se procurer les produits des zones extérieures que l'inverse. Lorsque des territoires étaient conquis militairement, les entrepreneurs capitalistes se plaignaient régulièrement de l'absence de véritables marchés et s'efforçaient par l'intermédiaire des gouvernements coloniaux de « créer des besoins » dans les zones conquises.

La recherche de marchés extérieurs ne constitue donc pas une explication valable. La recherche d'une force de travail bon marché est déjà une explication beaucoup plus plausible. Il se vérifie historiquement que dans presque tous les cas les régions nouvellement intégrées à l'économie-monde ont vu s'établir des niveaux de rémunération réelle du travail qui les situaient tout en bas de la hiérarchie mondiale des salaires. On n'y trouvait pratiquement pas de ménages entièrement prolétarisés, et on ne les a nullement encouragés à en multiplier le nombre. Tout au contraire, les politiques menées par les États coloniaux (et par les États semi-coloniaux recomposés là où il n'y avait pas eu formellement colonisation) semblaient viser précisément à favoriser l'émergence de ménages semi-prolétarisés, dont nous

avons vu qu'ils permettaient les niveaux de salaires les plus bas. La politique classique de l'État colonial consistait à mêler des mécanismes fiscaux contraignant chaque ménage à avoir une activité salariée quelconque et des interdictions de déplacement ou des séparations forcées des membres du ménage, qui réduisaient considérablement les possibilités de prolétarianisation intégrale.

Si nous ajoutons à cette analyse le fait historiquement observé que les intégrations de zones nouvelles au système mondial capitaliste tendaient à correspondre à des phases de stagnation de l'économie-monde, il devient alors clair que *l'expansion géographique du système-monde capitaliste avait pour fonction de contrebalancer les effets sur le profit du processus de prolétarianisation accrue*, en y intégrant de nouvelles forces de travail vouées à la semi-prolétarianisation. Le paradoxe apparent est ainsi résolu. L'impact de la prolétarianisation sur le processus de polarisation des richesses a ainsi été annulé, et peut-être au-delà, en tout cas jusqu'à aujourd'hui, par celui de l'expansion géographique du système. Et la part des procès de travail manufacturiers dans le total a progressé beaucoup moins qu'on ne le suppose couramment, compte tenu de l'augmentation continue du dénominateur du rapport.

### *Sur les origines politiques du capitalisme*

Nous nous sommes beaucoup attardé à rendre compte de la façon dont le système capitaliste avait fonctionné dans le champ étroit de l'économie. Nous devons maintenant nous préparer à expliquer pourquoi le capitalisme est apparu dans l'histoire en tant que système social. Contrairement à ce qu'on en dit souvent, ce n'est pas là une question facile. À première vue, loin de constituer un système « naturel » d'organisation sociale, comme ont tenté de le faire croire certains apologistes, le

*capitalisme est manifestement absurde.* On y accumule le capital sans autre but qu'une accumulation supplémentaire de capital. Les capitalistes ressemblent à ces souris blanches dans leur roue qui courent toujours plus vite à seule fin de courir encore plus vite. Certes, dans le déroulement d'ensemble, certains vivent bien, mais d'autres connaissent des conditions misérables, et même ceux qui vivent bien le paient cher en termes de temps consacré à acquérir les moyens financiers d'accéder aux objets de leurs jouissances.

Plus j'y ai réfléchi, et plus ce système m'a paru absurde. Non seulement je suis persuadé qu'une majorité de la population mondiale se trouve objectivement et subjectivement plus démunie matériellement que dans les systèmes historiques antérieurs, mais je pense aussi, comme nous le verrons, qu'ils ont été placés dans des conditions politiques pires qu'auparavant. Tous autant que nous sommes, nous avons été à ce point abreuvés de l'idéologie autojustificatrice du progrès, sécrétée par ce système historique, qu'il nous est difficile d'aller jusqu'à reconnaître les aspects négatifs de ce système dans leur ampleur historique. Même un dénonciateur du capitalisme aussi résolu que Karl Marx a longuement insisté sur son rôle progressiste dans l'histoire. Je ne crois en rien à ce rôle, à moins que par « progressiste » on entende seulement ce qui est venu postérieurement à autre chose dans l'histoire, et qui puisse être expliqué par elle. Le bilan historique du capitalisme historique est peut-être complexe — j'aurai l'occasion d'y revenir plus loin —, mais un premier calcul au niveau de la répartition des biens et de l'utilisation de l'énergie se révèle, à mes yeux, clairement négatif.

Mais s'il en est bien ainsi, pourquoi donc un tel système est-il apparu ? Peut-être précisément pour parvenir à ce résultat. Y a-t-il un raisonnement plus satisfaisant que celui consistant à dire qu'à l'origine d'un système se trouve la poursuite d'un objectif qui s'est effectivement réalisé ? Je sais bien que la science moderne nous a détournés de la recherche des causes finales et



de toute considération relative aux buts visés (en particulier parce qu'ils sont par nature difficiles à vérifier empiriquement). Mais la science moderne et le capitalisme sont, comme nous le savons, en relation étroite l'une avec l'autre, ce qui rend précisément suspecte l'autorité de la première dans la recherche d'une réponse à la question des modalités de connaissance des origines du capitalisme moderne. Qu'on me permette donc d'esquisser simplement ici une explication historique des origines du capitalisme historique, sans essayer pour le moment d'exposer la base empirique d'une telle démonstration.

Dans le monde des <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, l'Europe était le lieu d'une division sociale du travail qui, par rapport aux autres régions du monde, et du point de vue des forces productives, constituait l'unité de son système historique. L'état relatif de ses connaissances la situait dans une position intermédiaire ; il n'était ni aussi avancé que dans certaines régions, ni aussi primitif que dans d'autres. Il faut nous souvenir, par exemple, que Marco Polo, alors qu'il était originaire d'une des régions d'Europe les plus avancées culturellement et économiquement, fut absolument confondu par ce qu'il découvrit au cours de ses voyages en Asie.

Sur le plan économique, l'Europe féodale connaissait à cette époque, et suite à des processus internes, une crise tout à fait fondamentale, qui en ébranlait profondément les fondements sociologiques. Ses classes dirigeantes se détruisaient mutuellement à un rythme rapide, cependant que son système foncier, base de sa structure économique, se décomposait, sous l'effet de réorganisations considérables dans le sens d'une répartition des terres beaucoup plus égalitaire que ne le voulait la norme prévalant jusque-là. Par ailleurs, la petite paysannerie locataire faisait la preuve de sa grande efficacité productive. De façon générale, les structures politiques s'affaiblissaient et, occupées qu'elles étaient par les luttes intestines des grands personnages politiques, elles n'accordaient que peu d'énergie à la répression des forces montantes des grandes masses de la population. Le

ciment idéologique que fournissait le catholicisme était soumis à de fortes tensions, et des mouvements égalitaristes prenaient naissance dans le giron même de l'Église. Le système se décomposait de toutes parts.

L'Europe eût-elle continué sur cette voie qu'il est difficile de dire jusqu'où les choses seraient allées, mais on peut affirmer qu'une reconsolidation des modèles de l'Europe féodale du Moyen Âge, avec son système « d'ordres » fortement hiérarchisés, était hautement improbable. Beaucoup plus vraisemblable était l'évolution progressive vers un système relativement égalitaire de petits producteurs, avec un laminage des aristocraties et une certaine décentralisation des structures politiques.

Savoir si une telle évolution eût été bonne ou mauvaise, et pour qui, est affaire de spéculation intellectuelle, et présente peu d'intérêt. Mais il est clair qu'une telle perspective devait consterner les couches dirigeantes européennes, les consterner et les effrayer, en particulier depuis qu'elles sentaient que leur armure idéologique se désintégrait elle aussi. Sans pour autant suggérer qu'un tel projet ait été consciemment exprimé par qui que ce soit, nous pouvons considérer, en comparant l'Europe de 1650 avec celle de 1450, que les choses se sont déroulées de la façon suivante.

Autour de 1650, les structures fondamentales du capitalisme historique en tant que système social viable étaient en place et déjà consolidées. Le mouvement d'égalisation des revenus était radicalement inversé. Les couches dirigeantes avaient de nouveau fermement en main le contrôle de la situation politique et idéologique. On pouvait observer une assez grande continuité entre les familles qui composaient les couches dirigeantes de 1650 et celles qui les composaient en 1450.

Bien plus, si l'on remplaçait 1650 par l'année 1900, on s'apercevrait que la plupart des comparaisons effectuées avec 1450 pourraient être maintenues à peu près dans les mêmes termes. Ce n'est qu'au cours du *xx<sup>e</sup>* siècle que se sont dessinés des

mouvements opposés, signes, comme nous le verrons, qu'après quatre à cinq cents ans de prospérité le capitalisme historique est finalement entré dans une crise structurelle.

Personne ne s'est fait le porte-parole du projet que suggère l'enchaînement des événements ; mais il n'y a guère de doutes que l'apparition du capitalisme historique en tant que système social a brutalement renversé une évolution qui faisait frémir les classes dirigeantes, pour lui en substituer une qui correspondait beaucoup mieux à leurs intérêts. Cela paraît-il donc si absurde ? Uniquement à ceux qui en furent les victimes.

---

*Accumulation et politique :  
la lutte pour les bénéfices*

**L**a recherche pour elle-même de l'accumulation illimitée du capital se présente à première vue comme un objectif socialement absurde. Elle a pourtant eu ses partisans, qui l'ont en général justifiée par les bénéfices sociaux à long terme qu'elle est censée procurer. Nous verrons plus loin dans quelle mesure ces bénéfices sociaux correspondent à une réalité. Mais indépendamment de tout avantage collectif, il est clair que l'entassement de capital offre la possibilité, et fournit chemin faisant les occasions effectives d'une consommation accrue de la part de nombreux individus et/ou de petits groupes. Quant à savoir si cette consommation accrue améliore la qualité de la vie de ceux qui en bénéficient, c'est une autre question, dont nous remettons aussi le traitement à plus tard.

Qui tirait les bénéfices individuels immédiats de l'accumulation ? On peut raisonnablement affirmer que la plupart des individus n'ont attendu ni les évaluations des bénéfices à long terme, ni celles des améliorations apportées à la qualité de la vie par les nouvelles consommations, pour juger qu'il y avait lieu de se battre pour l'appropriation des bénéfices individuels immédiats aussi ostensiblement mis à leur portée. De fait, cela a constitué le noyau central des luttes politiques sous le régime capitaliste. C'est

même très exactement ce que nous avons en tête quand nous disons du capitalisme historique qu'il s'agit d'une civilisation matérialiste.

Du point de vue matériel, non seulement ceux qui prenaient la tête de cette compétition enregistraient des gains considérables, mais de surcroît les différences de revenus entre le sommet et la base se sont révélées considérables, et sont allées croissant au cours du temps dans l'ensemble du système mondial. Nous avons déjà discuté les processus économiques à l'origine de cette polarisation de la répartition des richesses. Il faut maintenant nous intéresser à la façon dont se sont comportés les acteurs d'un tel système économique pour s'en octroyer les avantages, et par là même en priver les autres. Il nous faudra aussi nous intéresser aux réactions de ceux qui étaient lésés par cette mauvaise répartition, à la fois pour minimiser leurs pertes dans le fonctionnement du système et pour obtenir les transformations susceptibles de remédier à des injustices aussi criantes.

### *De la souveraineté étatique aux politiques commerciales*

Comment les individus et les groupes menaient-ils la lutte politique dans le capitalisme historique ? Dans ce système, faire de la politique consiste à essayer de modifier les rapports de pouvoir dans un sens plus favorable à ses propres intérêts et donc à réorienter les processus sociaux dans cette direction. Pour s'y essayer avec succès, il faut trouver les leviers du changement permettant d'obtenir les plus grands avantages au moindre effort. Le capitalisme historique était ainsi structuré que les leviers les plus efficaces à des réajustements politiques étaient les structures étatiques, dont la mise en place elle-même était l'un des principaux résultats institutionnels de son avènement. Ce n'est donc pas par hasard que le contrôle du pouvoir d'État et sa conquête, si nécessaire, ont constitué l'objectif stratégique central des principaux

acteurs de la scène politique pendant toute l'histoire du capitalisme moderne.

L'importance cruciale du pouvoir d'État dans les processus économiques, même en définissant ces derniers de la façon la plus étroite, saute aux yeux dès lors qu'on considère de près le fonctionnement effectif du système. L'élément premier et fondamental du pouvoir d'État était *la souveraineté territoriale*. Les États ont des frontières, qui sont juridiquement déterminées, en partie sur la base des lois édictées par ces États eux-mêmes, et en partie sur la base de leur reconnaissance diplomatique par les autres États. Bien entendu, ces frontières sont sujettes à contestation, et elles ont effectivement été souvent contestées. Ces différends trouvaient toujours au bout du compte une solution, que ce soit par arbitrage ou par le recours à la force, suivi de son éventuelle acceptation. De nombreux conflits se sont étendus de façon latente sur de très longues périodes, bien que peu aient duré plus d'une génération.

Le point essentiel à relever est que dans chaque camp prévalait la certitude idéologique constante que ces conflits pourraient et devraient être un jour résolus. La seule chose inconcevable dans le système étatique moderne était la reconnaissance explicite d'un chevauchement permanent de souveraineté. Le concept de souveraineté était en effet fondé sur le principe aristotélicien du tiers exclu.

La doctrine philosophique et juridique de la souveraineté engageait la notion de responsabilité dans le contrôle des mouvements d'entrée et de sortie aux frontières. Chaque État exerçait une autorité formelle sur ses frontières, qu'il s'agisse des mouvements de marchandises, des capitaux financiers ou des populations. Ainsi chaque État avait-il la possibilité d'influer sur les modalités de fonctionnement de la division sociale du travail dans l'économie-monde. En outre, chacun d'eux pouvait à tout moment jouer sur ces mécanismes en modifiant les règles relatives au passage de ses frontières.

On aborde généralement ces problèmes de contrôle douanier en termes d'une alternative entre le libre-échange, c'est-à-dire l'absence totale de contrôle, et l'autarcie, c'est-à-dire l'absence complète de liberté de mouvement. En fait, dans la plupart des pays et à la plupart des époques, la politique suivie par les États s'est située entre ces deux extrêmes. De plus, les politiques suivies ont été notablement différentes selon qu'il s'agissait des mouvements de marchandises, des mouvements de capitaux ou des déplacements de main-d'œuvre. En règle générale, ces derniers faisaient l'objet de contrôles beaucoup plus stricts que les deux autres.

Pour le producteur d'un produit donné en un point quelconque d'une filière, la liberté de mouvement n'était désirable que pour autant qu'il était économiquement compétitif vis-à-vis des autres producteurs du même bien sur le marché mondial. Mais dans la mesure où cette condition n'était pas remplie, l'érection de diverses barrières douanières contre les producteurs concurrents augmentait d'autant leurs coûts de production et favorisait un producteur qui sans elles eût été inefficace. Par définition, comme il se trouve toujours sur un marché où coexistent de multiples producteurs d'un même bien une majorité relativement moins efficace, il s'est toujours exercé une certaine pression en faveur d'une limitation mercantiliste de la libre circulation aux frontières. Néanmoins, comme la minorité la plus efficiente était aussi la plus riche et la plus influente, une pression contraire s'est tout aussi constamment exercée en faveur de l'ouverture des frontières, ou plutôt de certaines d'entre elles. Ainsi la première grande lutte, féroce et permanente, qu'ait connue le capitalisme a-t-elle porté sur la *politique douanière des États*. Comme, de plus, chaque groupe particulier de producteurs, et tout spécialement les plus grands et les plus puissants d'entre eux, était touché directement non seulement par la politique douanière des États où ils avaient leurs bases économiques (et dont par ailleurs ils étaient ou non citoyens) mais aussi par les politiques suivies par de nombreux

autres États, certains de ces producteurs se sont intéressés à la poursuite des mêmes objectifs politiques dans plusieurs États à la fois, et souvent en fait dans un très grand nombre d'entre eux. L'idée que chacun devait limiter son engagement politique à son propre État d'origine était profondément contradictoire avec celle de rechercher l'accumulation du capital pour elle-même.

Une façon évidente de modifier les règles relatives au franchissement des frontières consistait évidemment à changer ces frontières elles-mêmes, qu'il s'agisse de l'annexion complète d'un État par un autre (sous la forme d'une unification politique, d'un *Anschluss*<sup>1</sup> ou d'une colonisation), de la prise d'un territoire, ou encore d'une sécession ou d'une décolonisation. Le fait que des modifications de frontières aient des répercussions immédiates sur les modes de division sociale du travail dans l'économie-monde entraine en ligne de compte de façon décisive dans les prises de position de ceux qui proposaient ou combattaient telle ou telle rectification de frontière.

Le fait que les mobilisations idéologiques autour de la définition des nations pouvaient faciliter ou entraver certaines de ces rectifications a contribué à donner aux mouvements nationalistes un contenu directement économique, dès lors que leurs adhérents ou leurs adversaires pouvaient présumer que tel ou tel changement de politique suivrait la rectification de frontière envisagée.

Le second aspect du pouvoir d'État qui ait joué un rôle fondamental dans le fonctionnement du capitalisme historique résidait dans le *droit reconnu aux États de fixer les règles régissant les rapports sociaux de production sur le territoire soumis à leur juridiction*. Les structures d'État modernes s'arrogèrent le droit d'abroger ou de réviser n'importe quel ensemble de rapports coutumiers. En matière juridique, les États ne reconnurent

---

1 En allemand dans le texte (NdT).



d'autres limites à leur pouvoir législatif que celles qu'ils s'imposaient d'eux-mêmes. Même là où certaines Constitutions d'États rendaient un hommage idéologique verbal aux règles issues du droit naturel ou du droit religieux, elles se réservaient le droit de les faire interpréter par un individu ou un certain groupe défini à l'avance par la Constitution.

### ***Le droit du travail***

Le droit de légiférer sur les formes de contrôle du travail n'avait rien de formel. Les États en ont régulièrement fait usage, et souvent sous des formes qui impliquaient des transformations radicales des modèles existants. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, les États ont adopté, dans le capitalisme historique, des législations qui concouraient à la marchandisation croissante des forces de travail, en abolissant les diverses sortes de restrictions coutumières au déplacement des travailleurs d'un type d'emploi vers un autre. En outre, ils imposèrent aux travailleurs des obligations fiscales monétaires, qui obligeaient souvent certains d'entre eux à entreprendre un travail salarié. Mais de l'autre côté, comme nous l'avons déjà vu, les États découragèrent aussi par leurs actions légales l'approfondissement de la prolétarianisation, en imposant des contraintes résidentielles, ou en poussant au maintien de certaines obligations de solidarité matérielle entre membres d'un même groupe familial.

Les États mirent en place diverses modalités de contrôle des rapports de production. Dans un premier temps, ils légalisèrent, pour ensuite les interdire, les diverses formes de travail forcé (esclavage, corvées, « engagements <sup>2</sup> », etc.). Ils réglementèrent les

---

2 Par « engagement », nous traduisons *indenture*, qui renvoie à la situation des Antilles anglaises au XVIII<sup>e</sup> siècle : *indentured labor* désignait une forme de travail forcé. Dans les Antilles françaises, on appelait « engagés » les travailleurs soumis à un régime de ce type (NdT).

contrats de travail, notamment en y imposant des garanties, l'introduction d'obligations réciproques minimales et maximales, etc. Ils fixèrent les limites de la mobilité géographique autorisée aux travailleurs, non seulement pour les passages de frontières, mais également pour les déplacements intérieurs.

Toutes ces décisions étatiques furent prises en considération directe de leurs implications sur l'accumulation du capital. On peut le vérifier facilement en consultant la masse énorme des comptes rendus de débats sur les choix administratifs et législatifs qui se présentèrent. Par ailleurs, les États ont régulièrement consacré une énergie considérable au renforcement de leur arsenal répressif à l'égard des groupes sociaux récalcitrants en général, et plus particulièrement à l'égard des ouvriers. Les travailleurs ont rarement été laissés libres d'ignorer les limites légales posées à leur action. Bien au contraire, les révoltes ouvrières, qu'elles soient individuelles ou collectives, passives ou actives, ont généralement entraîné, de la part des appareils d'État, des réponses répressives immédiates. Petit à petit, les mouvements ouvriers organisés ont bien sûr été capables d'imposer certaines limites à l'étendue de la répression et d'obtenir en leur faveur quelques améliorations des principes de gouvernement, mais ils durent avant tout ces résultats à leur capacité de modifier la composition des appareils étatiques.

### *L'impôt et la dépense*

Le troisième facteur important du pouvoir d'État a été le pouvoir fiscal. L'impôt n'est en rien une invention du capitalisme. Les structures politiques antérieures y avaient également eu recours pour financer les appareils d'État. *Mais le système capitaliste a doublement transformé la fiscalité et son rôle.* Tout d'abord, les prélèvements fiscaux réguliers sont devenus la source principale, pour ne pas dire unique, des revenus de l'État, par opposition à une situation où ceux-ci provenaient de réquisitions

forcées aléatoires sur des individus ou des groupes extérieurs ou non à la juridiction de l'État, y compris les réquisitions sur d'autres États. D'autre part, la part de l'impôt dans le total de la valeur créée ou accumulée a constamment augmenté au cours du développement historique de l'économie-monde capitaliste. Cela signifie que les États ont pris de l'importance par le volume des ressources placées sous leur contrôle, non seulement du fait que ces ressources ont permis d'accélérer l'accumulation, mais aussi parce que ces ressources elles-mêmes étaient redistribuées et par là contribuaient directement ou indirectement à cette accélération de l'accumulation.

L'impôt représentait un pouvoir autour duquel se cristallisaient l'hostilité et les résistances à l'État lui-même, perçu comme une sorte de rançonneur inhumain, s'appropriant les fruits du travail des autres. On doit toujours garder en mémoire qu'il existait des forces extérieures à la sphère gouvernementale, et qui poussaient à la création de certains impôts, soit que leur mise en œuvre se serait traduite par des redistributions en leur faveur, soit qu'ils auraient permis au gouvernement de générer des économies externes améliorant leurs propres positions économiques, soit enfin que leur poids aurait été supporté par d'autres, dont les positions économiques se seraient ainsi trouvées affaiblies. Bref, le pouvoir fiscal fut l'un des moyens privilégiés par lesquels l'État pouvait directement contribuer à renforcer l'accumulation du capital par certains, au détriment des autres.

Les discussions au sujet des pouvoirs redistributifs de l'État ont pour la plupart été centrées sur l'examen de leurs effets égalisateurs potentiels. On reconnaît là le thème de l'État-providence. Mais en réalité les mécanismes de la redistribution ont été beaucoup plus largement utilisés comme instrument de polarisation de la répartition que comme instrument de convergence des revenus réels.

Trois mécanismes principaux ont joué dans l'exacerbation de cette polarisation *au-delà* de celle qui résultait déjà du fonctionnement normal du marché capitaliste.

En premier lieu, les gouvernements ont pu réunir, grâce au prélèvement fiscal, des masses de capital considérables qu'ils ont redistribuées à travers des *subventions publiques* aux individus et aux groupes qui détenaient déjà des capitaux importants. Ces subventions, accordées sur la base de considérations discutables de service public, ont pris la forme d'allocations forfaitaires de fonds, pouvant aller jusqu'au surpaiement de certains services très au-dessus de leur valeur marchande. Mais elles ont pris aussi la forme moins immédiate du financement par l'État des coûts de développement de certains produits, susceptibles d'être amortis ultérieurement par des recettes suffisantes, pour rétrocéder ensuite ces activités économiques à des entrepreneurs privés, à leur valeur courante, dès lors qu'aurait été menée à bien la phase coûteuse du développement initial.

En second lieu, les gouvernements se sont trouvés en mesure de réunir de grandes masses de capitaux par les canaux parfaitement légaux et reconnus légitimes de l'impôt, lesquels capitaux nourrissaient ensuite des *détournements à grande échelle de fonds publics*, parfaitement illégaux mais *de fait* incontrôlés. Ces vols de deniers publics, aussi bien que les procédures de levée de l'impôt par délégation à des commis privés et corrompus ont constitué des sources majeures de l'accumulation privée de capital tout au long du capitalisme historique.

Enfin, les gouvernements procédaient à des *transferts en faveur des riches*, en adoptant le double principe de la privatisation des profits et de la socialisation des pertes. Il s'est constamment vérifié au cours de l'histoire du capitalisme que plus les risques et les pertes étaient grands, et plus il y avait de chances que les gouvernements interviennent, pour éviter les banqueroutes et même pour rembourser les pertes, ne serait-ce que pour éviter l'éclosion de désordres financiers.

Ces pratiques de redistribution anti-égalitaires représentaient le côté honteux de l'exercice du pouvoir d'État, embarrassaient les gouvernements qui cherchaient à ce qu'elles restent dans l'ombre ; la mise en œuvre de dépenses sociales générales par ces mêmes gouvernements était largement mise en avant, et même défendue comme l'une des fonctions essentielles de l'État dans la perpétuation de l'ordre capitaliste.

Les dépenses qui permettaient de réduire de façon décisive les coûts de production de nombreux groupes d'entrepreneurs, telles que les dépenses dans les secteurs de l'énergie, des transports et des infrastructures de communication de l'économie-monde, ont été largement développées et soutenues par les fonds publics. Bien que ceux qui retiraient *quelque* bénéfice de ces dépenses affectées aux équipements collectifs aient été sans aucun doute très nombreux, elles ne profitaient pas de façon égale à tous. Le gain qu'elles représentaient était proportionnellement beaucoup plus grand pour ceux qui étaient déjà de gros détenteurs de capitaux, alors même que le système d'imposition était fondé sur une base beaucoup plus égalitaire que la répartition du capital. Il s'ensuit que la production d'équipements collectifs a été un instrument de l'accumulation du capital et de sa concentration.

En dernier lieu, les États disposaient du *monopole des forces armées*, ou cherchaient à l'obtenir. Tandis que la police avait surtout vocation à maintenir l'ordre à l'intérieur des frontières (c'est-à-dire, pour l'essentiel, convaincre les forces de travail d'accepter les tâches et les revenus qui leur étaient réservés), l'armée représentait un moyen, pour les producteurs d'un pays donné, d'ébranler les appareils d'État de leurs concurrents étrangers. Cela nous amène à la dernière caractéristique essentielle du pouvoir d'État.

Alors que les pouvoirs formels exercés par chaque État étaient identiques, le degré de puissance dont jouissait chacun d'eux variait énormément d'un État à l'autre. Ils occupaient des places différentes dans la hiérarchie du pouvoir effectif, lequel ne se

mesurait ni à la taille et la cohésion de leurs armées et de leurs bureaucraties, ni aux discours idéologiques dont ils se paraient, mais à leur capacité réelle d'accélérer à la longue la concentration du capital accumulé, tant à l'intérieur de leurs frontières que par rapport à celles de leurs rivaux. Dans l'acquisition effective de cette capacité intervenait la possibilité de contenir des armées ennemies, d'édicter des réglementations favorables à l'accumulation et de contenir les actions des masses ouvrières.

La véritable mesure de leur force réelle était donnée par leurs résultats économiques à moyen terme. Le recours à la force ouverte pour contrôler sa propre classe ouvrière, technique coûteuse et déstabilisatrice, est plus souvent le signe de la faiblesse de l'appareil d'État que de sa force. Les appareils d'État véritablement puissants ont été capables d'exercer, par un moyen ou par un autre, un contrôle beaucoup plus subtil sur leur classe ouvrière.

Les modalités par lesquelles l'État constituait un rouage décisif dans la maximisation de l'accumulation de capital étaient donc variées et nombreuses. Dans l'idéologie capitaliste, le système était censé être fondé sur l'activité d'entrepreneurs privés dégagés de toute ingérence des appareils d'État. Mais dans la pratique, pourtant, il n'en est jamais allé réellement ainsi nulle part. Il est vain de s'interroger sur les éventuelles possibilités d'épanouissement d'un capitalisme où le rôle actif de l'État moderne serait réduit à rien. Dans le capitalisme historique, les capitalistes ont toujours compté sur leur capacité à mobiliser les appareils d'État en leur faveur, par les divers biais que nous venons d'examiner.

### *Économie-monde et États-nations*

Un second mythe idéologique a pris place à côté de celui de l'autonomie du marché vis-à-vis de l'État : celui de la

souveraineté étatique. *L'État moderne n'a jamais constitué une entité politique entièrement autonome.* Les différents États se sont constitués et ont pris forme comme parties intégrantes d'un système interétatique, constitué d'un ensemble de règles dans le cadre desquelles agissaient les États, et d'un ensemble de modèles de légitimité en dehors desquels ils ne pouvaient survivre. Du point de vue d'un appareil d'État donné, le système interétatique représentait des contraintes à l'exercice de sa volonté. Ces contraintes s'exerçaient à travers les pratiques diplomatiques, les règles formelles du droit international (régissant les compétences juridiques des États ainsi que les contrats passés entre eux) et les limites reconnues quant aux motifs et à la façon de faire la guerre. Toutes ces contraintes battaient en brèche, dans les faits, l'idéologie officielle de la souveraineté. La notion de souveraineté, cependant, n'a jamais signifié l'autonomie absolue, mais posait plutôt l'existence de limites à la légitimité des interférences des États entre eux.

Bien entendu, les règles de fonctionnement du système interétatique ne s'établissaient pas par consensus ou consentement mutuel, mais résultaient de la volonté ou de la capacité des États les plus forts d'imposer ces restrictions d'abord aux États les plus faibles et ensuite dans leurs relations mutuelles. Il ne faut pas oublier que les États étaient insérés dans une hiérarchie du pouvoir, dont l'existence elle-même constituait la principale limite à l'autonomie d'action de chacun d'eux. Rien ne pouvait exclure, dans ces conditions, un basculement du système vers une disparition complète du pouvoir autonome des États-nations, d'autant plus qu'il était structuré de façon pyramidale, avec un sommet très étroit. Cette possibilité était d'autant moins hypothétique que la dynamique de concentration du pouvoir militaire conduisait à des pressions renouvelées en faveur de la transformation du système interétatique en un empire-monde.

Si ces pressions n'aboutirent jamais dans le capitalisme historique, c'est que la base structurelle du système économique

aussi bien que les intérêts bien compris des principaux agents de l'accumulation s'opposaient à cette transformation de l'économie-monde en un empire-monde.

Tout d'abord, l'accumulation du capital maintenait en permanence une incitation à entrer dans le jeu de la concurrence, de sorte que les activités productives les plus rentables connaissaient toujours une certaine dispersion. De ce fait, il y avait toujours à tout moment plusieurs États tendant à posséder, ou en passe d'acquérir, la base économique susceptible d'en faire des États relativement puissants.

Il faut ajouter que, si les agents de l'accumulation d'un État donné utilisaient leur propre structure d'État comme soutien à leur accumulation, ils devaient aussi se donner les moyens d'exercer un contrôle *sur* cette même structure étatique. Car en effet, si elle devenait trop forte, elle pouvait, pour des raisons d'équilibre politique interne, se sentir autorisée à répondre aux pressions égalitaristes s'exerçant sur elle. Devant cette menace, il fallait que les détenteurs de capital puissent agiter celle de doubler leurs propres appareils d'État en passant alliance avec ceux d'autres pays. Cette menace pouvait être entretenue aussi longtemps qu'aucun État ne dominait tous les autres.

De telles considérations constituaient la base objective de ce qu'on appelle l'« équilibre des puissances », par lequel il faut entendre que les grandes et moyennes puissances du système interétatique tendaient toujours à tout moment à conserver des alliances (ou, si besoin était, à les déplacer) de telle sorte qu'aucun État isolé ne puisse à lui tout seul soumettre tous les autres.

Le maintien de cet « équilibre des puissances » ne pouvait reposer sur les seules idéologies politiques. On le voit très bien avec les trois exemples historiques connus d'un État puissant entre tous qui soit parvenu à imposer pendant une certaine période sa domination relative, ou ce que nous pouvons appeler son hégémonie, sur les autres composantes du système interétatique.



Il s'agit respectivement des Provinces-Unies (la Hollande) au milieu du <sup>xvii</sup>e siècle, de la Grande-Bretagne au milieu du <sup>xix</sup>e siècle et des États-Unis au milieu du <sup>xx</sup>e siècle.

Dans chaque cas, l'hégémonie a été acquise à la suite de la défaite militaire d'un conquérant potentiel (respectivement les Habsbourg, la France et l'Allemagne). Elle s'est scellée au cours d'une « guerre mondiale » : lutte massive, continentale, hautement destructrice, s'étendant par intermittence sur une trentaine d'années, et mobilisant l'essentiel des forces militaires de l'époque (respectivement la guerre de Trente Ans de 1618-1648, les guerres révolutionnaires puis napoléoniennes — 1792-1815 — et les conflits entre 1914 et 1945, que nous devrions considérer, à l'échelle historique, comme une seule et unique « guerre mondiale » prolongée). Dans chaque cas, le vainqueur est, avant la « guerre mondiale », une puissance essentiellement maritime mais qui dut se convertir en puissance terrestre pour gagner contre une puissance continentale de longue date ayant entrepris de transformer l'économie-monde en un empire-monde.

Le fondement de la victoire n'était cependant pas militaire. La réalité première en était avant tout économique : elle tenait à la capacité des détenteurs de capitaux dans chacun des États concernés à dépasser les autres sur les marchés composant les trois sphères essentielles de l'économie : production agricole et industrielle, commerce et finance. Plus précisément, les détenteurs de capitaux de l'État hégémonique se sont trouvés en mesure, pendant de brèves périodes, de se montrer plus efficaces dans ces trois domaines que leurs concurrents des autres grandes puissances, et de se gagner ainsi des marchés jusque dans les marchés internes de ces dernières.

Chacune de ces hégémonies a été courte et a pris fin pour des raisons plus économiques que politico-militaires. Dans chaque cas, le triple avantage économique temporairement acquis s'est érodé sous l'effet de deux éléments incontournables de la réalité capitaliste :

— en premier lieu, une plus grande efficacité économique pouvait toujours être copiée par d'autres, non pas par les plus faibles, mais par les puissances moyennes, et ce d'autant que les derniers venus dans une activité économique ont pour eux l'avantage de n'avoir généralement pas à amortir un capital déjà ancien ;

— en second lieu, la puissance hégémonique ayant tout intérêt à éviter une quelconque interruption de son activité économique, elle tendait à acheter la paix sociale par des efforts de redistribution des revenus. À la longue, cela réduisait sa compétitivité et mettait fin à son hégémonie.

De surcroît, l'extension toujours plus grande de son territoire et son accession à des « responsabilités » militaires sur mer imposaient à l'État hégémonique un fardeau croissant, l'empêchant de retrouver le bas niveau de dépenses militaires d'avant la « guerre mondiale ».

Dès lors, l'équilibre des forces, qui s'imposait à la fois aux États faibles et aux États puissants, ne se limitait pas à un épiphénomène politique pouvant être facilement remis en cause. Il trouvait ses racines au plus profond des modalités d'accumulation dans le capitalisme historique. Cet équilibre des forces n'était pas non plus réductible à un réseau de relations entre appareils d'État, car les acteurs à l'œuvre au sein de chaque État étendaient leurs activités par-delà les frontières, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'alliances avec d'autres forces à l'œuvre dans d'autres États. Aussi la distinction entre politique intérieure et politique extérieure est-elle assez formelle et de peu d'utilité pour la compréhension du déroulement réel des luttes politiques.

### *La lutte des classes et ses détours*

Il importe d'abord de comprendre quelles étaient les forces qui s'affrontaient. La réponse à cette question n'est pas aussi évidente qu'on pourrait le penser, en raison des tensions contradictoires auxquelles était soumis le capitalisme historique. *La lutte la plus élémentaire et à bien des égards la plus évidente est celle qui oppose le petit groupe des grands bénéficiaires du système au large groupe de ses victimes.* Cette lutte se déroule sous des noms divers et prend des formes multiples. Chaque fois qu'on pouvait tracer une ligne de partage claire entre les détenteurs du capital dans un État donné et ceux qu'ils employaient comme force de travail, on a eu tendance à qualifier leurs affrontements de luttes de classes entre le travail et le capital. Ces luttes de classes se déroulaient à la fois sur la scène économique, tant sur le lieu du travail effectif que dans le cadre plus lâche du « marché » en général, et sur la scène politique. Il est clair que sur la scène économique il s'agissait directement d'un conflit d'intérêts immédiat et logique. Plus la rémunération des travailleurs était forte, et moins était grand le surplus disponible pour le « profit ».

Il va de soi que ce conflit a souvent été amorti par des considérations à plus long terme ou sur une échelle plus large. Le propriétaire privé d'un certain capital et sa force de travail avaient en commun certains intérêts par rapport à d'autres couples capital/travail situés ailleurs dans le système. Ou encore, une rémunération plus élevée accordée aux travailleurs pouvait, dans certaines circonstances, revenir en définitive aux détenteurs du capital, sous forme de profits différés, à travers l'augmentation consécutive du pouvoir d'achat global immédiat dans l'économie-monde. Aucune de ces considérations ne pouvait cependant supprimer ce fait que la répartition d'un surplus donné est un jeu à somme nulle, et donc que la tension qu'elle provoquait ne pouvait que se maintenir, d'autant qu'elle

trouvait son prolongement dans l'affrontement pour le pouvoir politique à l'intérieur des différents États.

Néanmoins, ainsi que nous l'avons vu, le processus d'accumulation du capital avait conduit à sa concentration en certaines régions, et l'échange inégal qui s'ensuivait était conditionné par l'existence d'un système interétatique hiérarchisé. Mais d'autre part, les appareils d'État n'ont qu'un pouvoir limité de modifier le fonctionnement du système. De ce fait, la lutte entre les travailleurs et les détenteurs du capital à l'échelle mondiale a trouvé un prolongement supplémentaire considérable dans les efforts menés par différents groupes pour *accéder au pouvoir dans certains États parmi les plus faibles*, et utiliser ce pouvoir contre les capitalistes des États les plus puissants. Chaque fois que ce type d'affrontement s'est produit, on l'a qualifié, pour utiliser un vocabulaire du <sup>xx</sup>e siècle, de lutte anti-impérialiste. Là aussi, il va sans dire que la question était souvent obscurcie par le fait que les lignes d'affrontement à l'intérieur de chacun des deux États considérés ne coïncidaient pas toujours parfaitement avec les poussées sous-jacentes à la lutte des classes au niveau de l'économie-monde dans son ensemble. Certains détenteurs de capital de l'État dominé et certaines couches de travailleurs de l'État dominant trouvaient un avantage à court terme à une définition des enjeux politiques en termes purement nationaux, plutôt qu'en termes de nations-classes. Mais il n'y a pas d'exemple qu'une poussée de mobilisation anti-impérialiste eût été possible et donc eût été capable d'atteindre même ses objectifs les plus étroits, sans que le contenu de classe de la lutte n'eût été posé, et au moins implicitement utilisé, comme thème idéologique.

Nous avons relevé également que la formation de groupes ethniques était entièrement liée à celle de la force de travail dans certains États, où elle servait de grille de classement approximative pour la distribution des rôles au sein des structures économiques. Là où ces différenciations ethniques avaient été les plus profondes, ou bien lorsque les conditions de

subsistance s'aggravaient, le conflit entre les détenteurs du capital et les segments les plus opprimés de la classe ouvrière tendaient à prendre la forme d'affrontements linguistiques, raciaux ou culturels, puisque ces caractéristiques étaient étroitement liées à l'appartenance de classe. On parle généralement de luttes raciales ou nationales pour désigner ce type de conflits. Mais tout comme dans le cas des luttes anti-impérialistes, alors que cette forme d'affrontement provoque à court terme des alliances « contre nature » de fractions de classes, ils sont rarement couronnés de succès s'ils ne sont pas capables de s'appuyer sur les sentiments d'exploitation.

Il reste que, si nous nous en tenons à la lutte de classes, en raison de son caractère évident et fondamental, nous perdrons de vue une autre catégorie de lutte politique, à laquelle ont été consacrés beaucoup de temps et d'énergie dans le capitalisme historique. Celui-ci, en effet, a dressé les agents de l'accumulation les uns contre les autres.

### *Les luttes intercapitalistes*

Étant donné que la réalisation de profits au détriment de ceux des concurrents était le moyen de parvenir à l'accumulation sans fin de capital, un entrepreneur ne pouvait jamais être, à l'égard d'un autre, et dans la meilleure des hypothèses, qu'un allié peu fiable, sous peine de se trouver éliminé du marché.

Opposant les entrepreneurs aux entrepreneurs, les secteurs économiques entre eux, les entrepreneurs d'un pays à ceux d'un autre, ceux d'un groupe ethnique à ceux d'un autre groupe ethnique, ce combat était par définition sans fin. Et cette lutte incessante a de tout temps pris des formes politiques, en raison précisément du rôle central joué par l'État dans l'accumulation du capital, dont nous avons rendu compte précédemment. Les luttes au sein de l'État n'ont parfois pas dépassé le terrain de la composition des appareils d'État et celui des politiques à court terme. Mais

elles ont parfois porté sur des questions « constitutionnelles » plus vastes qui engageaient les conditions dans lesquelles des combats à plus court terme pouvaient être menés, et par là les chances de telle ou telle faction de l'emporter sur les autres. Lorsque ces luttes étaient de nature « constitutionnelle », elles appelaient des mobilisations idéologiques plus grandes. En de telles occasions, on a pu parler de « révolutions » ou de « réformes fondamentales », et le camp des perdants s'est souvent vu affublé d'étiquettes infamantes, mais analytiquement bien peu pertinentes. Dans la mesure où les luttes politiques, disons pour la « démocratie » ou pour la « liberté », contre le « féodalisme » ou la « réaction », n'ont pas opposé les classes ouvrières au capitalisme, elles sont restées pour l'essentiel des luttes entre capitalistes n'ayant en vue que l'accumulation. Elles ne représentèrent pas le triomphe de la bourgeoisie « progressiste » sur les couches réactionnaires, mais seulement des luttes *internes* à la bourgeoisie.

Bien entendu, il était politiquement très utile de recourir à des slogans idéologiques « universels » sur le progrès. Ce fut un moyen d'associer des éléments de la classe ouvrière aux luttes intercapitalistes. Mais cet avantage s'est souvent révélé être une arme à double tranchant, car il attisait les passions et réduisait la contrainte exercée par la répression sur la lutte de classes. C'était évidemment là un dilemme permanent pour les différentes fractions de la bourgeoisie dans le capitalisme historique. Le fonctionnement du système les obligeait à faire preuve d'une *solidarité de classes les unes vis-à-vis des autres, face aux efforts des classes ouvrières pour satisfaire leurs propres intérêts, mais à se combattre en même temps les unes les autres sur la scène politique*. C'est très exactement ce qu'on appelle une contradiction interne au système.

De nombreux auteurs, relevant que des luttes dépourvues de tout contenu de classe absorbaient une bonne part des énergies consacrées à la politique, en ont conclu que l'analyse de classes était d'une pertinence douteuse pour comprendre les luttes politiques. C'est là un bien curieux raisonnement. Il semblerait

plus judicieux d'en conclure que ces luttes politiques sans contenu de classe, c'est-à-dire ces luttes intercapitalistes pour la conquête d'avantages politiques, apportent la preuve d'une grave faiblesse politique structurelle des agents d'accumulation en tant que classe engagée dans une lutte sociale à l'échelle mondiale.

On peut réinterpréter ces luttes politiques comme visant à la mise en place des structures institutionnelles de l'économie-monde capitaliste, aussi bien qu'à la construction d'un modèle de marché mondial dont le fonctionnement favoriserait automatiquement, ou plus particulièrement, certaines catégories d'agents économiques. Le « marché » capitaliste n'a jamais été une donnée, et encore moins une constante du jeu économique. Il faisait l'objet d'une création permanente et d'ajustements réguliers.

À chaque moment, le « marché » représentait un ensemble de règles ou de contraintes provenant de l'interaction complexe de quatre séries d'institutions majeures : les divers États reliés entre eux par un système interétatique ; les diverses « nations » (y compris les sous-nations que sont les groupes « ethniques »), qui entretiennent avec les États des relations incertaines et toujours difficiles, qu'elles soient pleinement reconnues ou qu'elles soient en lutte pour une telle reconnaissance ; les classes sociales, aux contours professionnels variables et aux niveaux de conscience fluctuants ; et enfin les « ménages », unités de mise en commun des revenus engagées dans une gestion patrimoniale commune, réunissant des individus divers aux multiples formes de travail et aux multiples sources de revenus, qui entretiennent des relations complexes avec les classes sociales.

Il n'y avait aucun point fixe, pouvant servir de repère dans cette constellation de forces institutionnelles. Il n'y avait pas non plus d'institution primordiale dont l'autorité aurait tendu à prévaloir sur celle des formes institutionnelles soumises aux pressions des capitalistes, tantôt en conjonction, tantôt en opposition à celle des travailleurs, dans leur lutte de résistance à

l'appropriation des produits de leur travail. L'étendue des compétences des différentes variantes de telle ou telle institution, la nature des « droits » qu'elle était légalement et *de facto* en mesure de faire respecter variaient d'une région à l'autre de l'économie-monde, aussi bien que sur les courte et longue périodes. Si l'analyste méticuleux a de quoi éprouver un vertige devant un tel foisonnement d'institutions, il peut tout de même s'y retrouver en se souvenant que dans le capitalisme historique les détenteurs de capitaux n'ont pas d'objectif plus élevé qu'une accumulation toujours plus grande, et que les travailleurs ne sauraient par conséquent avoir d'objectif plus élevé que d'assurer leur subsistance et de réduire le poids de l'oppression. Une fois cela présent à l'esprit, on peut aboutir à une interprétation raisonnée de l'histoire politique du monde moderne.

### *Les mouvements antisystémiques*

En particulier, on peut alors commencer à apprécier dans toute leur complexité les positions, faites de circonvolutions, et souvent de paradoxes ou de contradictions, des mouvements antisystémiques qui ont surgi du capitalisme historique. Commençons par le dilemme le plus élémentaire : le capitalisme historique a fonctionné dans une économie-monde, mais non pas dans un État mondial. Bien au contraire, comme nous l'avons vu, des pressions structurelles se sont opposées à toute construction d'un État mondial. Dans ce système, nous avons souligné le rôle crucial des différents États, structures politiques les plus puissantes qu'on ait jamais connues, mais disposant néanmoins d'un pouvoir limité. Par conséquent, la restructuration des États existants représentait pour les travailleurs à la fois la voie la plus prometteuse d'amélioration de leur situation et une tentative de portée limitée.



Il nous faut commencer par examiner ce que peut signifier le terme de mouvement antisystémique. Le terme de mouvement implique l'existence d'une poussée collective allant au-delà d'une agitation momentanée. Il y a d'ailleurs eu des protestations ou des rébellions plus ou moins spontanées de travailleurs dans tous les systèmes connus historiquement. Ils ont servi de soupapes de sécurité à des colères contenues ou parfois, de façon un peu plus efficace, de limites (toutes relatives) au processus d'exploitation. Mais de façon générale, la technique de la révolte n'a fonctionné qu'aux marges du pouvoir et plus spécialement durant les phases de décomposition des bureaucraties centrales.

La structure particulière du capitalisme historique a quelque peu bouleversé ces données. Le fait que les États aient été insérés dans un système interétatique signifiait que les effets des rébellions et des émeutes s'étendaient, et souvent très rapidement, hors des limites de l'État directement concerné. Les prétendues forces « étrangères » avaient donc des raisons impérieuses de venir en aide aux appareils d'État assaillis. Cela rendait les rébellions plus difficiles. D'un autre côté, l'intrusion générale du capital, et par voie de conséquence des appareils d'État, dans la vie quotidienne des travailleurs était beaucoup plus grande dans le capitalisme historique qu'elle ne l'avait jamais été dans les systèmes historiques antérieurs. L'accumulation indéfinie de capital s'est accompagnée de pressions répétées en faveur d'une transformation profonde du travail dans son organisation et sa localisation pour en augmenter le volume absolu et pour mener à bien une recomposition psychosociologique des forces de travail. De ce fait, l'éclatement, le bouleversement et l'exploitation de la plus grande partie de la classe ouvrière mondiale s'aggravaient sans cesse. En même temps, l'éclatement de la société sapait les bases des modes de socialisation intermédiaires. L'un dans l'autre, par conséquent, *les raisons de se révolter augmentaient, bien que les chances de succès se fassent peut-être, objectivement, plus faibles.*

C'est cette tension accrue qui conduisit à l'apparition de cette grande nouveauté dans la technologie révolutionnaire qu'est la

notion d'*organisation permanente*. Celle-ci ne s'est développée que sous le capitalisme historique, et c'est seulement au XIX<sup>e</sup> siècle que l'on commence à voir se créer des structures stables et bureaucratisées, dans leurs deux grandes variantes historiques : les *mouvements ouvriers socialistes* et les *mouvements nationalistes*.

Les uns comme les autres tenaient un langage universel, reprenant pour l'essentiel celui de la Révolution française, centré sur les notions de liberté, d'égalité et de fraternité. Les uns et les autres se drapaient de l'idéologie des Lumières, selon laquelle le progrès était inéluctable, ce qui signifiait que l'émancipation de l'humanité trouvait sa justification dans les droits inaliénables de l'homme. Les uns et les autres, enfin, en appelaient au futur contre le passé, au nouveau contre l'ancien. Même lorsque la tradition était invoquée, elle l'était comme fondement d'une *renaissance*, d'un retour à la vie.

Les deux types de mouvements avaient, il est vrai, un objet différent et donc, pour commencer, une implantation différente. Les mouvements ouvriers socialistes privilégiaient les conflits entre les travailleurs salariés urbains sans terres (le prolétariat) et les possesseurs des structures économiques dans lesquelles ils travaillaient (la bourgeoisie). Ils mettaient l'accent sur le caractère fondamentalement inégalitaire, oppressif et injuste des rémunérations allouées au travail. Il était naturel que de tels mouvements émergent d'abord dans les régions de l'économie-monde qui possédaient une importante force de travail industrielle, en particulier l'Europe de l'Ouest.

Les mouvements nationalistes, quant à eux, privilégiaient les conflits entre les nombreux « peuples opprimés », définis par leurs caractéristiques linguistiques et/ou religieuses, et certains « peuples » dominants dans des aires politiques données, les premiers se voyant reconnaître des droits politiques, des possibilités économiques et des formes légales d'expression culturelle inférieurs à ceux des seconds. Ces mouvements mettaient l'accent sur le caractère fondamentalement inégalitaire,

oppressif et injuste de l'attribution des « droits » aux différents peuples. Il était naturel que de tels mouvements émergent d'abord dans les régions semi-périphériques de l'économie-monde, comme l'Empire austro-hongrois, où la position des groupes ethniques et nationaux dans la répartition hiérarchisée des forces de travail manifestait l'inégalité la plus évidente.

Jusqu'à une date très récente, ces deux types de mouvements se sont pensés comme très différents les uns des autres, voire parfois comme antagoniques. Les alliances conclues entre eux étaient conçues comme purement tactiques et provisoires. Pourtant, on ne peut qu'être frappé par l'importance des *similitudes structurelles* qu'ont entretenues, dès le début, les deux types de mouvements. Tout d'abord, et suite à de longs débats, les mouvements ouvriers socialistes comme les mouvements nationalistes ont pris la décision fondamentale de se structurer en organisations et celle, concomitante, *de faire de la prise du pouvoir leur objectif politique essentiel*, ce qui restait vrai même lorsque, pour certains mouvements nationalistes, cela passait par la création de nouvelles frontières d'État. Par ailleurs, leur orientation stratégique vers la prise du pouvoir d'État réclamait que ces mouvements parviennent à mobiliser des forces populaires sur la base d'une idéologie « antisystémique », c'est-à-dire révolutionnaire.

Ils étaient opposés au système existant, qui se trouvait être le capitalisme historique, fondé sur une double inégalité structurelle entre le travail et le capital d'une part, et entre le centre et la périphérie d'autre part, que ces mouvements visaient précisément à abolir.

Bien entendu, dans un système inégalitaire, il y a toujours deux façons pour un groupe de rang inférieur de sortir de son infériorité. Il peut chercher à refondre le système dans son entier pour parvenir à une situation d'égalité, ou il peut simplement chercher à atteindre une position plus élevée dans la hiérarchie existante. Comme nous le savons, les mouvements antisystémiques, indépendamment de l'importance qu'ils

accordaient dans leur idéologie aux thèmes égalitaristes, ont toujours comporté en leur sein des individus dont l'objectif, dès le départ ou sous le poids des événements, a consisté essentiellement à se propulser vers le sommet de la hiérarchie existante. Les mouvements eux-mêmes en ont d'ailleurs été toujours conscients. Mais ils ont eu tendance à aborder le problème en termes de motivations individuelles, opposant les militants au « cœur pur » aux opportunistes. Pourtant, lorsqu'il apparaît à l'analyse que ces derniers ont été omniprésents à tous les échelons des mouvements tels qu'ils se sont historiquement développés, on en est conduit à rechercher des explications structurelles de ce fait, plutôt que des explications en termes de degré de motivation.

La clé du problème pourrait bien, en réalité, se trouver dans la décision stratégique fondamentale qui avait fait de la conquête du pouvoir d'État l'axe des activités du mouvement. *Cette stratégie a eu deux conséquences majeures.* Tout d'abord, elle a poussé chaque mouvement à conclure, dans les phases de mobilisation, de nombreuses alliances tactiques avec des groupes qui n'étaient en rien antisystémiques, pour pouvoir atteindre son objectif stratégique. Ces alliances ont modifié la structure des mouvements antisystémiques eux-mêmes, jusques et y compris au stade de leur mobilisation. Et, ce qui a joué un rôle encore plus grand, cette stratégie a abouti dans de nombreux cas. Un grand nombre de mouvements ont réussi à prendre, partiellement ou en totalité, le contrôle du pouvoir d'État. Ces mouvements victorieux furent alors confrontés aux limites fixées, dans la réalité, au pouvoir des États, quels qu'ils fussent, par l'économie-monde capitaliste. Ils se sont heurtés, dans leur exercice du pouvoir, aux contraintes représentées par le fonctionnement du système interétatique, qui les ont obligés à mettre en sourdine les objectifs antisystémiques constituant leur *raison d'être*<sup>3</sup>.

---

3 En français dans le texte (NdT).

Cela paraît si évident qu'on peut alors se demander pourquoi les mouvements fondèrent leur stratégie sur un objectif conduisant aussi visiblement à la défaite. La réponse est très simple : étant donné la structure politique propre au capitalisme historique, ils n'avaient guère d'autre choix. Il ne semblait pas qu'il y eût de stratégie alternative plus prometteuse. La conquête du pouvoir d'État promettait au moins de modifier un tant soit peu l'équilibre des pouvoirs entre les groupes rivaux. Autrement dit, la prise du pouvoir constituait une *réforme* du système. Les réformes amélioreraient bien la situation, mais toujours au prix d'un renforcement du système en tant que tel.

Peut-on pour autant ramener plus de cent cinquante ans d'efforts des mouvements antisystémiques à travers le monde à un simple renforcement du capitalisme historique par le réformisme ? Assurément non, car l'évolution politique du capitalisme historique ne se ramène pas à celle des différents États qui le composent : elle a aussi été celle du système interétatique qui les unit. Les mouvements antisystémiques existèrent dès leur origine non seulement en tant que mouvements particuliers mais comme un tout collectif, même si celui-ci n'eut jamais d'organisation bureaucratique (les différentes internationales n'ont jamais représenté la totalité des mouvements). L'existence des autres mouvements a toujours constitué pour chacun d'entre eux une force essentielle.

Chaque mouvement particulier a toujours reçu des autres mouvements un triple soutien. Le plus évident, mais peut-être le moins significatif en dépit de son utilité, était le *soutien matériel*. La seconde forme de soutien était le *rôle de diversion* joué par les autres mouvements. La capacité d'intervention d'un État puissant contre un mouvement antisystémique aux prises avec un État plus faible dépendait toujours, par exemple, de la quantité d'autres problèmes auxquels l'État fort était confronté dans l'immédiat. Dans la mesure où un État devait faire face à un mouvement antisystémique local, sa capacité à s'occuper d'un mouvement antisystémique éloigné s'en trouvait amoindrie.

La troisième forme de soutien, et la plus fondamentale, se situait au niveau des *mentalités collectives*. Les mouvements tiraient l'enseignement des erreurs commises par d'autres et se trouvaient encouragés par leurs succès tactiques. Le travail des mouvements dans le monde entier affectait l'environnement politique mondial, modifiant les espérances des uns et des autres, et orientant l'analyse des possibilités qui leur étaient ouvertes.

À mesure que ces mouvements progressaient par leur nombre, par leur expérience historique et par leurs succès tactiques, ils apparaissaient plus forts, et de ce seul fait se renforçaient effectivement. La montée de cette force mondiale collective contribuait à freiner les tendances « révisionnistes » des mouvements parvenus au pouvoir — jusqu'à un certain point seulement, mais jusqu'à ce point tout de même —, et ses effets dévastateurs sur la stabilité politique du capitalisme ont été supérieurs aux effets de renforcement du système dus à la prise du pouvoir par plusieurs mouvements successifs.

Un dernier facteur est entré en jeu. À mesure que les deux types de mouvements antisystémiques se sont étendus, les mouvements ouvriers socialistes se diffusant à partir de quelques États puissants et les mouvements nationalistes se répandant à partir de quelques régions périphériques, il est devenu de plus en plus difficile de les distinguer les uns des autres. Les mouvements ouvriers socialistes se sont aperçus que les thèmes nationalistes pouvaient jouer un rôle central dans leurs campagnes de mobilisation et dans leur exercice du pouvoir. De leur côté, les mouvements nationalistes s'apercevaient à l'inverse que, pour pouvoir mobiliser efficacement et gouverner, ils devaient canaliser à leur profit les aspirations des travailleurs à un changement de type égalitariste. Avec ce recoupement de plus en plus large des thèmes mis en avant et la tendance à voir s'estomper les différences de formes organisationnelles, voire à leur fusion en une structure unique, la force

des mouvements antisystémiques, et en particulier leur force collective au niveau mondial, s'est trouvée terriblement accrue.

L'accession au pouvoir dans un grand nombre d'États des mouvements antisystémiques les a renforcés. Cela a changé le cours politique du système au niveau mondial. Mais cette force s'est aussi révélée être une faiblesse, puisque les régimes prétendus post-révolutionnaires continuèrent à participer à la division sociale du travail du capitalisme historique. Bon gré, mal gré, ils ont ainsi été maintenus sous les pressions incessantes de l'accumulation illimitée du capital. Les conséquences politiques internes en ont été la perpétuation de l'exploitation du travail, même si c'était souvent sous des formes réduites et améliorées. Cela a conduit à l'éclosion de tensions internes assez semblables à celles que rencontraient les autres États non révolutionnaires, qui ont à leur tour provoqué l'apparition de nouveaux mouvements antisystémiques. La lutte pour les bénéfices s'est poursuivie, dans ces États post-révolutionnaires comme ailleurs, car dans le cadre de l'économie-monde capitaliste les impératifs de l'accumulation se faisaient sentir *d'un bout à l'autre* du système. Les changements des structures étatiques ont transformé les politiques d'accumulation, mais sans avoir pu jusqu'à maintenant les abolir.

En commençant, nous avons renvoyé à plus tard un certain nombre de questions, comme celle de savoir quelle avait été la réalité des avantages du capitalisme historique, ou quelle avait été l'importance des changements survenus dans la qualité de la vie. Il devrait maintenant être clair qu'il n'existe pas de réponse simple à ces questions. Il faut d'abord se demander par rapport à qui nous les apprécions. Le capitalisme historique a correspondu à une création phénoménale de biens matériels, mais aussi à une *polarisation tout aussi phénoménale des richesses*. Beaucoup en ont énormément bénéficié, mais ceux qui ont connu une réduction substantielle de leur revenu réel total et de la qualité de leur vie sont encore plus nombreux.

Naturellement, la polarisation s'est aussi effectuée dans l'espace, si bien qu'il a pu n'en rien paraître dans certaines régions. Ce fut, là encore, une conséquence de la lutte pour les bénéfices. La géographie du profit a connu de fréquents déplacements, qui ont masqué la réalité de la polarisation. Mais dès lors qu'on envisage le capitalisme historique dans la totalité de son extension spatiale et temporelle, l'accumulation sans limites du capital y a dans l'ensemble signifié un élargissement incessant de l'écart réel.



---

*La raison rationalisatrice,  
ou les vertus dormitives de la vérité*

**L**e capitalisme historique, nous le savons, a entretenu des aspirations prométhéennes. Bien que le changement scientifique et technologique ait été une constante historique de l'activité humaine, ce n'est qu'avec l'émergence du capitalisme historique que Prométhée, toujours présent, a été « délivré », pour reprendre une expression de David Landes. À la base de la représentation collective que nous nous sommes donnée de cette culture scientifique du capitalisme historique se trouve l'idée qu'elle s'est imposée, grâce à de nobles chevaliers, contre la résistance opiniâtre des forces obscures de la culture « traditionnelle » et ascientifique. Au xvii<sup>e</sup> siècle, ce fut Galilée s'opposant à l'Église. Au xx<sup>e</sup> siècle, ce sont les « modernistes » s'opposant aux mollahs. Quelle que soit l'époque, on a parlé de « rationalité » luttant contre la « superstition », et de « liberté » luttant contre l'« oppression intellectuelle ». Cette lutte était censée se dérouler parallèlement, voire s'identifier à celle que menait sur le terrain de l'économie politique l'entrepreneur bourgeois en révolte contre le propriétaire terrien féodal.

Cette image fondamentale d'un combat culturel à l'échelle planétaire reposait sur une prémisse implicite, relative à la notion de déroulement temporel. La « modernité » était supposée consister

en nouveautés temporelles, alors que la « tradition » était conçue comme ancienne et antérieure à la modernité. Et de fait, dans les versions les plus outrées de cette représentation, la tradition était conçue comme ahistorique et virtuellement éternelle. Cette prémisses était historiquement fausse, et donc fondamentalement trompeuse. Les multiples cultures et les multiples « traditions » qui ont fleuri dans le cadre spatial et temporel du capitalisme historique n'ont en rien été plus primordiales que les multiples contextes institutionnels qui leur correspondaient. Elles ont pour beaucoup été des créations du monde moderne, parties intégrantes de son échafaudage idéologique. Bien entendu, les liens des diverses « traditions » aux groupes et aux idéologies qui précéderent le capitalisme historique étaient bien réels, en ce sens que les « traditions » en question ont souvent été élaborées à partir de matériaux historiques et intellectuels déjà existants. Bien plus, l'affirmation de tels liens transhistoriques avec le passé a joué un rôle important en conférant aux groupes sociaux la cohésion dont ils avaient besoin dans le capitalisme historique pour mener des batailles politiques et économiques. Mais si nous voulons comprendre les formes culturelles qu'ont revêtues ces luttes, nous ne pouvons nous contenter de prendre les « traditions » pour ce qu'elles se donnent, et en particulier nous ne devons surtout pas supposer qu'elles sont réellement « traditionnelles ».

### *Cultures minoritaires et segmentation de la force de travail*

Pour ceux qui désiraient faciliter l'accumulation du capital, l'un des problèmes décisifs qu'ils avaient à résoudre était celui de la création de forces de travail là où il le fallait et se contentant des rémunérations les plus faibles possible. Nous avons déjà indiqué comment la formation de ménages, dans lesquels le travail salarié constituait une source de revenu

minoritaire, autorisait le versement des salaires les plus faibles dans les activités économiques périphériques de l'économie-monde. Un moyen de susciter de telles structures, c'est-à-dire de les pousser elles-mêmes à s'organiser de cette façon, s'est trouvé être, en régime capitaliste, de fonder la vie des communautés sur une base « ethnique » ou raciale. Par « groupes ethniques », nous désignons des groupes humains de taille conséquente auxquels étaient réservées, par rapport à d'autres groupes semblables vivant dans la même aire géographique, certaines tâches économiques et professionnelles. La manifestation extérieure d'une telle allocation des forces de travail était la « culture » du groupe ethnique concerné, c'est-à-dire sa religion, sa langue, son système de valeurs, ses modèles particuliers de comportement quotidien.

Je ne suis évidemment pas en train de suggérer qu'il existait dans le capitalisme historique l'équivalent parfait d'un système de castes. Mais, à condition de garder une définition suffisamment large de nos catégories professionnelles, je suggère qu'il y a toujours eu, dans les différentes régions spatio-temporelles du capitalisme historique, un taux assez élevé de corrélation entre l'appartenance ethnique et la situation socioprofessionnelle. Je suggère en outre que ces modes de fractionnement de la force de travail ont varié avec le temps, et que les groupes ethniques se recomposaient en même temps, à travers une modification de leurs limites ainsi que des caractéristiques culturelles censées les définir. Je suggère enfin qu'il n'existe presque aucune relation entre la segmentation ethnique actuelle de la force de travail et les modèles culturels des ancêtres présumés des groupes ethniques contemporains, tels qu'on peut les trouver dans les périodes antérieures au capitalisme historique.

La différenciation ethnique de la force de travail a permis de réaliser trois objectifs importants pour le fonctionnement de l'économie-monde.

*En premier lieu, elle a rendu possible la reproduction de la force de travail. J'entends par là non pas qu'elle a permis aux groupes d'obtenir un revenu suffisant pour assurer leur subsistance,*

mais qu'elle a permis de fournir un nombre suffisant de travailleurs de chaque catégorie, aux exigences de revenu appropriées à la fois en termes de montants globaux de rémunérations salariales et en termes de composition salariale du revenu des ménages. De plus, et précisément parce qu'elle était ethniquement divisée, cette force de travail était maniable. La mobilité géographique et professionnelle à grande échelle était facilitée et non entravée par ces divisions ethniques. Lorsque cela s'avérait nécessaire en raison du changement des conditions économiques, il suffisait pour modifier l'affectation de la force de travail que quelques individus entreprenants prennent la tête d'une migration géographique ou professionnelle, et s'en trouvent récompensés, pour que s'exerce rapidement une « attraction » naturelle des autres membres du même groupe ethnique vers la nouvelle allocation.

*En second lieu, l'intériorisation des différenciations ethniques a constitué un mécanisme spontané d'apprentissage de la force de travail*, garantissant qu'une bonne part de la socialisation professionnelle s'effectuerait dans le cadre des ménages, relevant de la communauté ethnique, et non aux frais des employeurs ou à ceux de l'État.

*En troisième lieu*, et c'est probablement le plus important, les différenciations ethniques ont enraciné dans les esprits une *hiérarchie des rôles socioprofessionnels*, offrant aux yeux de tous une codification facile des inégalités de revenus, parée de la légitimité que lui conférait la « tradition ».

Ce troisième effet des différenciations ethniques a été entretenu avec les plus grands soins, et est devenu, sous la forme du racisme institutionnalisé, un des piliers les plus solides du capitalisme historique. Ce que nous entendons par racisme a peu de chose à voir avec la xénophobie telle qu'elle s'est manifestée dans différents systèmes historiques antérieurs. La xénophobie désigne littéralement la peur de l'« étranger ». Le racisme tel qu'il s'exerce dans le système capitaliste n'a rien à voir avec les « étrangers ». Bien au contraire, le racisme est le mode de

relations que différents segments de la force de travail ont été contraints d'adopter dans une certaine structure économique. Le racisme a servi de justification idéologique à la hiérarchisation de la force de travail et à la grossière inégalité de revenus qui l'accompagnait.

Le racisme au sens où nous l'entendons ici est un ensemble de formules idéologiques qui, combinées à un certain nombre de pratiques permanentes, ont eu pour conséquence de maintenir dans le temps une étroite corrélation entre l'appartenance ethnique et l'allocation de la force de travail. Les formules idéologiques en question ont souvent consisté à attribuer un rôle majeur aux facteurs « génétiques » ou aux caractéristiques « culturelles » persistantes des différents groupes ethniques dans leur affectation différenciée à des positions données dans les structures économiques. Pourtant, les croyances en la « supériorité » de certains groupes sur les autres pour certaines caractéristiques explicatives de leurs « performances » comparées dans le domaine économique sont toujours apparues, en réalité, après que ces groupes eurent été cantonnés à certains types d'emplois, et non avant. Le racisme a toujours été un phénomène *post hoc*. On a supposé que ceux qui étaient économiquement et politiquement opprimés étaient culturellement « inférieurs ». Si, pour une raison quelconque, l'axe de la hiérarchie économique devait se déplacer, l'axe de la hiérarchie sociale tendait à suivre, avec un certain retard, bien sûr, car il faut toujours une ou deux générations pour éliminer les effets d'une socialisation antérieure.

Le racisme a servi globalement d'idéologie justificatrice des inégalités. Mais il a fait plus encore : il a servi de moyen d'identification sociale des groupes dans telle ou telle attribution économique. Les attitudes qu'il inculquait (les préjugés, les comportements quotidiens ouvertement discriminatoires) définissaient le cadre où se moulaient les comportements socialement appropriés et légitimés vis-à-vis de soi-même et des autres membres du ménage ou du groupe ethnique. Le racisme, tout

comme le sexisme, a fonctionné comme une idéologie autorépressive, façonnant les désirs et les limitant.

Bien sûr, le racisme n'était pas seulement porteur d'autorépression, mais aussi d'oppression. Il servait à maintenir les groupes dévalorisés à leur place et à utiliser les groupes occupant une position moyenne comme soldats bénévoles du système policier mondial. De cette façon, non seulement le coût financier des superstructures politiques se trouvait réduit dans des proportions significatives, mais, dans la mesure où le racisme a par nature vocation à dresser les victimes les unes contre les autres, la capacité des mouvements antisystémiques à mobiliser de larges masses s'en trouvait aussi amoindrie.

Le racisme n'a jamais été un phénomène simple. On peut dire qu'il s'est établi grossièrement une ligne de partage, au niveau mondial, marquant les différences de statuts relatifs. C'est ce qu'on peut appeler la ligne frontière des « couleurs ». Ce qui, à différentes époques, s'est ou non trouvé défini comme « blanc », ou appartenant à la couche supérieure, l'a évidemment été sur des bases sociales et non physiologiques. Cela devrait être évident si l'on veut bien considérer la position historiquement très variable, sur cette « frontière des couleurs » socialement définie à l'échelle nationale et internationale, de groupes ethniques comme les Arabes, les métis latino-américains, les habitants de l'Europe du Sud et de l'Est asiatique.

La couleur ou l'aspect physique, parce que par nature difficiles à camoufler, fournissaient un moyen commode d'étiquetage des individus, et dans la mesure où il s'est trouvé bien convenir historiquement, compte tenu des origines européennes du capitalisme historique, il a été utilisé à cette fin. Mais chaque fois qu'il s'est révélé malcommode, il a été écarté, ou modifié, au profit d'autres critères d'identification. C'est ainsi qu'en beaucoup d'endroits les grilles de repérage et de classification sont devenues plutôt complexes. Si l'on ajoute à cela que la division sociale du travail évoluait constamment, l'appartenance ethnique et/ou raciale ne pouvait que devenir

une base très instable de délimitation des groupes sociaux. Ceux-ci se recomposaient de multiples manières et évoluaient avec une grande facilité dans leurs critères d'autoreconnaissance, les autres groupes les percevant avec la même facilité dans leurs limites mouvantes. Mais l'instabilité des frontières de chaque groupe n'était pas incompatible avec le maintien d'une hiérarchie d'ensemble des groupes, c'est-à-dire avec une segmentation raciale de la force de travail mondiale, dont elle était même probablement directement issue.

C'est ainsi que le racisme est devenu un pilier culturel du capitalisme historique. La pauvreté de ses fondements intellectuels ne l'a pas empêché de répandre son cortège d'insoutenables cruautés. Néanmoins, il a fait l'objet, avec l'essor des mouvements antisystémiques dans les cinquante ou cent dernières années, de très vives attaques. Et aujourd'hui, en effet, il subit, au moins dans ses versions les plus frustes, une crise de légitimité au niveau mondial. Il n'a cependant pas constitué l'unique pilier idéologique du capitalisme historique. Il a joué un rôle de la plus haute importance dans la formation et la reproduction de forces de travail adaptées aux besoins du système. Cette reproduction ne suffisait cependant pas à rendre possible l'accumulation illimitée du capital. On ne pouvait espérer utiliser ces forces de travail de façon efficace et ininterrompue que si elles étaient dirigées par des cadres. Or, ces cadres devaient eux aussi être formés, socialisés et reproduits. Et l'idéologie raciste ne pouvait servir de base à ces processus de formation, de socialisation et de reproduction des cadres. C'est l'idéologie universaliste qui a joué ce rôle.

### *Universalisme et modernité*

L'universalisme représente toute une épistémologie. C'est un système de croyances relatives à l'objet du savoir et aux méthodes de la connaissance. Ce système a pour fondement

essentiel l'idée qu'il est possible de formuler des propositions générales permettant d'interpréter le monde de façon significative — qu'il s'agisse du monde physique ou du monde social —, que ces propositions ont une validité universelle et permanente, et que l'activité scientifique a précisément pour objet d'établir de semblables propositions générales, sous une forme excluant tout élément prétendu subjectif, c'est-à-dire historiquement déterminé.

La croyance en l'universalisme a constitué la pierre angulaire de l'édifice idéologique sur lequel s'est appuyé le capitalisme historique. Ce fut un article de foi tout autant qu'une épistémologie. En tant que tel, il réclamait non seulement le respect, mais encore une véritable révération pour la vérité, toujours évanescence, mais supposée relever d'une réalité bien tangible. Les universités ont été à la fois les laboratoires de cette idéologie et les grands temples de la foi. L'université d'Harvard affiche ainsi *Veritas* sur son écusson. Alors que l'on affirmait toujours l'impossibilité de parvenir à une connaissance définitive de la vérité — c'est même là ce qui est censé distinguer la science moderne de la théologie médiévale de l'Occident —, on proclamait en même temps que la recherche de la vérité constituait la *raison d'être*<sup>1</sup> de l'Université, et plus largement de toute activité intellectuelle. Keats, pour donner une justification à l'art, va jusqu'à nous dire que « le vrai est beau, et le beau est vrai ». Aux États-Unis, l'une des justifications politiques les plus répandues des libertés publiques consiste à dire que la vérité ne peut émerger que de la confrontation des opinions sur le « libre marché des idées ».

*La vérité, en tant qu'idéal culturel, a joué comme un opium*, et peut-être le seul qu'ait véritablement connu le monde moderne. Karl Marx a dit que la religion était l'opium du peuple, ce à quoi Raymond Aron a rétorqué que le marxisme à son tour était *l'opium des intellectuels*. Aucune de ces deux affirmations

---

1 En français dans le texte (NdT).



polémiques n'est dénuée d'une certaine perspicacité. Mais la perspicacité se confond-elle avec la vérité ? Ce que je voudrais suggérer, c'est que l'idée de vérité a peut-être été le véritable opium, à la fois celui des masses et celui des intellectuels. Incontestablement, l'opium n'est pas un mal absolu. Il a la vertu d'apaiser la douleur. Il permet aux gens d'échapper aux dures réalités, lorsqu'ils craignent que la confrontation avec elles ne puisse leur occasionner que des pertes ou un effondrement inéluctables. Mais cependant, la plupart d'entre nous en déconseillent l'usage. Ni Marx ni Raymond Aron ne le conseillèrent. Dans la plupart des États et pour la plupart de ses usages, il est illégal.

On nous a sans cesse répété, au cours de notre éducation, que la recherche de la vérité constitue une vertu désintéressée, alors qu'en réalité il s'agit d'une tentative intéressée de rationalisation. La recherche de la vérité, dont on proclame qu'elle est la pierre de touche du progrès, et par là du bien-être, s'est parfaitement accommodée, c'est le moins qu'on puisse en dire, du maintien d'une structure sociale hiérarchisée et inégalitaire. Parmi les processus impliqués par l'expansion de l'économie-monde capitaliste, nombreux sont ceux (comme la hiérarchisation des structures économiques, ou la mise en place de structures étatiques faibles, soumises au système interétatique dans lequel elles étaient insérées) qui incluaient des pressions culturelles, dont relèvent l'évangélisation à grande échelle, l'obligation de parler les langues européennes, l'acquisition de technologies et d'habitudes spécifiques, les changements apportés aux codes de lois, etc. Beaucoup de ces changements se sont faits *manu militari*. Les autres ont été obtenus par la force de persuasion des enseignants, dont l'autorité reposait en dernière instance sur la force militaire. C'est tout cet ensemble de processus que l'on qualifie quelquefois d'« occidentalisation » ou, avec plus d'arrogance encore, de « modernisation », et dont la seule légitimité a été le désir de faire partager la foi dans l'idéologie universaliste et les fruits de sa mise en œuvre.

Ces changements culturels forcés ont obéi à deux motivations principales. La première était la *recherche de l'efficacité économique*. Si l'on attendait de certaines personnes des comportements économiques bien définis, il était efficace de leur enseigner dans ce but les normes culturelles requises et de les priver en même temps de normes culturelles concurrentes. La seconde motivation relevait d'un souci de *stabilité politique*. On pensait que l'« occidentalisation » des soi-disant élites des régions périphériques les couperait des masses dont elles étaient issues et les rendrait moins susceptibles de se révolter, et à coup sûr moins capables de donner une suite à d'éventuelles révoltes. Cela se révéla être une monumentale erreur d'appréciation, mais le calcul était plausible et se vérifia pour un temps. (Une troisième motivation était l'*hybris* pure et simple des conquérants. Je ne la minimise pas mais il n'est pas nécessaire de l'invoquer pour rendre compte de pressions culturelles qui eussent été tout aussi fortes en son absence.)

Alors que le racisme a fonctionné comme moyen de contrôle à l'échelle mondiale des producteurs directs, l'universalisme a servi à orienter les activités des bourgeoisies des États dominés et des diverses couches moyennes au niveau mondial dans des directions telles que l'intégration des procès de production et le fonctionnement sans heurts du système interétatique s'en trouvaient optimisés, l'accumulation du capital étant ainsi facilitée. Cela réclamait la formation au niveau international d'un moule culturel bourgeois pouvant s'appliquer à différentes variantes « nationales ». Son existence était particulièrement importante au niveau de la science et des technologies, mais n'était pas non plus sans importance dans le domaine des idées politiques et dans celui des sciences sociales.

Le concept d'une culture « universelle » et neutre, à laquelle seraient « assimilés » les cadres de la division mondiale du travail, l'usage du passif ayant ici toute son importance, est donc devenu l'un des piliers du système mondial, à mesure qu'il poursuivait son évolution historique. L'ensemble d'idées

auxquelles il correspondait se résumaient à l'exaltation du progrès, et par la suite de la « modernisation », laquelle fonctionnait moins comme norme effective de l'action sociale des dirigeants que comme symbole reconnu d'obéissance et d'appartenance à la couche dirigeante mondiale. Le passage d'un univers de la connaissance religieuse, aux fondements culturels prétendument étroits, à un univers de la connaissance scientifique, supposé transcender dans ses fondations mêmes les différents particularismes culturels, a fonctionné comme autojustification d'une forme particulièrement pernicieuse d'impérialisme culturel. Cette rupture a consommé une domination exercée au nom de la libération de l'intelligence et qui s'est imposée au nom du scepticisme.

Le processus de rationalisation du monde, vital pour le capitalisme, réclamait encore l'apparition d'une couche intermédiaire d'administrateurs, de techniciens, de scientifiques, d'enseignants, qui seraient les spécialistes d'une telle rationalisation. La complexité même de la technologie comme du système social rendait indispensable que cette couche soit nombreuse et s'accroisse avec le temps. Les fonds qui ont servi à l'entretenir ont été tirés du surplus global extrait par les entrepreneurs et les États. C'est en ce sens minimal, mais décisif, que ces cadres appartenaient donc à la bourgeoisie. Leur prétention à participer, à ce titre, au partage du surplus a reçu une formulation idéologique précise au *xx<sup>e</sup>* siècle, avec l'élaboration du concept de capital humain. Disposant d'un capital réel relativement faible à transmettre en héritage aux membres de leur ménage, ces cadres ont cherché à assurer leur succession en fournissant à leurs enfants un accès privilégié aux créneaux éducatifs offrant la garantie d'une position sociale. Cette facilité d'accès a été abusivement présentée comme la preuve d'une réussite, prétendument attribuée à une « égalité des chances » étroitement définie.

La culture scientifique est ainsi devenue le code de reconnaissance internationale des détenteurs de capital. Elle avait pour

fonction première de justifier leurs propres activités, ainsi que les inégalités de revenus dont ils étaient les bénéficiaires. Elle encourageait aussi l'innovation technologique. Elle légitimait l'élimination sans ménagement des obstacles à l'élévation de la productivité. Elle engendrait enfin une forme de progrès dont on pouvait croire qu'elle serait bénéfique à tous, au moins à terme, si ce n'était dans l'immédiat.

Cependant, la culture scientifique allait au-delà d'une simple rationalisation de la pensée. Elle représentait une forme de *socialisation des différentes composantes de l'encadrement des structures institutionnelles nécessaires au fonctionnement du système*. En tant que langage commun aux cadres, mais non directement accessible aux travailleurs, elle est également devenue un moyen d'assurer la cohésion de la couche dirigeante, en limitant les projets ou l'étendue des activités révolutionnaires qu'auraient pu caresser certains cadres. En outre, elle constituait un mécanisme souple de reproduction des élites, correspondant assez bien à ce que nous appelons aujourd'hui la « méritocratie » et que l'on dénommait jadis la *carrière ouverte aux talents*<sup>2</sup>.

La culture scientifique a fait naître un cadre dans lequel la mobilité individuelle était rendue possible sans que cela constitue en rien une menace pour l'affectation des forces de travail à des emplois hiérarchisés. Au contraire, la méritocratie renforçait la hiérarchie. Pour couronner le tout, la méritocratie en tant que mode de fonctionnement opératoire et la culture scientifique en tant qu'idéologie voilaient la perception qu'on pouvait avoir du fonctionnement sous-jacent du capitalisme historique. L'emphasis avec laquelle était soulignée la rationalité de l'activité scientifique permettait de masquer l'irrationalité profonde de l'accumulation sans limites.

---

2 En français dans le texte (NdT).

L'universalisme et le racisme semblent à première vue faire de bien étranges compagnons, pour ne pas dire qu'ils se présentent comme des doctrines radicalement antithétiques : l'une fondée sur l'ouverture, l'autre sur la fermeture ; l'une aux visées égalisatrices, l'autre aux visées discriminatoires ; l'une se voulant une invite au discours rationnel, et l'autre incarnant les préjugés. Pourtant, le fait qu'elles aient cheminé de concert, se répandant et s'imposant de façon concomitante au cours de l'évolution du capitalisme historique, nous invite à considérer de plus près les voies par lesquelles elles ont pu se révéler compatibles l'une avec l'autre.

L'universalisme recelait un piège ; en effet, il ne s'est pas imposé comme une idéologie libre et spontanée, mais a été propagé par les détenteurs du pouvoir économique et politique dans le système-monde capitaliste. L'universalisme était offert au monde comme un cadeau des puissants aux faibles. *Timeo Danaos et dona ferentes* !<sup>3</sup> Le présent en lui-même était empreint de racisme. Car son destinataire avait deux possibilités : l'accepter, reconnaissant par là qu'il était situé bien bas dans la hiérarchie de la sagesse acquise ; ou bien le refuser, et se refuser du même coup le bénéfice des armes qui pourraient l'aider à inverser la situation d'inégalité de pouvoir réel.

Il n'y a rien d'étrange à ce que même les cadres qui étaient admis au partage des privilèges aient perçu avec une profonde ambivalence le message universaliste, hésitant entre l'enthousiasme et un rejet culturel fondé sur leur répugnance à en accepter les hypothèses racistes. Cette ambivalence a trouvé son expression dans les innombrables mouvements de « renaissance » culturelle qui sont apparus. Le terme même de renaissance, qui connut un large usage dans de nombreuses régions du monde, est l'incarnation de l'ambivalence. En parlant de renaissance, on revendiquait une période antérieure de gloire

---

3 « Je crains les Grecs qui sont les porteurs de cadeaux ! »

culturelle, mais on reconnaissait en même temps l'infériorité culturelle du moment. Il n'est jusqu'au mot de renaissance qui ne soit emprunté à l'histoire culturelle spécifique de l'Europe.

### *L'ambivalence des contestations*

On aurait pu s'attendre à ce que les classes ouvrières soient moins atteintes par cette ambivalence, puisqu'elles n'ont jamais été conviées à la table du maître. Mais en réalité les mouvements antisystémiques, qui en étaient l'expression politique, ont été eux-mêmes empreints de la même ambivalence. Comme nous l'avons déjà remarqué, ils se sont eux aussi parés de l'idéologie des Lumières, qui n'était que le produit par excellence de l'idéologie universaliste. Ils ont ainsi placé sous leurs propres pas le piège culturel dans lequel ils se débattent encore ; comment parvenir à renverser le capitalisme historique en utilisant des stratégies et en se fixant des objectifs intermédiaires fondés sur les conceptions mêmes des classes dirigeantes qu'ils cherchaient à éliminer ?

Dans leur variante socialiste, les mouvements antisystémiques ont été, dès le début, partisans du progrès scientifique. Marx, désireux de se démarquer de ceux qu'il appelait les « utopistes » et dénonçait comme tels, s'est réclamé du « socialisme scientifique ». Il a mis l'accent dans ses écrits sur les aspects « progressistes » du capitalisme par rapport aux systèmes qui l'avaient précédé. L'idée que le socialisme s'instaurerait d'abord dans les pays les plus « avancés » suggérait un déroulement historique dans lequel le socialisme surgirait du développement même du capitalisme, et en réaction à lui. La révolution socialiste s'inspirerait ainsi de la « révolution bourgeoise » *et lui succéderait*. Certains théoriciens plus récents en conclurent même qu'il était du devoir des socialistes d'aider à l'accomplissement préalable de la révolution bourgeoise dans les pays où elle n'avait pas encore eu lieu.

Les divergences qui surgirent ultérieurement entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale ne comportaient aucun désaccord sur cette approche épistémologique, qui leur était commune. Et de fait, les communistes, comme les sociaux-démocrates, ont eu tendance, lorsqu'ils avaient accédé au pouvoir, à accorder une priorité absolue au développement accéléré des moyens de production. Le slogan de Lénine selon lequel « le communisme, c'est les soviets plus l'électricité » s'étale encore aujourd'hui sur d'immenses bannières dans les rues de Moscou. Dans la mesure où tous ces mouvements, une fois parvenus au pouvoir, appliquaient, qu'ils soient sociaux-démocrates ou communistes, le mot d'ordre de Staline du « socialisme dans un seul pays », ils s'appliquèrent à approfondir le processus de marchandisation générale qui a joué un si grand rôle dans l'accumulation globale de capital. Dans la mesure où ils sont tous demeurés dans le système interétatique et ont même lutté pour obtenir d'y rester malgré toutes les tentatives de les en exclure, ils ont du même coup accepté la réalité de la domination mondiale de la loi de la valeur et ont contribué à son élargissement. L'« homme nouveau » du socialisme s'est mis à ressembler de façon suspecte au travailleur parcellisé d'un taylorisme sauvage.

Il s'est trouvé, bien entendu, des idéologies socialistes porteuses d'un rejet de l'universalisme des Lumières et qui ont défendu diverses variantes d'un socialisme « indigène », adapté aux régions périphériques de l'économie-monde. Dans la mesure où elles n'en restaient pas à de pures figures de rhétorique, ces tentatives ont *de facto* visé à l'utilisation, comme unités élémentaires du processus de marchandisation, de structures communautaires plus vastes et, disait-on, plus « traditionnelles » que les « nouveaux » ménages partageant un revenu monétaire. En fin de compte, ces tentatives, lorsqu'elles étaient sincères, se révélèrent infructueuses. En tout cas, le courant principal du mouvement socialiste international a eu tendance à les dénoncer comme manifestations rétrogrades d'un nationalisme culturel étranger au socialisme.

À première vue, la variante nationaliste des mouvements antisystémiques, de par l'importance qu'elle accordait à ses thèses séparatistes, pouvait paraître moins imprégnée de l'idéologie universaliste. Un examen plus approfondi dément cependant très vite cette impression superficielle. À n'en pas douter, le nationalisme comportait nécessairement un aspect culturel, au nom duquel chaque mouvement plaidait pour un renforcement des « traditions » nationales, de la langue nationale et bien souvent d'un héritage religieux. Mais la culture nationaliste offrait-elle pour autant une résistance culturelle aux pressions exercées par les agents de l'accumulation ?

En réalité, deux facteurs essentiels du nationalisme culturel jouaient en sens inverse. Le premier était que *le véhicule désigné de la culture nationale était dans la plupart des cas l'État*, lui-même inséré dans le système interétatique. C'est lui qui se trouvait investi de la charge de défendre cette culture, ce qui entraînait presque tout le temps une déformation, parfois considérable, des héritages culturels. De façon presque certaine, l'affirmation d'une culture nationale d'État provoquait autant la révision des héritages qu'elle assurait leur transmission. Et dans tous les cas, elle renforçait l'appareil d'État, et donc le système interétatique, et donc le capitalisme historique comme système mondial.

En second lieu, un examen comparatif des renouvellements culturels engendrés par ces différents États montre clairement que, s'ils ont connu des formes variées, *leur contenu a tendu à être partout identique*. Chaque langue conservait ses propres morphèmes, mais les vocabulaires commençaient à converger. Les rituels et les fondements théologiques des diverses religions pouvaient bien retrouver une nouvelle vigueur, ils n'en tenaient pas moins à se rapprocher les uns des autres. Sous des noms très différents, on redécouvrait partout les fondements de la scientificité. En bref, le nationalisme culturel a pour une bonne part consisté en une gigantesque devinette. Bien plus, il a souvent constitué, au même titre que la « culture socialiste »,



un solide tremplin de l'idéologie universaliste du monde moderne, dont il a abreuvé les classes ouvrières sous des formes qui leur étaient plus agréables. À cet égard, les mouvements antisystémiques ont souvent fait fonction d'intermédiaires culturels entre les puissants et les faibles, dont ils dévoyaient plus qu'ils ne cristallisaient les sources les plus profondes de résistance.

Les effets des contradictions liées à la stratégie de prise du pouvoir d'État adoptée par les mouvements antisystémiques se combinèrent à leur acceptation tacite de l'épistémologie universaliste et eurent de graves conséquences sur ces mouvements. Ils se sont trouvés confrontés à des désillusions croissantes. Leur réponse idéologique a consisté pour l'essentiel dans la réaffirmation des principales justifications avancées en faveur du capitalisme historique : le caractère à la fois automatique et inévitable du progrès ou, pour en donner une formulation qui a fait fortune en URSS, la « révolution scientifique et technique ».

Apparaissant avec le xx<sup>e</sup> siècle et s'affirmant surtout depuis les années 1960, l'idée de « projet de civilisation », ainsi qu'aime à l'appeler Anouar Abdel-Malek, a été peu à peu développée. Alors que, pour beaucoup d'auteurs, le nouveau discours sur les « modèles endogènes » alternatifs a surtout fonctionné comme variante formelle des vieux thèmes universalisateurs du nationalisme culturel, certains autres ont estimé qu'il y avait derrière ce thème un contenu épistémologique authentiquement neuf. Autour de la notion de « projet de civilisation » se trouve reposée la question de savoir s'il existe réellement des vérités transhistoriques. Une version de la vérité a prédominé : reflétant les réalités du pouvoir et les impératifs économiques propres au capitalisme historique, cette version s'est étendue au monde entier. Comme nous l'avons vu, cela ne fait aucun doute. Mais jusqu'à quel point cette version de la vérité nous éclaire-t-elle sur le processus de déclin historique du système capitaliste, et nous renseigne-t-elle sur l'existence de véritables

alternatives historiques au système fondé sur l'accumulation illimitée du capital ? Là se trouve toute la question.

### *Les mouvements du système : la crise et la mort*

Cette nouvelle forme fondamentale de résistance culturelle, apparue autour de l'idée de « projet de civilisation », a une base matérielle. Les mobilisations successives des mouvements antisystémiques à travers le monde ont progressivement attiré, de plus en plus nombreux, les éléments économiquement et politiquement les plus marginaux du système, et les moins à même de tirer profit même à long terme de son fonctionnement et du surplus accumulé. En même temps, les démythifications successives qu'ont eues à subir ces mouvements eux-mêmes ont sérieusement compromis la reproduction en leur sein de l'idéologie universaliste, de sorte qu'ils ont commencé à s'ouvrir de plus en plus à ces éléments les plus marginaux, qui en ont remis en question de façon de plus en plus pressante les prémisses mêmes. Le profil des adhérents des mouvements antisystémiques depuis 1950, comparé à celui de leurs adhérents entre 1850 et 1950, fait apparaître que leurs militants se recrutent beaucoup plus parmi les habitants des zones périphériques, les femmes, les membres des groupes « minoritaires » (quelle que soit la façon dont on les définit) et les ouvriers non qualifiés et situés au bas de la hiérarchie salariale. Cela se vérifie aussi bien au niveau mondial qu'au niveau des différents États, et à la base que chez les dirigeants. Un tel glissement de leur base sociale n'a pas pu ne pas transformer les orientations culturelles et idéologiques des mouvements antisystémiques à travers le monde.

Nous nous sommes jusqu'ici efforcé de décrire le fonctionnement du capitalisme en tant que système historique. Mais il ne faut pas oublier que les systèmes historiques sont précisément historiques. Ils viennent au jour et finissent par disparaître, à la suite

de processus internes au cours desquels l'exacerbation de leurs contradictions internes conduit à une crise structurelle. Les crises structurelles se distinguent par leur caractère massif et leur durée. Leur développement est lent. Le capitalisme historique est historiquement entré dans une crise structurelle de ce genre dans les premières années du  $xx^e$  siècle et il connaîtra sans doute sa fin comme système historique au cours du siècle suivant. Il serait bien hasardeux de prédire ce qui s'ensuivra. Mais il nous est possible dès maintenant d'analyser les diverses dimensions de la crise structurelle en cours et d'essayer d'entrevoir les directions dans lesquelles nous entraîne cette crise.

Le premier aspect, et sans doute le plus important, de cette crise tient au fait que *nous approchons du point où le processus de marchandisation aura atteint toutes les sphères de la vie sociale et toute la surface du globe*. Cela revient à dire que le système capitaliste est en crise précisément parce que, dans sa poursuite de l'accumulation incessante du capital, il s'est rapproché de cet état de choses qu'Adam Smith considérait comme l'état « naturel » des hommes, mais qui n'a jamais existé historiquement, pas même, jusqu'à aujourd'hui, sous le capitalisme. « Le penchant (naturel à tous les hommes) qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre » s'est exercé jusque dans des domaines et des régions jusque-là vierges, et la pression qui pousse à l'expansion des marchés demeure pratiquement inchangée. Marx considérait le marché comme un « voile » derrière lequel se cachaient les rapports sociaux de production. Cela n'était vrai que dans la mesure où, par rapport à une appropriation directe et localisée du surplus, son appropriation marchande, indirecte (et donc hors de portée immédiate), était plus difficile à discerner et par là à combattre politiquement par les travailleurs. Mais le « marché » fonctionnait cependant sur le critère d'une mesure quantitative générale, la monnaie, qui clarifiait beaucoup plus qu'elle n'obscurcissait la mesure quantitative de ce qui était effectivement approprié à travers les relations marchandes. Le filet de sécurité sur lequel

comptaient politiquement les détenteurs du capital leur était fourni par le fait qu'une partie seulement du travail effectué se trouvait ainsi mesurée (la partie correspondant aux salaires).

La marchandisation croissante du travail et la transformation elle aussi croissante des ménages en lieux de relations marchandes rendent de plus en plus apparent le flux de surplus. Les pressions politiques contraires se font donc de plus en plus fortes, et la structure économique apparaît de plus en plus comme l'objectif direct des mobilisations. Les détenteurs du capital, loin de chercher à accélérer la prolétarianisation, cherchent au contraire à la ralentir. Mais ils n'y parviennent pas entièrement, du fait du caractère contradictoire de leurs intérêts en tant qu'entrepreneurs individuels d'un côté et en tant que membres d'une classe sociale de l'autre. C'est là un processus régulier et sans fin, qu'il est impossible de refréner tant que l'économie obéit à la recherche de l'accumulation illimitée du capital. Le système peut prolonger son existence en ralentissant les activités qui épuisent le plus ses forces, mais la mort se profile inévitablement à l'horizon, exactement comme notre mythologie n'a cessé de nous le rappeler.

L'un des biais par lesquels les détenteurs de capital ont perpétué l'existence du système a été l'introduction en son sein de contraintes politiques, qui ont obligé les mouvements antisystémiques à prendre le chemin de la mise en place d'organisations structurées, adoptant une stratégie de conquête du pouvoir d'État. Ils n'avaient pas d'autre choix à leur portée, mais cette stratégie contenait ses propres limites.

Cependant, comme nous l'avons vu, les contradictions inhérentes à cette stratégie ont à leur tour nourri une crise au niveau politique. Il ne s'agit pas d'une crise du système interétatique, qui continue de remplir parfaitement sa mission première : maintenir une hiérarchie des États et contenir les mouvements d'opposition. La crise politique est une crise des mouvements antisystémiques eux-mêmes. Comme la distinction entre mouvements nationalistes et mouvements socialistes a commencé

de s'estomper, et comme des mouvements de plus en plus nombreux ont accédé au pouvoir d'État (avec toutes les limites qu'il comporte), la communauté que forment ces mouvements au niveau mondial s'est vue collectivement contrainte de réviser l'ensemble de ses croyances issues des analyses originaires du XIX<sup>e</sup> siècle.

De même que les succès des capitalistes dans l'accumulation ont provoqué une extension trop grande de la sphère marchande, qui menace le système lui-même, les succès remportés par les mouvements antisystémiques dans leurs tentatives de prise du pouvoir ont provoqué un tel renforcement du système qu'il menace de remettre en cause l'acceptation par les classes ouvrières du monde entier de cette stratégie autolimitée.

Enfin, la crise est culturelle. La crise des mouvements antisystémiques, la remise en question de leur stratégie de base, est en train de déboucher sur une remise en cause des prémisses de l'idéologie universaliste. Cette remise en cause s'effectue sur deux plans : au plan des mouvements eux-mêmes, au sein desquels la recherche d'alternatives de « civilisation » est pour la première fois en passe d'être prise au sérieux ; et au plan de la vie intellectuelle, où l'ensemble de l'appareil conceptuel qui s'est mis en place à partir du XIV<sup>e</sup> siècle se trouve lentement mis en doute. Une fois encore, cette mise en doute est pour partie la rançon du succès. Dans les sciences physiques, les procédures de recherches engendrées par la méthode scientifique moderne semblent conduire à une interrogation sur l'existence des lois universelles qui en constituaient le présupposé. Aujourd'hui, il est question d'intégrer la « temporalité » à la science. Dans les sciences sociales, à un autre niveau, le fondement de l'idéologie du développement est, de nos jours, explicitement remis en question.

La réouverture des grands problèmes intellectuels est donc d'un côté le produit des succès et des contradictions internes de la science moderne. Mais elle est aussi le résultat des efforts des mouvements, eux-mêmes en crise, pour mieux se mesurer aux

structures du capitalisme historique, dont la crise est le point de départ de tout le reste, et pour les combattre plus efficacement.

On aborde souvent la crise du capitalisme historique en termes de transition du capitalisme au socialisme. Je suis d'accord avec cette formulation, mais elle ne nous apprend pas grand-chose. Nous ne savons pas aujourd'hui comment fonctionnerait un ordre mondial socialiste qui renoncerait radicalement à l'accumulation sans limites du capital, qui réduirait radicalement les écarts de bien-être matériel et de pouvoir réel entre les individus. Les États ou les mouvements existants qui se disent eux-mêmes socialistes nous offrent bien peu de lumières sur l'avenir. Ils appartiennent au présent, c'est-à-dire au système mondial capitaliste, et c'est dans ce cadre qu'on doit les apprécier. Ils peuvent être les agents de la chute du capitalisme, encore que ce ne soit pas uniformément le cas, ainsi que nous l'avons indiqué.

Mais l'ordre mondial à venir se construira de lui-même progressivement, et en empruntant des voies que nous pouvons à grand-peine imaginer, mais certainement pas prévoir. C'est donc une sorte d'acte de foi que de croire qu'il sera bon, voire meilleur. Mais nous savons que celui que nous avons sous les yeux n'a pas été bon et, à mesure que le capitalisme historique a suivi son évolution historique, il a à mes yeux — et de par ses succès mêmes — empiré au lieu de s'améliorer.

---

*La raison rationalisatrice,  
ou les vertus dormitives de la vérité*

**L**e capitalisme historique, nous le savons, a entretenu des aspirations prométhéennes. Bien que le changement scientifique et technologique ait été une constante historique de l'activité humaine, ce n'est qu'avec l'émergence du capitalisme historique que Prométhée, toujours présent, a été « délivré », pour reprendre une expression de David Landes. À la base de la représentation collective que nous nous sommes donnée de cette culture scientifique du capitalisme historique se trouve l'idée qu'elle s'est imposée, grâce à de nobles chevaliers, contre la résistance opiniâtre des forces obscures de la culture « traditionnelle » et ascientifique. Au xvii<sup>e</sup> siècle, ce fut Galilée s'opposant à l'Église. Au xx<sup>e</sup> siècle, ce sont les « modernistes » s'opposant aux mollahs. Quelle que soit l'époque, on a parlé de « rationalité » luttant contre la « superstition », et de « liberté » luttant contre l'« oppression intellectuelle ». Cette lutte était censée se dérouler parallèlement, voire s'identifier à celle que menait sur le terrain de l'économie politique l'entrepreneur bourgeois en révolte contre le propriétaire terrien féodal.

Cette image fondamentale d'un combat culturel à l'échelle planétaire reposait sur une prémisse implicite, relative à la notion de déroulement temporel. La « modernité » était supposée consister

en nouveautés temporelles, alors que la « tradition » était conçue comme ancienne et antérieure à la modernité. Et de fait, dans les versions les plus outrées de cette représentation, la tradition était conçue comme ahistorique et virtuellement éternelle. Cette prémisses était historiquement fausse, et donc fondamentalement trompeuse. Les multiples cultures et les multiples « traditions » qui ont fleuri dans le cadre spatial et temporel du capitalisme historique n'ont en rien été plus primordiales que les multiples contextes institutionnels qui leur correspondaient. Elles ont pour beaucoup été des créations du monde moderne, parties intégrantes de son échafaudage idéologique. Bien entendu, les liens des diverses « traditions » aux groupes et aux idéologies qui précéderent le capitalisme historique étaient bien réels, en ce sens que les « traditions » en question ont souvent été élaborées à partir de matériaux historiques et intellectuels déjà existants. Bien plus, l'affirmation de tels liens transhistoriques avec le passé a joué un rôle important en conférant aux groupes sociaux la cohésion dont ils avaient besoin dans le capitalisme historique pour mener des batailles politiques et économiques. Mais si nous voulons comprendre les formes culturelles qu'ont revêtues ces luttes, nous ne pouvons nous contenter de prendre les « traditions » pour ce qu'elles se donnent, et en particulier nous ne devons surtout pas supposer qu'elles sont réellement « traditionnelles ».

### *Cultures minoritaires et segmentation de la force de travail*

Pour ceux qui désiraient faciliter l'accumulation du capital, l'un des problèmes décisifs qu'ils avaient à résoudre était celui de la création de forces de travail là où il le fallait et se contentant des rémunérations les plus faibles possible. Nous avons déjà indiqué comment la formation de ménages, dans lesquels le travail salarié constituait une source de revenu



minoritaire, autorisait le versement des salaires les plus faibles dans les activités économiques périphériques de l'économie-monde. Un moyen de susciter de telles structures, c'est-à-dire de les pousser elles-mêmes à s'organiser de cette façon, s'est trouvé être, en régime capitaliste, de fonder la vie des communautés sur une base « ethnique » ou raciale. Par « groupes ethniques », nous désignons des groupes humains de taille conséquente auxquels étaient réservées, par rapport à d'autres groupes semblables vivant dans la même aire géographique, certaines tâches économiques et professionnelles. La manifestation extérieure d'une telle allocation des forces de travail était la « culture » du groupe ethnique concerné, c'est-à-dire sa religion, sa langue, son système de valeurs, ses modèles particuliers de comportement quotidien.

Je ne suis évidemment pas en train de suggérer qu'il existait dans le capitalisme historique l'équivalent parfait d'un système de castes. Mais, à condition de garder une définition suffisamment large de nos catégories professionnelles, je suggère qu'il y a toujours eu, dans les différentes régions spatio-temporelles du capitalisme historique, un taux assez élevé de corrélation entre l'appartenance ethnique et la situation socioprofessionnelle. Je suggère en outre que ces modes de fractionnement de la force de travail ont varié avec le temps, et que les groupes ethniques se recomposaient en même temps, à travers une modification de leurs limites ainsi que des caractéristiques culturelles censées les définir. Je suggère enfin qu'il n'existe presque aucune relation entre la segmentation ethnique actuelle de la force de travail et les modèles culturels des ancêtres présumés des groupes ethniques contemporains, tels qu'on peut les trouver dans les périodes antérieures au capitalisme historique.

La différenciation ethnique de la force de travail a permis de réaliser trois objectifs importants pour le fonctionnement de l'économie-monde.

*En premier lieu, elle a rendu possible la reproduction de la force de travail. J'entends par là non pas qu'elle a permis aux groupes d'obtenir un revenu suffisant pour assurer leur subsistance,*

mais qu'elle a permis de fournir un nombre suffisant de travailleurs de chaque catégorie, aux exigences de revenu appropriées à la fois en termes de montants globaux de rémunérations salariales et en termes de composition salariale du revenu des ménages. De plus, et précisément parce qu'elle était ethniquement divisée, cette force de travail était maniable. La mobilité géographique et professionnelle à grande échelle était facilitée et non entravée par ces divisions ethniques. Lorsque cela s'avérait nécessaire en raison du changement des conditions économiques, il suffisait pour modifier l'affectation de la force de travail que quelques individus entreprenants prennent la tête d'une migration géographique ou professionnelle, et s'en trouvent récompensés, pour que s'exerce rapidement une « attraction » naturelle des autres membres du même groupe ethnique vers la nouvelle allocation.

*En second lieu, l'intériorisation des différenciations ethniques a constitué un mécanisme spontané d'apprentissage de la force de travail*, garantissant qu'une bonne part de la socialisation professionnelle s'effectuerait dans le cadre des ménages, relevant de la communauté ethnique, et non aux frais des employeurs ou à ceux de l'État.

*En troisième lieu*, et c'est probablement le plus important, les différenciations ethniques ont enraciné dans les esprits une *hiérarchie des rôles socioprofessionnels*, offrant aux yeux de tous une codification facile des inégalités de revenus, parée de la légitimité que lui conférait la « tradition ».

Ce troisième effet des différenciations ethniques a été entretenu avec les plus grands soins, et est devenu, sous la forme du racisme institutionnalisé, un des piliers les plus solides du capitalisme historique. Ce que nous entendons par racisme a peu de chose à voir avec la xénophobie telle qu'elle s'est manifestée dans différents systèmes historiques antérieurs. La xénophobie désigne littéralement la peur de l'« étranger ». Le racisme tel qu'il s'exerce dans le système capitaliste n'a rien à voir avec les « étrangers ». Bien au contraire, le racisme est le mode de

relations que différents segments de la force de travail ont été contraints d'adopter dans une certaine structure économique. Le racisme a servi de justification idéologique à la hiérarchisation de la force de travail et à la grossière inégalité de revenus qui l'accompagnait.

Le racisme au sens où nous l'entendons ici est un ensemble de formules idéologiques qui, combinées à un certain nombre de pratiques permanentes, ont eu pour conséquence de maintenir dans le temps une étroite corrélation entre l'appartenance ethnique et l'allocation de la force de travail. Les formules idéologiques en question ont souvent consisté à attribuer un rôle majeur aux facteurs « génétiques » ou aux caractéristiques « culturelles » persistantes des différents groupes ethniques dans leur affectation différenciée à des positions données dans les structures économiques. Pourtant, les croyances en la « supériorité » de certains groupes sur les autres pour certaines caractéristiques explicatives de leurs « performances » comparées dans le domaine économique sont toujours apparues, en réalité, après que ces groupes eurent été cantonnés à certains types d'emplois, et non avant. Le racisme a toujours été un phénomène *post hoc*. On a supposé que ceux qui étaient économiquement et politiquement opprimés étaient culturellement « inférieurs ». Si, pour une raison quelconque, l'axe de la hiérarchie économique devait se déplacer, l'axe de la hiérarchie sociale tendait à suivre, avec un certain retard, bien sûr, car il faut toujours une ou deux générations pour éliminer les effets d'une socialisation antérieure.

Le racisme a servi globalement d'idéologie justificatrice des inégalités. Mais il a fait plus encore : il a servi de moyen d'identification sociale des groupes dans telle ou telle attribution économique. Les attitudes qu'il inculquait (les préjugés, les comportements quotidiens ouvertement discriminatoires) définissaient le cadre où se moulaient les comportements socialement appropriés et légitimés vis-à-vis de soi-même et des autres membres du ménage ou du groupe ethnique. Le racisme, tout

comme le sexisme, a fonctionné comme une idéologie autorépressive, façonnant les désirs et les limitant.

Bien sûr, le racisme n'était pas seulement porteur d'autorépression, mais aussi d'oppression. Il servait à maintenir les groupes dévalorisés à leur place et à utiliser les groupes occupant une position moyenne comme soldats bénévoles du système policier mondial. De cette façon, non seulement le coût financier des superstructures politiques se trouvait réduit dans des proportions significatives, mais, dans la mesure où le racisme a par nature vocation à dresser les victimes les unes contre les autres, la capacité des mouvements antisystémiques à mobiliser de larges masses s'en trouvait aussi amoindrie.

Le racisme n'a jamais été un phénomène simple. On peut dire qu'il s'est établi grossièrement une ligne de partage, au niveau mondial, marquant les différences de statuts relatifs. C'est ce qu'on peut appeler la ligne frontière des « couleurs ». Ce qui, à différentes époques, s'est ou non trouvé défini comme « blanc », ou appartenant à la couche supérieure, l'a évidemment été sur des bases sociales et non physiologiques. Cela devrait être évident si l'on veut bien considérer la position historiquement très variable, sur cette « frontière des couleurs » socialement définie à l'échelle nationale et internationale, de groupes ethniques comme les Arabes, les métis latino-américains, les habitants de l'Europe du Sud et de l'Est asiatique.

La couleur ou l'aspect physique, parce que par nature difficiles à camoufler, fournissaient un moyen commode d'étiquette des individus, et dans la mesure où il s'est trouvé bien convenir historiquement, compte tenu des origines européennes du capitalisme historique, il a été utilisé à cette fin. Mais chaque fois qu'il s'est révélé malcommode, il a été écarté, ou modifié, au profit d'autres critères d'identification. C'est ainsi qu'en beaucoup d'endroits les grilles de repérage et de classification sont devenues plutôt complexes. Si l'on ajoute à cela que la division sociale du travail évoluait constamment, l'appartenance ethnique et/ou raciale ne pouvait que devenir

une base très instable de délimitation des groupes sociaux. Ceux-ci se recomposaient de multiples manières et évoluaient avec une grande facilité dans leurs critères d'autoreconnaissance, les autres groupes les percevant avec la même facilité dans leurs limites mouvantes. Mais l'instabilité des frontières de chaque groupe n'était pas incompatible avec le maintien d'une hiérarchie d'ensemble des groupes, c'est-à-dire avec une segmentation raciale de la force de travail mondiale, dont elle était même probablement directement issue.

C'est ainsi que le racisme est devenu un pilier culturel du capitalisme historique. La pauvreté de ses fondements intellectuels ne l'a pas empêché de répandre son cortège d'insoutenables cruautés. Néanmoins, il a fait l'objet, avec l'essor des mouvements antisystémiques dans les cinquante ou cent dernières années, de très vives attaques. Et aujourd'hui, en effet, il subit, au moins dans ses versions les plus frustes, une crise de légitimité au niveau mondial. Il n'a cependant pas constitué l'unique pilier idéologique du capitalisme historique. Il a joué un rôle de la plus haute importance dans la formation et la reproduction de forces de travail adaptées aux besoins du système. Cette reproduction ne suffisait cependant pas à rendre possible l'accumulation illimitée du capital. On ne pouvait espérer utiliser ces forces de travail de façon efficace et ininterrompue que si elles étaient dirigées par des cadres. Or, ces cadres devaient eux aussi être formés, socialisés et reproduits. Et l'idéologie raciste ne pouvait servir de base à ces processus de formation, de socialisation et de reproduction des cadres. C'est l'idéologie universaliste qui a joué ce rôle.

### *Universalisme et modernité*

L'universalisme représente toute une épistémologie. C'est un système de croyances relatives à l'objet du savoir et aux méthodes de la connaissance. Ce système a pour fondement

essentiel l'idée qu'il est possible de formuler des propositions générales permettant d'interpréter le monde de façon significative — qu'il s'agisse du monde physique ou du monde social —, que ces propositions ont une validité universelle et permanente, et que l'activité scientifique a précisément pour objet d'établir de semblables propositions générales, sous une forme excluant tout élément prétendu subjectif, c'est-à-dire historiquement déterminé.

La croyance en l'universalisme a constitué la pierre angulaire de l'édifice idéologique sur lequel s'est appuyé le capitalisme historique. Ce fut un article de foi tout autant qu'une épistémologie. En tant que tel, il réclamait non seulement le respect, mais encore une véritable révération pour la vérité, toujours évanescence, mais supposée relever d'une réalité bien tangible. Les universités ont été à la fois les laboratoires de cette idéologie et les grands temples de la foi. L'université d'Harvard affiche ainsi *Veritas* sur son écusson. Alors que l'on affirmait toujours l'impossibilité de parvenir à une connaissance définitive de la vérité — c'est même là ce qui est censé distinguer la science moderne de la théologie médiévale de l'Occident —, on proclamait en même temps que la recherche de la vérité constituait la *raison d'être*<sup>1</sup> de l'Université, et plus largement de toute activité intellectuelle. Keats, pour donner une justification à l'art, va jusqu'à nous dire que « le vrai est beau, et le beau est vrai ». Aux États-Unis, l'une des justifications politiques les plus répandues des libertés publiques consiste à dire que la vérité ne peut émerger que de la confrontation des opinions sur le « libre marché des idées ».

*La vérité, en tant qu'idéal culturel, a joué comme un opium, et peut-être le seul qu'ait véritablement connu le monde moderne.* Karl Marx a dit que la religion était l'opium du peuple, ce à quoi Raymond Aron a rétorqué que le marxisme à son tour était *l'opium des intellectuels*. Aucune de ces deux affirmations

---

1 En français dans le texte (NdT).

polémiques n'est dénuée d'une certaine perspicacité. Mais la perspicacité se confond-elle avec la vérité ? Ce que je voudrais suggérer, c'est que l'idée de vérité a peut-être été le véritable opium, à la fois celui des masses et celui des intellectuels. Incontestablement, l'opium n'est pas un mal absolu. Il a la vertu d'apaiser la douleur. Il permet aux gens d'échapper aux dures réalités, lorsqu'ils craignent que la confrontation avec elles ne puisse leur occasionner que des pertes ou un effondrement inéluctables. Mais cependant, la plupart d'entre nous en déconseillent l'usage. Ni Marx ni Raymond Aron ne le conseillèrent. Dans la plupart des États et pour la plupart de ses usages, il est illégal.

On nous a sans cesse répété, au cours de notre éducation, que la recherche de la vérité constitue une vertu désintéressée, alors qu'en réalité il s'agit d'une tentative intéressée de rationalisation. La recherche de la vérité, dont on proclame qu'elle est la pierre de touche du progrès, et par là du bien-être, s'est parfaitement accommodée, c'est le moins qu'on puisse en dire, du maintien d'une structure sociale hiérarchisée et inégalitaire. Parmi les processus impliqués par l'expansion de l'économie-monde capitaliste, nombreux sont ceux (comme la hiérarchisation des structures économiques, ou la mise en place de structures étatiques faibles, soumises au système interétatique dans lequel elles étaient insérées) qui incluaient des pressions culturelles, dont relèvent l'évangélisation à grande échelle, l'obligation de parler les langues européennes, l'acquisition de technologies et d'habitudes spécifiques, les changements apportés aux codes de lois, etc. Beaucoup de ces changements se sont faits *manu militari*. Les autres ont été obtenus par la force de persuasion des enseignants, dont l'autorité reposait en dernière instance sur la force militaire. C'est tout cet ensemble de processus que l'on qualifie quelquefois d'« occidentalisation » ou, avec plus d'arrogance encore, de « modernisation », et dont la seule légitimité a été le désir de faire partager la foi dans l'idéologie universaliste et les fruits de sa mise en œuvre.

Ces changements culturels forcés ont obéi à deux motivations principales. La première était la *recherche de l'efficacité économique*. Si l'on attendait de certaines personnes des comportements économiques bien définis, il était efficace de leur enseigner dans ce but les normes culturelles requises et de les priver en même temps de normes culturelles concurrentes. La seconde motivation relevait d'un souci de *stabilité politique*. On pensait que l'« occidentalisation » des soi-disant élites des régions périphériques les couperait des masses dont elles étaient issues et les rendrait moins susceptibles de se révolter, et à coup sûr moins capables de donner une suite à d'éventuelles révoltes. Cela se révéla être une monumentale erreur d'appréciation, mais le calcul était plausible et se vérifia pour un temps. (Une troisième motivation était l'*hybris* pure et simple des conquérants. Je ne la minimise pas mais il n'est pas nécessaire de l'invoquer pour rendre compte de pressions culturelles qui eussent été tout aussi fortes en son absence.)

Alors que le racisme a fonctionné comme moyen de contrôle à l'échelle mondiale des producteurs directs, l'universalisme a servi à orienter les activités des bourgeoisies des États dominés et des diverses couches moyennes au niveau mondial dans des directions telles que l'intégration des procès de production et le fonctionnement sans heurts du système interétatique s'en trouvaient optimisés, l'accumulation du capital étant ainsi facilitée. Cela réclamait la formation au niveau international d'un moule culturel bourgeois pouvant s'appliquer à différentes variantes « nationales ». Son existence était particulièrement importante au niveau de la science et des technologies, mais n'était pas non plus sans importance dans le domaine des idées politiques et dans celui des sciences sociales.

Le concept d'une culture « universelle » et neutre, à laquelle seraient « assimilés » les cadres de la division mondiale du travail, l'usage du passif ayant ici toute son importance, est donc devenu l'un des piliers du système mondial, à mesure qu'il poursuivait son évolution historique. L'ensemble d'idées



auxquelles il correspondait se résumaient à l'exaltation du progrès, et par la suite de la « modernisation », laquelle fonctionnait moins comme norme effective de l'action sociale des dirigeants que comme symbole reconnu d'obéissance et d'appartenance à la couche dirigeante mondiale. Le passage d'un univers de la connaissance religieuse, aux fondements culturels prétendument étroits, à un univers de la connaissance scientifique, supposé transcender dans ses fondations mêmes les différents particularismes culturels, a fonctionné comme autojustification d'une forme particulièrement pernicieuse d'impérialisme culturel. Cette rupture a consommé une domination exercée au nom de la libération de l'intelligence et qui s'est imposée au nom du scepticisme.

Le processus de rationalisation du monde, vital pour le capitalisme, réclamait encore l'apparition d'une couche intermédiaire d'administrateurs, de techniciens, de scientifiques, d'enseignants, qui seraient les spécialistes d'une telle rationalisation. La complexité même de la technologie comme du système social rendait indispensable que cette couche soit nombreuse et s'accroisse avec le temps. Les fonds qui ont servi à l'entretenir ont été tirés du surplus global extrait par les entrepreneurs et les États. C'est en ce sens minimal, mais décisif, que ces cadres appartenaient donc à la bourgeoisie. Leur prétention à participer, à ce titre, au partage du surplus a reçu une formulation idéologique précise au *xx<sup>e</sup>* siècle, avec l'élaboration du concept de capital humain. Disposant d'un capital réel relativement faible à transmettre en héritage aux membres de leur ménage, ces cadres ont cherché à assurer leur succession en fournissant à leurs enfants un accès privilégié aux créneaux éducatifs offrant la garantie d'une position sociale. Cette facilité d'accès a été abusivement présentée comme la preuve d'une réussite, prétendument attribuée à une « égalité des chances » étroitement définie.

La culture scientifique est ainsi devenue le code de reconnaissance internationale des détenteurs de capital. Elle avait pour

fonction première de justifier leurs propres activités, ainsi que les inégalités de revenus dont ils étaient les bénéficiaires. Elle encourageait aussi l'innovation technologique. Elle légitimait l'élimination sans ménagement des obstacles à l'élévation de la productivité. Elle engendrait enfin une forme de progrès dont on pouvait croire qu'elle serait bénéfique à tous, au moins à terme, si ce n'était dans l'immédiat.

Cependant, la culture scientifique allait au-delà d'une simple rationalisation de la pensée. Elle représentait une forme de *socialisation des différentes composantes de l'encadrement des structures institutionnelles nécessaires au fonctionnement du système*. En tant que langage commun aux cadres, mais non directement accessible aux travailleurs, elle est également devenue un moyen d'assurer la cohésion de la couche dirigeante, en limitant les projets ou l'étendue des activités révolutionnaires qu'auraient pu caresser certains cadres. En outre, elle constituait un mécanisme souple de reproduction des élites, correspondant assez bien à ce que nous appelons aujourd'hui la « méritocratie » et que l'on dénommait jadis la *carrière ouverte aux talents*<sup>2</sup>.

La culture scientifique a fait naître un cadre dans lequel la mobilité individuelle était rendue possible sans que cela constitue en rien une menace pour l'affectation des forces de travail à des emplois hiérarchisés. Au contraire, la méritocratie renforçait la hiérarchie. Pour couronner le tout, la méritocratie en tant que mode de fonctionnement opératoire et la culture scientifique en tant qu'idéologie voilaient la perception qu'on pouvait avoir du fonctionnement sous-jacent du capitalisme historique. L'emphasis avec laquelle était soulignée la rationalité de l'activité scientifique permettait de masquer l'irrationalité profonde de l'accumulation sans limites.

---

2 En français dans le texte (NdT).

L'universalisme et le racisme semblent à première vue faire de bien étranges compagnons, pour ne pas dire qu'ils se présentent comme des doctrines radicalement antithétiques : l'une fondée sur l'ouverture, l'autre sur la fermeture ; l'une aux visées égalisatrices, l'autre aux visées discriminatoires ; l'une se voulant une invite au discours rationnel, et l'autre incarnant les préjugés. Pourtant, le fait qu'elles aient cheminé de concert, se répandant et s'imposant de façon concomitante au cours de l'évolution du capitalisme historique, nous invite à considérer de plus près les voies par lesquelles elles ont pu se révéler compatibles l'une avec l'autre.

L'universalisme recelait un piège ; en effet, il ne s'est pas imposé comme une idéologie libre et spontanée, mais a été propagé par les détenteurs du pouvoir économique et politique dans le système-monde capitaliste. L'universalisme était offert au monde comme un cadeau des puissants aux faibles. *Timeo Danaos et dona ferentes* !<sup>3</sup> Le présent en lui-même était empreint de racisme. Car son destinataire avait deux possibilités : l'accepter, reconnaissant par là qu'il était situé bien bas dans la hiérarchie de la sagesse acquise ; ou bien le refuser, et se refuser du même coup le bénéfice des armes qui pourraient l'aider à inverser la situation d'inégalité de pouvoir réel.

Il n'y a rien d'étrange à ce que même les cadres qui étaient admis au partage des privilèges aient perçu avec une profonde ambivalence le message universaliste, hésitant entre l'enthousiasme et un rejet culturel fondé sur leur répugnance à en accepter les hypothèses racistes. Cette ambivalence a trouvé son expression dans les innombrables mouvements de « renaissance » culturelle qui sont apparus. Le terme même de renaissance, qui connut un large usage dans de nombreuses régions du monde, est l'incarnation de l'ambivalence. En parlant de renaissance, on revendiquait une période antérieure de gloire

---

3 « Je crains les Grecs qui sont les porteurs de cadeaux ! »

culturelle, mais on reconnaissait en même temps l'infériorité culturelle du moment. Il n'est jusqu'au mot de renaissance qui ne soit emprunté à l'histoire culturelle spécifique de l'Europe.

### *L'ambivalence des contestations*

On aurait pu s'attendre à ce que les classes ouvrières soient moins atteintes par cette ambivalence, puisqu'elles n'ont jamais été conviées à la table du maître. Mais en réalité les mouvements antisystémiques, qui en étaient l'expression politique, ont été eux-mêmes empreints de la même ambivalence. Comme nous l'avons déjà remarqué, ils se sont eux aussi parés de l'idéologie des Lumières, qui n'était que le produit par excellence de l'idéologie universaliste. Ils ont ainsi placé sous leurs propres pas le piège culturel dans lequel ils se débattent encore ; comment parvenir à renverser le capitalisme historique en utilisant des stratégies et en se fixant des objectifs intermédiaires fondés sur les conceptions mêmes des classes dirigeantes qu'ils cherchaient à éliminer ?

Dans leur variante socialiste, les mouvements antisystémiques ont été, dès le début, partisans du progrès scientifique. Marx, désireux de se démarquer de ceux qu'il appelait les « utopistes » et dénonçait comme tels, s'est réclamé du « socialisme scientifique ». Il a mis l'accent dans ses écrits sur les aspects « progressistes » du capitalisme par rapport aux systèmes qui l'avaient précédé. L'idée que le socialisme s'instaurerait d'abord dans les pays les plus « avancés » suggérait un déroulement historique dans lequel le socialisme surgirait du développement même du capitalisme, et en réaction à lui. La révolution socialiste s'inspirerait ainsi de la « révolution bourgeoise » et lui succéderait. Certains théoriciens plus récents en conclurent même qu'il était du devoir des socialistes d'aider à l'accomplissement préalable de la révolution bourgeoise dans les pays où elle n'avait pas encore eu lieu.

Les divergences qui surgirent ultérieurement entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale ne comportaient aucun désaccord sur cette approche épistémologique, qui leur était commune. Et de fait, les communistes, comme les sociaux-démocrates, ont eu tendance, lorsqu'ils avaient accédé au pouvoir, à accorder une priorité absolue au développement accéléré des moyens de production. Le slogan de Lénine selon lequel « le communisme, c'est les soviets plus l'électricité » s'étale encore aujourd'hui sur d'immenses bannières dans les rues de Moscou. Dans la mesure où tous ces mouvements, une fois parvenus au pouvoir, appliquaient, qu'ils soient sociaux-démocrates ou communistes, le mot d'ordre de Staline du « socialisme dans un seul pays », ils s'appliquèrent à approfondir le processus de marchandisation générale qui a joué un si grand rôle dans l'accumulation globale de capital. Dans la mesure où ils sont tous demeurés dans le système interétatique et ont même lutté pour obtenir d'y rester malgré toutes les tentatives de les en exclure, ils ont du même coup accepté la réalité de la domination mondiale de la loi de la valeur et ont contribué à son élargissement. L'« homme nouveau » du socialisme s'est mis à ressembler de façon suspecte au travailleur parcellisé d'un taylorisme sauvage.

Il s'est trouvé, bien entendu, des idéologies socialistes porteuses d'un rejet de l'universalisme des Lumières et qui ont défendu diverses variantes d'un socialisme « indigène », adapté aux régions périphériques de l'économie-monde. Dans la mesure où elles n'en restaient pas à de pures figures de rhétorique, ces tentatives ont *de facto* visé à l'utilisation, comme unités élémentaires du processus de marchandisation, de structures communautaires plus vastes et, disait-on, plus « traditionnelles » que les « nouveaux » ménages partageant un revenu monétaire. En fin de compte, ces tentatives, lorsqu'elles étaient sincères, se révélèrent infructueuses. En tout cas, le courant principal du mouvement socialiste international a eu tendance à les dénoncer comme manifestations rétrogrades d'un nationalisme culturel étranger au socialisme.

À première vue, la variante nationaliste des mouvements antisystémiques, de par l'importance qu'elle accordait à ses thèses séparatistes, pouvait paraître moins imprégnée de l'idéologie universaliste. Un examen plus approfondi dément cependant très vite cette impression superficielle. À n'en pas douter, le nationalisme comportait nécessairement un aspect culturel, au nom duquel chaque mouvement plaidait pour un renforcement des « traditions » nationales, de la langue nationale et bien souvent d'un héritage religieux. Mais la culture nationaliste offrait-elle pour autant une résistance culturelle aux pressions exercées par les agents de l'accumulation ?

En réalité, deux facteurs essentiels du nationalisme culturel jouaient en sens inverse. Le premier était que *le véhicule désigné de la culture nationale était dans la plupart des cas l'État*, lui-même inséré dans le système interétatique. C'est lui qui se trouvait investi de la charge de défendre cette culture, ce qui entraînait presque tout le temps une déformation, parfois considérable, des héritages culturels. De façon presque certaine, l'affirmation d'une culture nationale d'État provoquait autant la révision des héritages qu'elle assurait leur transmission. Et dans tous les cas, elle renforçait l'appareil d'État, et donc le système interétatique, et donc le capitalisme historique comme système mondial.

En second lieu, un examen comparatif des renouvellements culturels engendrés par ces différents États montre clairement que, s'ils ont connu des formes variées, *leur contenu a tendu à être partout identique*. Chaque langue conservait ses propres morphèmes, mais les vocabulaires commençaient à converger. Les rituels et les fondements théologiques des diverses religions pouvaient bien retrouver une nouvelle vigueur, ils n'en tenaient pas moins à se rapprocher les uns des autres. Sous des noms très différents, on redécouvrait partout les fondements de la scientificité. En bref, le nationalisme culturel a pour une bonne part consisté en une gigantesque devinette. Bien plus, il a souvent constitué, au même titre que la « culture socialiste »,

un solide tremplin de l'idéologie universaliste du monde moderne, dont il a abreuvé les classes ouvrières sous des formes qui leur étaient plus agréables. À cet égard, les mouvements antisystémiques ont souvent fait fonction d'intermédiaires culturels entre les puissants et les faibles, dont ils dévoyaient plus qu'ils ne cristallisaient les sources les plus profondes de résistance.

Les effets des contradictions liées à la stratégie de prise du pouvoir d'État adoptée par les mouvements antisystémiques se combinèrent à leur acceptation tacite de l'épistémologie universaliste et eurent de graves conséquences sur ces mouvements. Ils se sont trouvés confrontés à des désillusions croissantes. Leur réponse idéologique a consisté pour l'essentiel dans la réaffirmation des principales justifications avancées en faveur du capitalisme historique : le caractère à la fois automatique et inévitable du progrès ou, pour en donner une formulation qui a fait fortune en URSS, la « révolution scientifique et technique ».

Apparaissant avec le <sup>xx</sup>e siècle et s'affirmant surtout depuis les années 1960, l'idée de « projet de civilisation », ainsi qu'aime à l'appeler Anouar Abdel-Malek, a été peu à peu développée. Alors que, pour beaucoup d'auteurs, le nouveau discours sur les « modèles endogènes » alternatifs a surtout fonctionné comme variante formelle des vieux thèmes universalisateurs du nationalisme culturel, certains autres ont estimé qu'il y avait derrière ce thème un contenu épistémologique authentiquement neuf. Autour de la notion de « projet de civilisation » se trouve reposée la question de savoir s'il existe réellement des vérités transhistoriques. Une version de la vérité a prédominé : reflétant les réalités du pouvoir et les impératifs économiques propres au capitalisme historique, cette version s'est étendue au monde entier. Comme nous l'avons vu, cela ne fait aucun doute. Mais jusqu'à quel point cette version de la vérité nous éclaire-t-elle sur le processus de déclin historique du système capitaliste, et nous renseigne-t-elle sur l'existence de véritables

alternatives historiques au système fondé sur l'accumulation illimitée du capital ? Là se trouve toute la question.

### *Les mouvements du système : la crise et la mort*

Cette nouvelle forme fondamentale de résistance culturelle, apparue autour de l'idée de « projet de civilisation », a une base matérielle. Les mobilisations successives des mouvements antisystémiques à travers le monde ont progressivement attiré, de plus en plus nombreux, les éléments économiquement et politiquement les plus marginaux du système, et les moins à même de tirer profit même à long terme de son fonctionnement et du surplus accumulé. En même temps, les démythifications successives qu'ont eues à subir ces mouvements eux-mêmes ont sérieusement compromis la reproduction en leur sein de l'idéologie universaliste, de sorte qu'ils ont commencé à s'ouvrir de plus en plus à ces éléments les plus marginaux, qui en ont remis en question de façon de plus en plus pressante les prémisses mêmes. Le profil des adhérents des mouvements antisystémiques depuis 1950, comparé à celui de leurs adhérents entre 1850 et 1950, fait apparaître que leurs militants se recrutent beaucoup plus parmi les habitants des zones périphériques, les femmes, les membres des groupes « minoritaires » (quelle que soit la façon dont on les définit) et les ouvriers non qualifiés et situés au bas de la hiérarchie salariale. Cela se vérifie aussi bien au niveau mondial qu'au niveau des différents États, et à la base que chez les dirigeants. Un tel glissement de leur base sociale n'a pas pu ne pas transformer les orientations culturelles et idéologiques des mouvements antisystémiques à travers le monde.

Nous nous sommes jusqu'ici efforcé de décrire le fonctionnement du capitalisme en tant que système historique. Mais il ne faut pas oublier que les systèmes historiques sont précisément historiques. Ils viennent au jour et finissent par disparaître, à la suite



de processus internes au cours desquels l'exacerbation de leurs contradictions internes conduit à une crise structurelle. Les crises structurelles se distinguent par leur caractère massif et leur durée. Leur développement est lent. Le capitalisme historique est historiquement entré dans une crise structurelle de ce genre dans les premières années du <sup>xx</sup>e siècle et il connaîtra sans doute sa fin comme système historique au cours du siècle suivant. Il serait bien hasardeux de prédire ce qui s'ensuivra. Mais il nous est possible dès maintenant d'analyser les diverses dimensions de la crise structurelle en cours et d'essayer d'entrevoir les directions dans lesquelles nous entraîne cette crise.

Le premier aspect, et sans doute le plus important, de cette crise tient au fait que *nous approchons du point où le processus de marchandisation aura atteint toutes les sphères de la vie sociale et toute la surface du globe*. Cela revient à dire que le système capitaliste est en crise précisément parce que, dans sa poursuite de l'accumulation incessante du capital, il s'est rapproché de cet état de choses qu'Adam Smith considérait comme l'état « naturel » des hommes, mais qui n'a jamais existé historiquement, pas même, jusqu'à aujourd'hui, sous le capitalisme. « Le penchant (naturel à tous les hommes) qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre » s'est exercé jusque dans des domaines et des régions jusque-là vierges, et la pression qui pousse à l'expansion des marchés demeure pratiquement inchangée. Marx considérait le marché comme un « voile » derrière lequel se cachaient les rapports sociaux de production. Cela n'était vrai que dans la mesure où, par rapport à une appropriation directe et localisée du surplus, son appropriation marchande, indirecte (et donc hors de portée immédiate), était plus difficile à discerner et par là à combattre politiquement par les travailleurs. Mais le « marché » fonctionnait cependant sur le critère d'une mesure quantitative générale, la monnaie, qui clarifiait beaucoup plus qu'elle n'obscurcissait la mesure quantitative de ce qui était effectivement approprié à travers les relations marchandes. Le filet de sécurité sur lequel

comptaient politiquement les détenteurs du capital leur était fourni par le fait qu'une partie seulement du travail effectué se trouvait ainsi mesurée (la partie correspondant aux salaires).

La marchandisation croissante du travail et la transformation elle aussi croissante des ménages en lieux de relations marchandes rendent de plus en plus apparent le flux de surplus. Les pressions politiques contraires se font donc de plus en plus fortes, et la structure économique apparaît de plus en plus comme l'objectif direct des mobilisations. Les détenteurs du capital, loin de chercher à accélérer la prolétarianisation, cherchent au contraire à la ralentir. Mais ils n'y parviennent pas entièrement, du fait du caractère contradictoire de leurs intérêts en tant qu'entrepreneurs individuels d'un côté et en tant que membres d'une classe sociale de l'autre. C'est là un processus régulier et sans fin, qu'il est impossible de refréner tant que l'économie obéit à la recherche de l'accumulation illimitée du capital. Le système peut prolonger son existence en ralentissant les activités qui épuisent le plus ses forces, mais la mort se profile inévitablement à l'horizon, exactement comme notre mythologie n'a cessé de nous le rappeler.

L'un des biais par lesquels les détenteurs de capital ont perpétué l'existence du système a été l'introduction en son sein de contraintes politiques, qui ont obligé les mouvements antisystémiques à prendre le chemin de la mise en place d'organisations structurées, adoptant une stratégie de conquête du pouvoir d'État. Ils n'avaient pas d'autre choix à leur portée, mais cette stratégie contenait ses propres limites.

Cependant, comme nous l'avons vu, les contradictions inhérentes à cette stratégie ont à leur tour nourri une crise au niveau politique. Il ne s'agit pas d'une crise du système interétatique, qui continue de remplir parfaitement sa mission première : maintenir une hiérarchie des États et contenir les mouvements d'opposition. La crise politique est une crise des mouvements antisystémiques eux-mêmes. Comme la distinction entre mouvements nationalistes et mouvements socialistes a commencé

de s'estomper, et comme des mouvements de plus en plus nombreux ont accédé au pouvoir d'État (avec toutes les limites qu'il comporte), la communauté que forment ces mouvements au niveau mondial s'est vue collectivement contrainte de réviser l'ensemble de ses croyances issues des analyses originaires du XIX<sup>e</sup> siècle.

De même que les succès des capitalistes dans l'accumulation ont provoqué une extension trop grande de la sphère marchande, qui menace le système lui-même, les succès remportés par les mouvements antisystémiques dans leurs tentatives de prise du pouvoir ont provoqué un tel renforcement du système qu'il menace de remettre en cause l'acceptation par les classes ouvrières du monde entier de cette stratégie autolimitée.

Enfin, la crise est culturelle. La crise des mouvements antisystémiques, la remise en question de leur stratégie de base, est en train de déboucher sur une remise en cause des prémisses de l'idéologie universaliste. Cette remise en cause s'effectue sur deux plans : au plan des mouvements eux-mêmes, au sein desquels la recherche d'alternatives de « civilisation » est pour la première fois en passe d'être prise au sérieux ; et au plan de la vie intellectuelle, où l'ensemble de l'appareil conceptuel qui s'est mis en place à partir du XIV<sup>e</sup> siècle se trouve lentement mis en doute. Une fois encore, cette mise en doute est pour partie la rançon du succès. Dans les sciences physiques, les procédures de recherches engendrées par la méthode scientifique moderne semblent conduire à une interrogation sur l'existence des lois universelles qui en constituaient le présupposé. Aujourd'hui, il est question d'intégrer la « temporalité » à la science. Dans les sciences sociales, à un autre niveau, le fondement de l'idéologie du développement est, de nos jours, explicitement remis en question.

La réouverture des grands problèmes intellectuels est donc d'un côté le produit des succès et des contradictions internes de la science moderne. Mais elle est aussi le résultat des efforts des mouvements, eux-mêmes en crise, pour mieux se mesurer aux

structures du capitalisme historique, dont la crise est le point de départ de tout le reste, et pour les combattre plus efficacement.

On aborde souvent la crise du capitalisme historique en termes de transition du capitalisme au socialisme. Je suis d'accord avec cette formulation, mais elle ne nous apprend pas grand-chose. Nous ne savons pas aujourd'hui comment fonctionnerait un ordre mondial socialiste qui renoncerait radicalement à l'accumulation sans limites du capital, qui réduirait radicalement les écarts de bien-être matériel et de pouvoir réel entre les individus. Les États ou les mouvements existants qui se disent eux-mêmes socialistes nous offrent bien peu de lumières sur l'avenir. Ils appartiennent au présent, c'est-à-dire au système mondial capitaliste, et c'est dans ce cadre qu'on doit les apprécier. Ils peuvent être les agents de la chute du capitalisme, encore que ce ne soit pas uniformément le cas, ainsi que nous l'avons indiqué.

Mais l'ordre mondial à venir se construira de lui-même progressivement, et en empruntant des voies que nous pouvons à grand-peine imaginer, mais certainement pas prévoir. C'est donc une sorte d'acte de foi que de croire qu'il sera bon, voire meilleur. Mais nous savons que celui que nous avons sous les yeux n'a pas été bon et, à mesure que le capitalisme historique a suivi son évolution historique, il a à mes yeux — et de par ses succès mêmes — empiré au lieu de s'améliorer.

## Conclusion

---

### *Sur les notions de progrès et de transition*

**S**'il est une idée associée par excellence au monde moderne, et qui en donne en quelque sorte la clé, c'est bien l'idée de progrès. Cela ne veut pas dire que tout le monde ait cru au progrès. Dans le grand débat idéologique public entre conservateurs et libéraux qui précéda et surtout qui suivit la Révolution française, le fond des positions défendues par les conservateurs consistait à douter de ce que les changements en cours en Europe et dans le monde puissent être qualifiés de progrès, et même que le progrès soit un concept pertinent et significatif. Néanmoins, comme nous le savons, ce sont les libéraux qui exprimèrent le génie de l'époque et qui incarnèrent ce qui devait devenir au XIX<sup>e</sup> siècle l'idéologie dominante d'une économie-monde capitaliste qui, elle, existait déjà depuis longtemps.

Il n'est pas surprenant que les libéraux aient cru au progrès. L'idée de progrès justifiait à elle seule toute la transition du féodalisme au capitalisme. Elle justifiait l'écrasement de l'opposition affaiblie mais persistante au développement de la marchandisation. L'idée de progrès tendait à balayer les aspects négatifs du capitalisme en arguant de ce que les bienfaits en outrepassaient, et de loin, les méfaits. Il n'y a rien donc de surprenant à ce que les libéraux aient cru au progrès.

Plus surprenant est le fait que leurs principaux adversaires idéologiques, les marxistes — les antilibéraux et les porte-parole des classes ouvrières opprimées —, aient cru au progrès au moins aussi passionnément qu'eux. Sans doute cette croyance remplissait-elle pour eux aussi une fonction idéologique importante. Elle justifiait l'activité du mouvement socialiste international au nom de l'idée qu'il incarnait la tendance inéluctable du développement historique. Par ailleurs, le recours à cette idéologie paraissait très adroit puisqu'il prétendait faire usage des idées mêmes des libéraux pour les confondre sur leur terrain.

Malheureusement, il y avait deux légers défauts à l'adoption apparemment astucieuse et certainement enthousiaste de cette croyance laïque dans le progrès. Si l'idée de progrès justifiait le socialisme, elle justifiait aussi le capitalisme. On pouvait difficilement entonner des odes au prolétariat sans avoir auparavant célébré les louanges de la bourgeoisie. Les textes célèbres de Marx sur l'Inde en apportent la preuve, de même que le *Manifeste communiste*. Par ailleurs, le progrès se mesurant en termes matériels (et les marxistes pouvaient-ils ne pas en être d'accord ?), l'idée de progrès pouvait être retournée, et l'a effectivement été au cours des cinquante dernières années, contre toutes les « expériences socialistes ». Qui n'a entendu les condamnations de l'URSS sous prétexte que son niveau de vie est inférieur à celui des États-Unis ? Sans compter que, en dépit des vantardises de Khrouchtchev, il y a peu de raisons de penser que cet écart puisse disparaître au cours des cinquante ans à venir.

*Le ralliement des marxistes à une conception évolutionniste du progrès a constitué un piège énorme*, que les socialistes n'ont commencé à percevoir que très récemment, parmi les nombreux éléments de la crise idéologique qui est partie intégrante de la crise structurelle globale de l'économie-monde capitaliste.

Il est tout simplement faux d'affirmer que le capitalisme comme système historique ait représenté un progrès sur les différents systèmes historiques antérieurs qu'il a détruits ou transformés. Et même en écrivant cela, je suis parcouru du frisson qui

accompagne la sensation du blasphème. Je crains la colère des dieux, car j'ai été façonné dans le même moule idéologique que mes pairs, et j'ai pratiqué dans les mêmes temples qu'eux.

### *Mythe et réalité du progrès*

L'un des problèmes posés par l'analyse du progrès réside dans le caractère unilatéral de toutes les mesures qui en sont proposées. On nous dit que le progrès scientifique et technique est incontestable et qu'il atteint des degrés stupéfiants, ce qui est sûrement vrai, surtout dans la mesure où la plupart des connaissances techniques sont cumulatives. Mais on ne se préoccupe jamais sérieusement de savoir quelle est *la masse de connaissances qui ont été perdues* du fait de l'expansion mondiale de l'idéologie universaliste, ou, si l'on s'en préoccupe, on ravale cette connaissance perdue au rang d'une simple (?) sagesse. Pourtant, au niveau strictement technique de la productivité agricole ou de la reproduction des milieux biologiques, on a tardivement découvert que des méthodes écartées il y a un ou deux siècles (selon un processus imposé par les élites éclairées aux masses arriérées) devaient souvent être réintroduites parce qu'elles se révélaient plus efficaces. À un niveau plus fondamental, on en vient, aux « frontières » mêmes de la science la plus avancée, à réintroduire à titre expérimental des hypothèses triomphalement écartées il y a un siècle, quand ce n'est pas cinq siècles auparavant.

On dit aussi que le capitalisme a bouleversé les possibilités physiques de l'humanité, notamment les pouvoirs mécaniques à sa disposition. Le rendement de chaque intrant d'énergie humaine a été constamment augmenté en termes de produits résultants, ce qui est tout aussi juste que l'affirmation précédente. Mais on ne nous dit pas dans quelle mesure cela a représenté une réduction ou un accroissement de l'énergie qu'y a consacrée l'humanité, aussi bien à l'unité de temps de travail

que sur la durée d'une vie humaine, et qu'il s'agisse des individus ou de l'ensemble des hommes collectivement impliqués dans l'économie-monde. Est-il si sûr que le fardeau du monde ait été moins lourd sous le capitalisme historique que sous les régimes sociaux antérieurs ? Les raisons d'en douter ne manquent pas, comme l'atteste l'intégration dans notre surmoi de la contrainte au travail.

On nous dit encore qu'il n'est pas de système historique antérieur où les gens aient vécu une vie matérielle aussi confortable, ou aient connu des possibilités de choisir leur mode de vie aussi grandes que dans le système actuel. De nouveau, cette affirmation sonne vrai, comme le révèle n'importe quelle comparaison, que chacun de nous a l'occasion d'effectuer régulièrement, avec les vies qu'ont connues nos ancêtres immédiats. Mais là aussi, les doutes qu'on pouvait avoir se sont régulièrement accrus au cours du *xx<sup>e</sup>* siècle, comme le montrent nos allusions désormais fréquentes à la « qualité de la vie » et nos préoccupations relatives à l'anomie, à l'aliénation et aux maladies mentales.

On nous dit enfin que le capitalisme historique a apporté une amélioration décisive de la protection accordée à la vie humaine, que ce soit à l'égard des souffrances et des morts provoquées par les dangers endémiques (les quatre cavaliers de l'Apocalypse), ou que ce soit à l'égard des flambées de violence erratique. Une fois encore, cela ne fait aucun doute à un niveau microscopique (et en dépit de la redécouverte récente des dangers de la vie urbaine). Mais peut-on véritablement en dire autant à un niveau macroscopique, même aujourd'hui et même en faisant abstraction de l'épée de Damoclès de la guerre nucléaire ?

Qu'on me permette de soutenir que le monde d'aujourd'hui n'est pas, de toute évidence (c'est le moins qu'on puisse en dire), plus libre, plus égalitaire et plus fraternel que le monde d'il y a mille ans. On ne serait pas dépourvu d'arguments pour tenter de prouver le contraire. Je ne cherche en rien à brosser un tableau idyllique des mondes qui ont précédé le capitalisme



historique. On y connaissait bien peu de liberté, d'égalité et de fraternité. La seule question que je me pose est celle de savoir si le capitalisme historique a représenté un progrès de ce point de vue, ou au contraire un recul.

Je ne m'intéresse pas à la mesure des cruautés comparées des systèmes. Elle serait aussi difficile à établir que lugubre à utiliser, encore que les performances du capitalisme historique dans ce domaine n'aient pas vraiment de quoi soulever l'enthousiasme. Le monde du <sup>xx</sup>e siècle peut se vanter d'avoir déployé quelques talents d'un raffinement inhabituel en ces arts très anciens. Je ne m'intéresse pas non plus au gaspillage social d'une ampleur vraiment inégalée qui a résulté de la course à l'accumulation sans limites du capital, dont le niveau pourrait bien approcher les limites de l'irréparable.

Je préfère limiter mon jugement à des considérations matérielles, non pas relatives à l'avenir social, mais à la période que traverse actuellement l'économie-monde capitaliste. Mon argument est simple, bien que très audacieux. Je voudrais défendre une proposition marxiste que même les marxistes orthodoxes ont tendance à enterrer honteusement, la *thèse de la paupérisation absolue (et non relative) du prolétariat*.

J'entends d'ici s'élever les murmures amicaux : « Voyons ! Vous ne pouvez pas être sérieux ! Vous voulez sans doute parler de paupérisation relative. L'ouvrier d'industrie n'est-il pas, de façon frappante, mieux loti aujourd'hui qu'en 1800 ? » L'ouvrier d'industrie, je l'admets, ou en tout cas une bonne partie de ses ouvriers. Mais les ouvriers de l'industrie représentent toujours, aujourd'hui, une petite partie de la population mondiale. *Pour la proportion grandissante des forces de travail mondiales qui vivent dans les zones rurales, ou migrent de ces dernières à des bidonvilles urbains, la situation est bien pire que celle de leurs ancêtres d'il y a cinq cents ans.* Ils se nourrissent moins bien et ont une alimentation certainement moins équilibrée. Bien qu'ils aient de plus grandes chances d'atteindre l'âge d'un an, sous l'effet des efforts d'hygiène sociale entrepris pour protéger les

riches, j'ai de sérieux doutes quant au fait que l'espérance de vie à *un an* de la majorité de la population mondiale soit plus grande qu'avant. Je suspecte même que c'est l'inverse qui serait vrai si l'on commençait à réunir des statistiques de ce genre. Cette même majorité travaille incontestablement plus, un plus grand nombre d'heures par jour, par an, ou sur la durée d'une vie. Et comme ils le font pour un revenu total inférieur, le taux d'exploitation s'est élevé vertigineusement.

L'oppression sociale et politique des forces de travail s'est-elle également durcie, au même titre que leur exploitation économique ? Cela est plus difficile à analyser. Comme l'a dit Jack Goody, les sciences sociales ne possèdent aucun euphorimètre. Les petites communautés au sein desquelles la plupart des gens passaient leur vie dans les systèmes historiques antérieurs comportaient une forme de contrôle social qui limitait certainement les choix et les possibilités de mobilité sociale. Et il n'est pas douteux que cela était ressenti par beaucoup comme une oppression effective. Quant à ceux qui s'en satisfaisaient mieux, ils le payaient d'une vision étriquée des possibilités humaines.

La mise en place du capitalisme historique a passé, comme nous le savons tous, par l'affaiblissement, puis la disparition complète, du rôle de ces petites structures communautaires. Mais par quoi ont-elles été remplacées ? Dans beaucoup d'endroits, et sur de longues périodes, le rôle premier des structures communautaires — l'exercice d'un contrôle social — a été joué par les « plantations », c'est-à-dire des structures politico-économiques à grande échelle, contrôlées par des « entrepreneurs », où s'exerçait une surveillance opprimante. On ne peut guère prétendre que les « plantations » de l'économie-monde capitaliste, qu'elles soient fondées sur l'esclavage, l'emprisonnement, le partage forcé ou contractuel de la récolte, ou le travail salarié, aient fourni beaucoup de marges d'autonomie aux « individualités ». Elles peuvent être considérées comme représentatives d'un mode d'extraction particulièrement efficace de la plus-value. Sans doute ont-elles existé dans l'histoire de

l'humanité avant le capitalisme, mais jamais avant lui elles n'ont été aussi largement utilisées dans la production agricole, en tant qu'elle se distingue de l'activité minière ou de la construction d'infrastructures à grande échelle, qui ont cependant l'une et l'autre employé globalement beaucoup moins de monde.

Même là où n'était pas substituée au contrôle assez lâche qu'exerçaient auparavant les structures communautaires une forme ou une autre de contrôle autoritaire direct sur l'activité agricole (que nous avons désignée sous le terme de « plantations »), la désintégration de ces structures dans les zones rurales n'a pas été vécue comme une sorte de « libération », car elle s'accompagnait inévitablement d'un contrôle sans cesse croissant de la part des structures étatiques naissantes, quand celles-ci n'étaient pas directement à l'origine de la destruction. Les nouvelles structures étatiques ont été de moins en moins désireuses d'abandonner le producteur direct à son processus autonome et local de décision. Dans tous les cas, une pression s'est exercée dans le sens d'un renforcement de la contrainte au travail et d'une spécialisation accrue de ce travail (ce qui, du point de vue du travailleur, affaiblissait son pouvoir de négociation et réduisait l'intérêt de son travail).

Mais ce n'était pas tout. Le capitalisme historique a développé un carcan idéologique oppressif et humiliant, qui n'avait jamais existé auparavant, et qu'on appelle aujourd'hui sexisme et racisme. Soyons clairs. Aussi bien la position dominante des hommes sur les femmes que la xénophobie généralisée étaient largement répandues, de façon presque universelle, dans les systèmes historiques antérieurs, comme nous l'avons déjà relevé. Mais le sexisme ne se réduit pas plus à la position dominante des hommes sur les femmes que le racisme ne se réduit à une xénophobie généralisée.

*Le sexisme a consisté dans la relégation des femmes à la sphère du travail improductif, doublement humiliant parce que ce travail effectif qui leur était demandé était intensif, et que le travail*

productif devenait dans l'économie-monde capitaliste, et pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le fondement de la légitimité des privilèges. Cela créait un double lien (*double bind*), dont il s'est révélé impossible de s'affranchir dans le système capitaliste.

Le racisme ne consistait pas dans la haine ou l'oppression de l'étranger, ou de quiconque d'extérieur au système historique. Bien au contraire, il consistait en une segmentation de la force de travail interne au système, qui visait à maintenir les groupes opprimés à l'intérieur de ce système historique, et non à les en expulser. Il apportait une justification à la basse rémunération du travail productif, malgré la primauté qui lui était reconnue dans la définition des droits à un revenu. Ce résultat était atteint grâce à la définition du travail le plus faiblement rémunéré comme un travail de moindre qualité. Puisque cela était acquis *ex definitio*, aucun changement dans la qualité du travail ne pouvait aboutir à autre chose qu'à une modification des formes de l'accusation, bien qu'on proclame bien haut sur le plan idéologique que l'effort individuel était récompensé par une possibilité de mobilité individuelle. Là aussi, il était impossible de se défaire de ces doubles contraintes.

Le sexisme comme le racisme se sont tous deux affirmés comme des procédés par lesquels était renvoyé à la biologie le soin de définir les positions sociales. Comme la biologie était dans tous les sens du terme une réalité socialement inchangeable, il en résultait de la même façon une structure d'origine sociale mais inaccessible à un quelconque changement social. Bien sûr, il n'en allait pas exactement ainsi. Mais il était vrai que la structuration de la force de travail sur la base du sexisme et du racisme ne pouvait être supprimée, et ne peut toujours pas l'être, sans un démantèlement total de l'ensemble du système historique qui leur a donné naissance, et dont le fonctionnement en dépend de manière critique.

Ainsi y a-t-il eu, tant au niveau matériel qu'au niveau psychologique (sexisme et racisme), paupérisation absolue du

prolétariat. Cela a également signifié, bien entendu, un accroissement de l'écart entre le surplus consommé par les 10 à 15 % les plus favorisés de la population mondiale et celui consommé par le reste de l'économie-monde. L'impression selon laquelle il n'en est pas réellement allé ainsi se fonde sur trois séries de faits.

La première est que l'*idéologie de la méritocratie a vraiment fonctionné* et a rendu possibles d'importantes mobilités individuelles, et même celle de groupes professionnels ou ethniques de travailleurs dans leur ensemble. Cela s'est produit sans transformation fondamentale de la physionomie de l'économie-monde, car la mobilité individuelle (ou du sous-groupe) était compensée par l'accroissement de la taille des couches les plus défavorisées, que ce soit à travers l'intégration à l'économie-monde de nouvelles populations ou à travers la différenciation des taux de croissance démographique.

La deuxième raison pour laquelle nous n'avons pas observé la croissance de l'écart en question est que *les sciences sociales et historiques ont concentré leur attention sur ce qui se produisait parmi les « classes moyennes »*, c'est-à-dire ces 10 à 15 % de la population mondiale qui consommaient un surplus supérieur à celui qu'ils produisaient. Il y a bien eu un rétrécissement assez dramatique de l'écart constaté en leur sein entre la pointe extrême de la pyramide des revenus (c'est-à-dire moins de 1 % de la population totale) et les authentiques classes « moyennes », c'est-à-dire les cadres composant le reste de ces 10 à 15 %. Pour une bonne part, les politiques « progressistes » engagées dans le capitalisme historique au cours des derniers siècles se sont traduites par une réduction constante des inégalités de répartition de la plus-value mondiale à l'intérieur du *petit groupe qui se la partageait*. Les cris de triomphe de cette couche « moyenne » à l'occasion de la réduction de l'écart qui la séparait des 1 % de la couche supérieure ont masqué les réalités de l'écart grandissant entre eux et les 85 autres pour-cent.

Enfin, il y a une troisième raison pour laquelle le phénomène n'a pas occupé une place centrale dans nos débats. *Il est possible*

*qu'au cours des dix ou vingt dernières années, sous le poids de la force collective acquise par les mouvements antisystémiques à travers le monde, et parce qu'on s'est approché des asymptotes économiques du système, on ait enregistré un déclin de la polarisation absolue de l'économie-monde* (bien qu'il n'y ait toujours aucun signe de déclin de sa polarisation relative). Encore que cette assertion doive être avancée avec prudence et replacée dans le contexte général d'accroissement de la polarisation absolue au cours des cinq siècles de développement historique du capitalisme.

Il est tout à fait essentiel de savoir à quelles réalités a correspondu l'idéologie du progrès car, à défaut de les avoir discutées, on ne saurait entreprendre de façon intelligible l'analyse des transitions d'un système historique à un autre.

### *Capitalisme et socialisme*

La théorie évolutionniste du progrès ne comportait pas seulement l'hypothèse selon laquelle le dernier venu des systèmes était meilleur que celui qui l'avait précédé, mais aussi celle selon laquelle un nouveau groupe dominant avait remplacé le groupe dominant précédent. Ainsi le capitalisme ne représentait-il pas seulement un progrès par rapport au féodalisme, mais encore ce progrès avait-il été acquis grâce au triomphe et, ajoutait-on, au triomphe révolutionnaire de la « bourgeoisie » sur l'« aristocratie foncière » (ou les « féodaux »). Mais s'il s'avérait que le capitalisme n'était pas progressiste, quel sens attribuer alors au concept de révolution bourgeoise ? Y a-t-il eu une révolution bourgeoise et, si oui, fut-elle une ou multiple ?

Nous avons déjà soutenu que l'image d'un capitalisme historique ayant surgi grâce au renversement d'une aristocratie arriérée par une bourgeoisie progressiste était historiquement fausse. En fait, la représentation plus correcte qu'on peut en donner est celle d'un capitalisme historique mis en place par une aristocratie

foncière qui s'est convertie en bourgeoisie parce que l'ancien système était en voie de désintégration. Plutôt que de laisser celle-ci se poursuivre, pour arriver à des résultats imprévisibles, cette aristocratie a elle-même engagé une chirurgie structurelle radicale pour maintenir et *étendre de façon significative* son pouvoir d'exploitation des producteurs directs.

Cependant, si cette nouvelle représentation est correcte, elle modifie radicalement notre perception de l'actuelle transition du capitalisme au socialisme, et d'une économie-monde capitaliste à un ordre mondial socialiste. Jusqu'à présent, la « révolution prolétarienne » a été conçue, de près ou de loin, sur le modèle de la « révolution bourgeoise ». De la même façon que la bourgeoisie avait renversé l'aristocratie, le prolétariat renverserait la bourgeoisie. Cette analogie a constitué le noyau fondateur de l'action stratégique du mouvement socialiste international.

Mais s'il n'y eut pas de révolution bourgeoise, qu'en est-il de la révolution prolétarienne ? Est-ce à dire qu'il n'y en a jamais eu ou qu'il n'y en aura pas ? Évidemment non, ni sur le plan logique, ni sur le plan empirique. Mais cela signifie bel et bien que nous devons aborder le problème de la transition en des termes différents. Il nous faut avant tout distinguer les changements s'opérant par désintégration des changements contrôlés, ce qui correspond à la distinction introduite par Samir Amin <sup>1</sup> entre la « décadence » et la révolution, distinction par laquelle il oppose le type de décadence qui s'est selon lui produit lors de la chute de Rome (et qui à ses yeux se reproduit aujourd'hui) au type de changement mieux contrôlé qui s'est produit avec le passage du féodalisme au capitalisme.

Mais ce n'est pas tout. Car les changements contrôlés (ou les « révolutions » de Samir Amin), ainsi que nous venons de le montrer, ne sont pas nécessairement « progressistes ». Par

---

1 Samir Amin, « Révolution ou décadence ? La crise du système impérialiste contemporain et celle de l'Empire romain », *Review*, IV, 1, 1980.

conséquent, nous devons faire aussi la distinction entre les transformations structurelles qui laissent intactes, et peuvent même aggraver, les réalités de l'exploitation du travail, et celles qui abolissent ce type d'exploitation ou du moins la réduisent de façon radicale. Tout cela signifie que le problème politique de notre temps n'est pas de savoir s'il y aura ou non une transition du capitalisme historique à quelque chose d'autre. Car cela, pour autant qu'on puisse avoir des certitudes en de tels domaines, est un fait certain. Le problème politique de notre époque est celui de savoir si ce « quelque chose d'autre », le résultat final de la transition en cours, sera ou non fondamentalement différent au plan moral de ce que nous connaissons à l'heure actuelle, s'il s'agira ou non d'un progrès.

Le progrès n'est pas inéluctable. Il fait l'objet d'une lutte. Et la forme que prend cette lutte n'est pas celle d'un affrontement entre le socialisme et le capitalisme, mais celle d'une opposition entre une transition vers un type de société où s'estomperaient les différences de classes et une transition vers un nouveau mode de production fondé sur une nouvelle division en classes, différente de celle qui fonde le capitalisme historique, mais pas nécessairement meilleure.

L'alternative qui s'offre à la bourgeoisie mondiale ne consiste pas à choisir entre le maintien en place du capitalisme historique et son propre suicide. Elle consiste dans le choix entre l'adoption d'une position « conservatrice », d'un côté, qui déboucherait sur la poursuite de la désintégration déjà engagée du système, et sa transformation consécutive en un ordre mondial aux contours incertains, mais probablement plus égalitaire, et, de l'autre côté, son engagement dans une audacieuse tentative de prise de contrôle du processus de transition, dans le cadre de laquelle elle assumerait elle-même des options « socialistes » et chercherait ainsi à dégager une alternative historique au système capitaliste, laissant intact le processus d'exploitation de la force de travail mondial au profit d'une minorité en place.



C'est à la lumière de ces alternatives politiques véritables, qui s'ouvrent aujourd'hui à la bourgeoisie mondiale, que nous devrions évaluer l'histoire du mouvement socialiste international, et celle des États où des partis socialistes sont, sous une forme ou sous une autre, parvenus au pouvoir.

Il est primordial de se souvenir, avant d'entreprendre une telle évaluation, que le mouvement socialiste international et avec lui toutes les formes de mouvements antisystémiques, aussi bien que d'États révolutionnaires et/ou socialistes, ont eux-mêmes été, de part en part, les produits intégraux du capitalisme historique. Ils n'ont pas constitué des structures extérieures à ce système, mais ont été sécrétés par des processus internes à son développement. Ils en ont donc reflété toutes les contradictions et toutes les contraintes. Il ne peut ni ne pouvait en aller autrement.

Les fautes qu'ils ont commises, les limites qui ont été les leurs, les effets négatifs qui peuvent leur être imputés relèvent du bilan du capitalisme historique et non de celui d'un hypothétique système historique, ordre mondial socialiste, qui n'existe pas pour le moment. L'intensité de l'exploitation du travail dans les États socialistes et/ou révolutionnaires, la négation des libertés politiques, la persistance dans ces sociétés du sexisme et du racisme, tout cela a beaucoup plus à voir avec le fait que ces États continuent d'être localisés dans les régions périphériques ou semi-périphériques de l'économie-monde capitaliste qu'avec les propriétés particulières d'un nouveau système social. Les quelques miettes qui ont été attribuées sous le régime capitaliste aux classes ouvrières le leur ont toujours été concédées dans les régions du centre. Ce traitement différencié se vérifie toujours aujourd'hui.

Le jugement des mouvements antisystémiques, comme des régimes qu'ils ont contribué à créer, ne peut donc pas s'appuyer sur le fait qu'ils aient ou non réussi à fonder des sociétés « meilleures ». La seule façon de les apprécier raisonnablement est de s'interroger sur la contribution qu'ils ont apportée à la lutte

mondiale pour engager une transition vers un ordre mondial socialiste égalitaire. Les éléments à prendre en compte ne sont pas sans ambiguïté, en raison de l'action même des processus contradictoires dont ils sont l'expression. Tous les mouvements engagés dans la bonne direction ont comporté des effets négatifs aussi bien que des conséquences positives. Tout ce qui affaiblissait le système d'un côté le renforçait par d'autres. Mais ces effets ne s'exerçaient pas nécessairement avec une force égale. Là est toute la question.

Il n'est pas douteux que la contribution la plus importante des mouvements antisystémiques a eu lieu dans leurs phases de mobilisation. En organisant la révolte et en transformant les consciences, ils ont agi en forces libératrices. Et la contribution particulière de chaque mouvement à ce niveau était chaque fois plus grande, du fait des effets en retour des expériences historiques antérieures et des leçons qui en étaient tirées.

Une fois que ces mouvements exerçaient le pouvoir sur des structures étatiques, leur apport était moins net, du fait de la progression géométrique des pressions s'exerçant sur eux pour les détourner de la poursuite de leurs objectifs antisystémiques, aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur des mouvements. Néanmoins, cela ne signifie pas que le bilan des « réformismes » et des « révisionnismes » ainsi apparus soit entièrement négatif. Les mouvements au pouvoir ont été jusqu'à un certain point prisonniers de leur propre idéologie et donc soumis à des pressions organisées à l'intérieur de l'État révolutionnaire par les producteurs directs, et à l'extérieur par les autres mouvements antisystémiques.

Le vrai danger se fait précisément sentir aujourd'hui, alors que le système capitaliste approche de son accomplissement intégral, avec l'extension ultime, aux dimensions du monde, de la sphère marchande, avec le renforcement constant de la communauté mondiale des mouvements antisystémiques et avec la rationalisation permanente de la pensée humaine. C'est cet accomplissement intégral des potentialités du capitalisme

historique qui le mènera à son effondrement. Le système n'a pu se développer jusqu'à aujourd'hui que parce que sa logique n'avait été que partiellement réalisée. Mais au moment où il commence à s'effondrer, et en raison même de cet effondrement, le pouvoir d'attraction des forces de la transition se fera toujours plus grand, et le résultat en sera *donc* toujours un peu plus incertain. Le combat pour la liberté, l'égalité et la fraternité est destiné à durer, camarades, et il se déroulera de plus en plus au sein des forces anticapitalistes elles-mêmes.

Le communisme se trouve en Utopie, c'est-à-dire nulle part. C'est un avatar de toutes nos eschatologies religieuses : la venue du Messie, le retour du Christ sur terre, ou le Nirvana. Ce n'est pas un projet historique, mais une mythologie vivante. *Le socialisme, au contraire, est un système historiquement réalisable*, qui pourrait bien un jour se réaliser de par le monde. Un socialisme qui se voudrait une étape de transition momentanée vers l'Utopie ne présente strictement aucun intérêt. Il n'y a qu'un socialisme historique qui puisse présenter un intérêt, un socialisme réunissant les caractéristiques minimales d'un système historique qui maximiserait l'égalité et l'équité d'un système, qui augmenterait le contrôle exercé par l'humanité sur sa propre existence (la démocratie) et qui libérerait l'imagination humaine.

## Postface à la deuxième édition

---

### *La mondialisation n'est pas nouvelle*

**L**a première édition en 1983 de ce livre — dont la traduction française est parue avant la version originale — s'appuie sur une série de conférences prononcées en 1982. J'avais l'intention alors de faire une analyse de l'essentiel du système capitaliste depuis ses débuts au cours du long <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. Je le considérais comme un système intégral, unique et historique. Comme tout système, il contient des structures qui ont leurs règles, c'est-à-dire leur logique, ainsi que leurs contradictions. Comme tout système, il se maintient tout en évoluant en permanence ; bref, il est historique. Comme tout système historique également, il a trois moments qu'il faut analyser séparément : le début, moment de sa création ; la longue période de son développement historique, pendant laquelle il vit sous ses règles « normales » ; et enfin le moment de la crise structurelle, qui implique la fin du système et une transition vers un autre système. Ce livre s'efforce d'être l'analyse du deuxième moment, celui de la longue période de son développement historique.

J'ai divisé le livre en trois chapitres, discutant les trois arènes dans lesquelles on pourrait observer le système ; on les appellera, faute de mieux, l'arène économique (ou du marché), l'arène politique (ou des États) et l'arène culturelle (ou des idéologies et des

structures du savoir). J'ai terminé le livre avec une brève analyse du concept du progrès (concept crucial pour le système capitaliste), ainsi qu'une discussion succincte sur la transition possible du capitalisme vers un ordre mondial socialiste.

Nous voici à peu près vingt ans plus tard, et il faut admettre que le monde a beaucoup évolué. Il y a eu des événements qui nous ont frappés tous — l'écroulement des socialismes « réellement existants », au moins en Europe ; l'ascension fulgurante du néolibéralisme et de la prétendue mondialisation ; les guerres du Golfe, des Balkans, et de l'Afghanistan contre les talibans ; le mouvement antimondialisation qu'on appelle parfois l'esprit de Porto Alegre (en référence à la ville où se tient le Forum social mondial chaque année depuis le début du siècle). On nous crie constamment que les anciennes analyses sont périmées, sinon carrément fausses. Moi, je vous dis que je ne suis point d'accord. Je pense que l'analyse que j'ai proposée des structures du capitalisme demeure aussi valable qu'auparavant. Je ne pense pas qu'il existe une nouvelle version du capitalisme, ni en mieux ni en pire. Je doute fort qu'il existe même quelque chose de nouveau au sein du système capitaliste qu'on pourrait appeler mondialisation.

Pour défendre cette position manifestement à contre-courant, je dois m'expliquer et proposer une interprétation des vingt dernières années dans le cadre de l'approche du système historique que je présente dans ce livre. Je vais commencer en soulignant les caractéristiques spécifiques des trente glorieuses qu'a connues le monde après la Seconde Guerre mondiale. Je ferai ensuite le point sur les trois éléments mis en avant par la plupart des observateurs comme constitutifs de la soi-disant mondialisation : les flux internationaux de capitaux et de biens ; l'absence d'« alternative » à cette mondialisation ; la puissance hégémonique du gouvernement des États-Unis.

La période des trente glorieuses commence avec la victoire des Alliés dans la guerre. En 1945, les États-Unis sont la seule puissance industrielle à avoir échappé aux destructions de la guerre. Déjà très forte en 1939, leur capacité industrielle a augmenté

énormément pendant la guerre : les États-Unis se trouvent sans concurrent économique sérieux dans le monde. Les infrastructures de l'Europe, l'URSS et l'Asie d'Extrême-Orient sont largement détruites, et tous ces pays ont besoin de « reconstruction ». Aucun pays ne peut produire des biens aussi efficacement, aussi bon marché que les États-Unis, ce qui signifie que les entreprises américaines peuvent concurrencer ces pays même sur leurs propres territoires.

Que ce soit un gros avantage pour les États-Unis, c'est évident, mais il y a tout de même un côté moins positif. Ça ne vaut pas grand-chose d'être le producteur le plus efficace s'il n'y a pas d'acheteurs, ce qui est une question de demande effective. Au départ, il y en a peu. Donc, il faut que les États-Unis aident ces pays à se reconstruire : le plan Marshall va créer des acheteurs.

Évidemment, à cette époque, il faut aussi décider à qui doit profiter l'aide. Et là se pose la question de l'Union soviétique. L'alliance américano-soviétique de la Seconde Guerre mondiale est une alliance de circonstance. Sur le plan idéologique, ils se considèrent comme des opposants, sinon des ennemis. Que faire une fois que la menace nazi-fasciste n'existe plus ? Les avis sont partagés — c'est clair — mais la décision ultime prend la forme de l'accord virtuel qu'on désigne communément comme celui de Yalta — d'après le lieu de la dernière réunion de Roosevelt, Churchill et Staline.

Au-delà de la rhétorique qui l'a obscurci à la fin de la guerre et tout au long des années de guerre froide, l'accord réel a trois composantes : 1) L'Europe est partagée en deux zones d'influence, plus ou moins là où s'arrêtent les troupes occidentales et soviétiques à la fin de la guerre, c'est-à-dire sur une ligne allant de Stettin à Trieste, qui scinde l'Allemagne en deux parties ; en outre, il est tacitement convenu que ce qui est en dehors de l'Europe se trouve du côté américain, sauf pour la Corée qui est également partagée. 2) Chacun des deux — les États-Unis et l'Union soviétique — peut faire ce qu'il veut dans sa zone, pourvu qu'il n'intervienne pas dans celle de l'autre. La contrepartie est que les

États-Unis ne donnent rien pour la reconstruction de la zone soviétique. 3) Chaque partie a le droit d'essayer de diffuser ouvertement son idéologie et de dénoncer celle de l'autre. C'est même quelque chose à encourager dans la mesure où cela renforce la cohésion de chaque camp.

S'agissant du pouvoir militaire, on sait clairement aujourd'hui que les États-Unis conservent la supériorité pendant toute cette période, mais la puissance de l'URSS est suffisante pour instaurer ce qu'on appelle alors l'équilibre de la terreur, lequel est un moyen efficace de contraindre chacun des deux protagonistes à respecter l'accord. En conséquence, celui-ci est suivi assez scrupuleusement par les deux parties, jusqu'à ce que la fin de l'existence de l'URSS le rende caduc. Une conséquence pourtant de l'accord est la nécessité pour chaque côté de ressouder ses alliances, ou plutôt ses dépendances, l'OTAN pour les États-Unis, le pacte de Varsovie pour les Soviétiques. Les deux grands moments de tension — le blocus de Berlin et la guerre de Corée — se terminent tous les deux par un retour à la ligne de départ, ce qui renforce la solidité de l'accord de Yalta. La guerre de Corée permet tout de même aux États-Unis de faire pour le Japon ce qu'ils ont déjà fait pour l'Europe occidentale : aider sa reprise économique et le rattacher à une alliance politico-militaire.

Si le monde n'est pas entièrement sans turbulence dans les années 1950 et 1960, ce n'est pas à cause de la guerre froide, mais malgré l'accord de Yalta. Les pays du tiers monde — la Chine d'abord, puis le Vietnam, l'Algérie, Cuba, entre autres — n'acceptent pas le *statu quo* américano-soviétique et insistent pour chercher à atteindre leurs propres objectifs. Le résultat est un peu curieux. Bien que les États-Unis dominent le monde pendant cette période et dictent l'ordre politique mondial, les mouvements antisystémiques (la vieille gauche) ont l'air de triompher un peu partout. Dans la zone soviétique, les partis communistes sont au pouvoir. Dans la zone occidentale, les partis sociaux-démocrates (et leurs semblables, comme les démocrates « New Deal » aux États-Unis) se trouvent au pouvoir, la plupart

du temps pour la première fois, au moins par alternance. Et, dans le tiers monde, les mouvements de libération nationale s'imposent partout. J'ai dit « bien que », mais peut-être faut-il écrire « parce que ».

Dernier élément de la situation et raison pour laquelle on appelle cette période les trente glorieuses, c'est une période d'expansion économique mondiale, la phase A d'un Kondratieff. Non seulement une phase A, mais la plus grande phase A dans l'histoire de l'économie-monde capitaliste. L'expansion de la production est colossale. L'élévation du taux d'urbanisation est fulgurante. Le chômage mondial est très bas, ainsi que les taux d'intérêt. L'amélioration des conditions économiques et des profits est manifeste à travers le monde. Et la position relative des classes ouvrières — leur bien-être — progresse partout.

Les trente glorieuses s'achèvent entre 1967 et 1973. Cette fin est marquée par deux grands événements : le début de la phase B d'un Kondratieff, donc une stagnation ou régression économique mondiale ; et la révolution mondiale de 1968. Il faut insister sur leurs caractéristiques et sur leur interférence. D'abord la phase B : elle est la conséquence du succès de la phase A. Les marchandises sont devenues si profitables que tout le monde essaye d'entrer sur le marché, ce qui provoque une surproduction classique : trop de production par rapport aux acheteurs possibles.

L'augmentation de la production est mondiale. Mais elle se localise surtout en Europe occidentale et au Japon, précisément les pays qui ont été aidés dans leur reconstruction par les États-Unis. C'est-à-dire que, en créant eux-mêmes un marché pour leurs produits, les États-Unis ont ressuscité des concurrents sérieux. À partir des années 1960, il n'est plus vrai que les États-Unis produisent plus efficacement que l'Europe et le Japon. Les trois zones sont devenues plus ou moins égales. Donc, chacun est leader sur son marché intérieur, et les trois rivalisent sur les autres marchés. Et, grâce à cela, l'Europe



occidentale et le Japon peuvent commencer à se libérer de leur statut de pays clients pour devenir « partenaires » et entamer la longue route qui leur permettra de devenir des décideurs politiques indépendants.

La conséquence immédiate est pourtant que tous les trois se trouvent dans des difficultés économiques. Les signes d'une phase B sont bien connus : les taux de profit sont globalement moindres ; l'emploi régulier est par conséquent globalement moins certain. Les pays forts s'efforcent d'être moins victimes de la régression mondiale que les autres en exportant les maux (réduction de production, chômage) vers les autres. Dans un marché mondial plus restreint, la réduction des coûts de production (surtout les salaires) devient plus importante que celle des coûts de transaction. Il s'ensuit qu'il y a une fuite d'entreprises productives hors des pays centraux (qui sont chers du point de vue des coûts de production) vers des pays semi-périphériques (où les coûts de production sont moindres bien que les coûts de transaction soient plus élevés). L'endettement grandit afin de ne pas trop faire descendre le niveau de dépenses courantes (mais évidemment cela crée finalement un problème pour rembourser les dettes). Les vieux produits étant moins profitables, on en cherche de nouveaux — l'innovation — qui pourraient offrir au début des profits de monopole. Et, finalement, puisque les taux de profit provenant de la production sont réduits, les grands capitalistes se tournent vers la sphère financière pour obtenir des profits substitutifs de spéculation.

C'est tout cela que nous constatons entre 1970 et 2000 : les taux de chômage sont élevés, de façon plus ou moins cyclique dans les pays du centre, mais continuellement dans la plupart des autres pays. Les « vieilles » industries (sidérurgie, électronique, automobile) abandonnent assez largement leurs anciennes localisations pour s'installer dans la semi-périphérie, où l'on se vante d'avoir atteint le « développement », lequel ne va pas toujours se poursuivre très longtemps. De nouvelles industries très monopolistiques commencent à se créer dans les

pays du centre (informatique, biotechnologie). L'endettement est manifeste pendant la phase B avec des changements de lieu liés aux mini-crisis successives de dettes : dans les années 1970, c'est au tour du tiers monde et des pays socialistes de s'endetter ; dans les années 1980, c'est l'État nord-américain ainsi que de grandes transnationales ; et dans les années 1990, ce sont les consommateurs (surtout nord-américains) qui prennent le relais. Les dettes permettent aux débiteurs de vivre un certain temps au-dessus de leurs revenus réels. Elles permettent aussi à certains d'en tirer de grands profits spéculatifs dont d'autres paient le prix. Dans chaque cas, il ne faut que dix ans pour qu'il y ait une « minicrise » de la dette.

Au sein de cette grande turbulence de l'économie-monde, les luttes politiques se transforment. Les trente glorieuses sont l'époque de la libération et du développement national. Les mouvements antisystémiques croient aller vers un monde éblouissant, vers le progrès certain. Le choc de 1968 est donc rude. D'où vient-il ? En partie, il marque l'apogée de la lutte pour la libération. Mais surtout, il résulte de la déception ressentie par les militants et les gens ordinaires du fait que tous ces mouvements semblent être arrivés à faire de leur victoire un échec.

On a discuté dans ce livre des limitations de la stratégie traditionnelle des mouvements antisystémiques. Le point principal tient au fait que les mouvements — qu'ils soient socialistes ou nationalistes — ont adopté dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle une stratégie à deux étapes : d'abord arriver au pouvoir étatique ; puis transformer le monde. Et, pendant les trente glorieuses, comme nous l'avons noté, le premier objectif est atteint dans la grande majorité des pays, à savoir la prise du pouvoir étatique. Cependant, cela ne transforme pas le monde. Que ce soit dans les pays du centre (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Japon), dans les pays socialistes (Chine, Tchécoslovaquie, Pologne), ou dans le tiers monde (Mexique, Inde, Sénégal), les mouvements de 1968 partagent

tous deux thèmes. D'une part, ils dénoncent le pouvoir hégémonique, les États-Unis, et en même temps celui qui est en « collusion » avec eux, l'Union soviétique (les deux « superpuissances », comme aiment à dire les Chinois). D'autre part, ils condamnent les vieilles gauches pour ne pas avoir rempli leurs promesses historiques, tout en devenant défenseurs farouches de leurs acquis.

La révolution mondiale de 1968 est au début une réussite étonnante. Mais, en quelques années, tout est réprimé. Donc un feu de paille, qui laisse cependant des traces énormes. D'abord, 1968 enterre le grand consensus libéralo-centriste qui domine le monde politico-culturel depuis 1848 — la foi dans une diminution graduelle de la polarisation socio-économique à travers les actions réformatrices des États. On cesse de croire que cela pourrait se passer, ce qui libère à la fois les vrais conservateurs et les vrais radicaux.

Les conservateurs lancent leur effort contre-révolutionnaire qui s'appelle (un peu faussement) le néolibéralisme. Objectif immédiat : défaire les avancées réalisées pendant les trente glorieuses en ce qui concerne le niveau des salaires, les institutions redistributives du bien-être, et les pressions sur les entreprises pour internaliser (prendre en charge) les coûts liés aux déchets toxiques ou encombrants. Inutile d'insister sur la liste des réussites de la droite mondiale : gouvernements Thatcher et Reagan, réunions de Davos, G8, OMC, effondrement des gouvernements des grands mouvements de libération nationale, désintégration de la zone soviétique et surtout abandon par presque toute la vieille gauche du discours socialisant historique au profit de celui en faveur d'un discours de marché légèrement amendé.

L'impact de tout ceci sur la gauche mondiale, sous toutes ses formes, est déprimant et, pour beaucoup, profondément décourageant. En même temps, il y a le lent mûrissement d'une autre stratégie qui, aujourd'hui, est en train de redonner vie à cette gauche mondiale. Dans la foulée immédiate de la révolution de

1968, fleurissent pendant quelques années, un peu partout, une série de groupes maoïstes (groupuscules pour la plupart). Ces groupes ne survivent pas très longtemps parce qu'ils ont comme unique programme de relancer l'ancienne stratégie dans une forme plus « pure », plus « à gauche ». Ils n'arrivent pas à convaincre grand monde que cela pourrait donner des résultats plus intéressants que les révolutions antérieures.

Ce qui marche le mieux est ce qu'on appelle la « nouvelle gauche » : les mouvements féministes, les mouvements identitaires ethno-minoritaires (les Noirs aux États-Unis, les Beurs en France), les Verts, les mouvements pour la liberté de choix sexuel (gays, lesbiennes, etc.). Ils partagent tous deux caractéristiques. D'un côté, ils critiquent les mouvements de la vieille gauche pour avoir négligé (ou relégué aux calendes grecques, « après la révolution ») les problèmes qui constituent leurs raisons d'être : le sexisme, le racisme, la destruction de l'environnement, l'homophobie, etc. D'autre part, ils cherchent une stratégie nouvelle pour remplacer celle dont ils pensent qu'elle a échoué.

Cette bataille des critiques des fausses priorités est largement gagnée. La plupart des mouvements qui descendent de la vieille gauche acceptent aujourd'hui la légitimité de la critique de leurs positions anciennes et s'efforcent de prendre en considération immédiate les luttes contre le sexisme, le racisme, la destruction de l'environnement, l'homophobie. En revanche, dans la recherche d'une nouvelle stratégie, le bilan de la nouvelle gauche est beaucoup plus ambigu. Tous ces mouvements subissent le même débat interne qu'ont connu les mouvements et socialistes et nationalistes pendant longtemps : faut-il être réformiste, ce qui veut dire faut-il essayer d'entrer dans les parlements du monde pour y faire adopter une nouvelle législation ? Ou faut-il rejeter totalement et sans concession les institutions et les pratiques courantes existantes ? Les Verts allemands ont appelé ce débat celui entre les *Realos* et les *Fundis*.

Néanmoins, à côté de ce débat si archaïque, un autre mouvement émerge lentement. Il insiste sur la tolérance mutuelle nécessaire de tous ces courants les uns vis-à-vis de tous les autres ; sur la nécessité de conjuguer leurs efforts contre le véritable ennemi, le néolibéralisme, qui sévit dans le monde politique ; sur la possibilité de travailler ensemble sans structure centralisée, ni aux plans locaux ou nationaux ni au plan mondial. On pourrait donner à cela le nom de l'esprit de Porto Alegre. On verra ce que cela va donner dans les vingt prochaines années. Au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle, on se trouve devant une version mondiale nouvelle de la polarité classique entre le parti de l'Ordre et le parti du Mouvement, Davos contre Porto Alegre.

Regardons maintenant les trois éléments clés qui, pour beaucoup d'analystes, sans parler des essayistes, constitueraient la mondialisation, cette prétendue nouveauté. Le premier aspect de la nouveauté, pour presque tout le monde, est traduit par le nom : c'est le fait d'être global. On nous dit, en effet, qu'auparavant il y avait des économies nationales, gérées en autonomie par chaque État souverain (au moins les États forts), dont les activités principales étaient situées au sein d'un seul pays et dont les transactions transfrontières pouvaient être limitées par l'État. Maintenant, dit-on, ce n'est plus vrai depuis dix ans, vingt ans, cinquante ans (cela dépend de l'analyste). À cause de la révolution informatique et de l'amélioration du système de transport mondial, tout aurait changé. Les marchandises et les capitaux traversent facilement les frontières politiques. Les marchés importants ne sont plus nationaux mais mondiaux. Et les États sont plus ou moins hors jeu.

Comme analyse de la réalité, cet argument dénote une méconnaissance totale du capitalisme historique, le sujet de ce livre. Le passé n'était pas du tout comme on le décrit dans ce conte de fées. Lorsque l'on examine ce passé de près, on constate que la situation actuelle en est tellement proche qu'on rencontre des difficultés pour mettre en évidence des différences fondamentales. Car, depuis quatre siècles déjà, au sein de

l'économie-monde capitaliste, les marchandises et les capitaux traversent les frontières. Et depuis quatre cents ans, aucune production importante n'est exempte de la nécessité de trouver des éléments provenant de l'extérieur du pays où elle est localisée (capitaux, intrants, mais aussi souvent travailleurs et aliments de base pour les travailleurs). Et depuis quatre cents ans, les producteurs capitalistes cherchent à vendre là où ils le peuvent, c'est-à-dire n'importe où dans le marché mondial.

Évidemment, les producteurs ont des concurrents. Cela s'appelle un système capitaliste. Donc, ils doivent faire mieux que les concurrents afin de vendre bien sur le marché. L'idée que ce n'est qu'aujourd'hui qu'on est censé être compétitif laisse rêveur. Sans doute, aujourd'hui, il en est qui peuvent dominer le marché mondial, par leur efficacité, par leurs relations politiques, par leurs astuces, ou par les trois à la fois. Pense-t-on vraiment que ce n'était pas aussi vrai au <sup>XIX</sup><sup>e</sup> ou au <sup>XVII</sup><sup>e</sup> siècle ? Il n'y a que le nom des pays forts qui a changé, le lieu vers lequel la plus-value coule le plus rapidement et le plus massivement.

Le capitalisme n'a jamais connu un moment de véritable libre-échange, ni aujourd'hui ni jadis. Il y a toujours eu des entraves à la libre circulation des capitaux, des biens et, surtout, des travailleurs. En même temps, il y en a toujours eu certains pour essayer de démanteler de telles barrières, en proclamant « laissez-faire, laissez-passer ». Et il y a toujours eu d'autres pour ériger ces mêmes barrières, afin de « protéger » leurs pays des flux de capitaux, des concurrents étrangers efficaces, des travailleurs à bas salaires.

Il faut regarder qui se met, qui se mettait toujours dans chaque camp. Et il faut évaluer leurs forces politiques respectives à divers moments. Ceux qui sont les plus forts — soit qu'ils produisent les biens meilleur marché, soit qu'ils profitent de liens politiques ou d'attaches culturelles qui leur donnent un accès privilégié à certains clients — veulent toujours la disparition des barrières étatiques (douanes, quotas, subventions) afin

de pouvoir gagner sur le marché sans encombre. Quant à ceux qui risquent de perdre sur un tel marché, ils réclament la protection de l'État contre des concurrents qu'ils qualifient d'illégitimes, parce que ce sont des étrangers, parce que ces concurrents sont « grands » tandis qu'eux sont « petits » ; parce que ce sont des concurrents qui exploitent leur force de travail plus féroce que eux, producteurs nationaux qui offrent à leurs travailleurs un niveau de salaire convenable ; parce que ces concurrents ruinent l'environnement alors qu'eux sont soumis aux exigences contraignantes de leurs propres gouvernements.

Remarquez que les producteurs forts se trouvent très souvent dans des pays forts. Leur gouvernement est plus en mesure de les aider à obtenir des règles internationales qui leur servent plus qu'à leurs concurrents plus faibles. Souvent, donc, ils gagnent. Mais les pays forts ont rarement une politique cohérente. Chez eux, il y a normalement non seulement des industries bien compétitives mais aussi de vieilles industries qui ont besoin de protection, précisément parce qu'elles ne sont plus vraiment compétitives sur le marché mondial. Les gouvernements les plus farouchement favorables au libre-échange — les États-Unis au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne au <sup>xix</sup><sup>e</sup>, les Provinces-Unies (les Pays-Bas actuels) au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> — étaient toujours prêts à protéger chez eux ceux qui étaient faibles sur le marché mondial mais forts sur le plan politique national. Il existe une large dose d'hypocrisie dans les positions officielles.

Néanmoins, insistent les partisans de la thèse de la mondialisation, la réalité actuelle est que le marché mondial est devenu vraiment ouvert pour la première fois. Cela aussi n'est pas exact. Il est vrai qu'il existe maintenant moins de barrières étatiques contre les flux qu'à l'époque des trente glorieuses. Mais il n'existe pas une ouverture plus grande que celle de la période 1900-1913. Le fait est que le degré d'ouverture du marché mondial est cyclique et a été cyclique depuis quatre cents ans. Il semble bien probable au début du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle que nous soyons en train d'entrer de nouveau dans un moment relativement plus

protectionniste. La soi-disant mondialisation pourrait bien être un fantôme historique dans un court avenir.

Mais, si cela est vrai, pourquoi a-t-on fait tant de bruit autour du concept ? Certainement, sinon les savants ou les essayistes, du moins les capitalistes comprennent comment fonctionne véritablement l'économie-monde capitaliste. Sans doute, plus ou moins. Là n'est pas la question. Si la mondialisation n'est pas un concept analytique utile, il est bien utile comme rhétorique. C'est Mme Thatcher qui a donné le ton il y a longtemps. Elle a lancé le slogan *TINA* — acronyme anglais pour *There is no alternative*, c'est-à-dire « il n'existe pas d'alternative ». C'est un slogan à l'intention de tous les hommes politiques, surtout ceux des pays moins forts, plus périphériques. C'est un moyen de leur dire qu'ils doivent démanteler tout ce qui gêne l'entrée et la sortie de capitaux, et tout ce qui gêne l'entrée des biens dans leurs pays.

Mais, s'il n'y a vraiment pas d'alternative, il est peine perdue de le proclamer. C'est précisément parce que les alternatives existent bel et bien qu'on veut faire croire qu'il n'en existe pas. En effet, tous ceux qui résistent au joug écrasant de la mondialisation, on les menace à la fois de sanctions immédiates et de punitions à plus long terme. Immédiatement, il s'agit de la politique énoncée par le FMI et le Trésor des États-Unis, qui annoncent qu'ils n'accordent ni prêts ni aides pour le « développement » aux pays qui ne respectent pas l'obligation de laisser les portes ouvertes. Et puisque, en temps de stagnation économique mondiale (ce que nous avons vécu depuis les années 1970), les gouvernements (surtout dans les pays périphériques) ont souvent besoin d'assistance pour surmonter les déficits à court terme, cette prise de position des grandes institutions financières est bien nuisible ; elle peut même faire tomber des régimes. Donc, le *TINA* est une cravache souvent féroce.

À la longue, on dit à ces mêmes gouvernements, aux mouvements politiques, aux populations qu'ils ne seront pas en



mesure d'avancer sur l'échiquier économique mondial sans suivre une telle politique néolibérale. C'est dire qu'on met en avant un argument scientifique qui prétend que la vraie compréhension des réalités économiques se trouve dans les œuvres classiques du libéralisme économique. Voilà qu'on se retrouve sur le plan de la science sociale. En lisant ce livre, vous avez vu que je trouve une telle vision du monde non seulement fausse mais irréaliste. Je vous en ai proposé une vision assez différente. À vous de les évaluer toutes les deux.

En tout cas, il semble clair que la rhétorique a eu de l'effet, mais que cet effet est arrivé à son niveau maximum. Depuis le début des années 1990, les gens ordinaires ont montré une méfiance croissante à l'égard du *TINA*, en faisant élire un peu partout des partis qui se proclament de centre-gauche. Je sais bien que ces partis se déclarent convertis aux vertus du marché et même de la mondialisation. Mais ils offrent un peu de sécurité, un aspect un peu social à l'action gouvernementale. Cela suffit à un public qui se sent en danger et qui cherche à se protéger contre les vents du marché ouvert. À partir de la fin des années 1990, ce public se montre prêt à aller plus loin. Ceci prend forme dans ce grand mouvement « antimondialisation » que j'appelle l'esprit de Porto Alegre, dont le slogan est « un autre monde est possible ». Effectivement, s'il n'est pas vrai que le marché mondial soit vraiment plus ouvert aujourd'hui que par le passé, il est encore moins vrai qu'il n'existe pas d'alternatives.

Nous arrivons à la troisième caractéristique supposée de la mondialisation : le pouvoir hégémonique et presque incontestable des États-Unis, la seule superpuissance, qui fait ce qu'elle veut. Et ce qu'elle veut s'appelle mondialisation. Là encore, je suis en désaccord complet. Je considère que l'hégémonie américaine dans le système-monde est parvenue à son apogée à la fin des années 1960, et qu'elle se trouve depuis en lent mais continu déclin. Elle ne peut pas faire ce qu'elle veut, même si certains de ses dirigeants pensent le contraire.

Le pouvoir hégémonique américain s'est construit après 1945 sur trois piliers, comme nous l'avons déjà indiqué. Le premier, peut-être le plus important, était l'avantage réel qu'avait très largement la production des États-Unis sur le marché mondial par rapport à celle des autres pays. Et, avec cette force productive, les États-Unis dominaient aussi le commerce mondial et la finance mondiale. Deuxièmement, étant donné ce pouvoir économique, ils ont pu construire des alliances politico-militaires avec l'Europe occidentale et le Japon, dans lesquelles ces pays jouaient le rôle des pays clients. Et troisièmement, ils ont gardé une supériorité militaire sans appel.

Ils ont perdu depuis cet avantage économique. En effet, on l'a remarqué, les productions européenne et japonaise rivalisent avec celle des États-Unis. Donc ceux-ci ne peuvent plus s'emparer du commerce mondial. Ils gardent peut-être une position plus forte dans l'arène financière, mais cela ne peut pas durer très longtemps encore. Les relations avec leurs alliés sont en train de subir la conséquence politique logique de cette perte d'avantage économique.

Seule reste la supériorité militaire. Mais dominer militairement est toujours difficile à la longue, comme tous les empereurs de l'histoire l'ont appris à leurs dépens. Le pouvoir militaire s'use sur trois fronts. Il crée ses propres résistances. Il coûte très cher en argent. Il perd ses appuis internes quand le coût en vies devient trop fort. Bien sûr, on pourrait essayer de gagner les batailles sans supporter ces frais (c'est la politique actuelle du gouvernement américain). Mais cela suppose qu'il puisse toujours et continuellement contrôler suffisamment la situation afin que le prix reste limité. J'en doute fort. Il y a en outre un facteur sociopsychologique dans le pouvoir militaire. On est d'autant plus fort que tout le monde croit qu'on l'est. Si cette croyance de ceux que l'on cherche à dominer disparaît, l'avantage militaire peut s'écrouler rapidement. Encore une fois, la rhétorique compte, mais la rhétorique ne peut pas tout à elle seule.

Si donc la « mondialisation » n'est pas la bonne façon de caractériser la situation actuelle, est-il vrai pour autant que rien ne soit nouveau ? Non. Je pense effectivement que nous sommes entrés dans une nouvelle ère. Loin d'être le triomphe et l'apogée du système capitaliste, je crois que c'est l'ère de sa crise. Mais ce n'est pas le sujet de ce livre qui s'intéresse au fonctionnement du système capitaliste dans son long développement historique. Il s'agit plutôt de ce troisième moment de tout système dont j'ai parlé, la période de sa fin et de sa transition vers un autre système. J'ai présenté cette question dans un autre livre (*L'Utopistique ou les choix politiques du XXI<sup>e</sup> siècle*, Éditions de l'Aube, 2000). Tout ce que je veux souligner ici, c'est l'incertitude de l'issue de la transition. On vit dans un monde toujours plus chaotique, ce qui est normal pendant la désintégration d'un système historique. On ne peut être certain que d'une seule chose : le système actuel ne peut pas continuer à exister ; il est en train d'épuiser ses mécanismes d'ajustement. Mais ce qui va en sortir, le nouveau système-monde (ou les nouveaux systèmes-monde), ne peut pas être prédit. Ce nouveau système-monde pourrait être beaucoup mieux, mais il pourrait aussi être bien pire que l'actuel. On ne peut pas le prévoir ; mais on peut lutter pour que ce soit un monde plus démocratique et plus égalitaire que le nôtre.

# Table des matières

	<b>Avant-propos</b>	<b>5</b>
	<b>Introduction. Restituer la dimension historique</b>	<b>9</b>
<b>1</b>	<b>La production de capital, ou la marchandisation universelle</b>	<b>11</b>
	<i>Marchés et capitaux</i>	13
	<i>Le règne de l'accumulation</i>	16
	<i>La salarisation</i>	20
	<i>Marchés et intégration</i>	28
	<i>Polarisation et échange inégal</i>	30
	<i>Concurrence et instabilité</i>	33
	<i>Sur les origines politiques du capitalisme</i>	40
<b>2</b>	<b>Accumulation et politique : la lutte pour les bénéfices</b>	<b>45</b>
	<i>De la souveraineté étatique aux politiques commerciales</i>	46
	<i>Le droit du travail</i>	50
	<i>L'impôt et la dépense</i>	51
	<i>Économie-monde et États-nations</i>	55
	<i>La lutte des classes et ses détours</i>	60
	<i>Les luttes intercapitalistes</i>	62
	<i>Les mouvements antisystémiques</i>	65

3	<b>La raison rationalisatrice, ou les vertus dormitives de la vérité</b>	75
	<i>Cultures minoritaires et segmentation de la force de travail</i>	76
	<i>Universalisme et modernité</i>	81
	<i>L'ambivalence des contestations</i>	88
	<i>Les mouvements du système : la crise et la mort</i>	92
	<b>Conclusion. Sur les notions de progrès et de transition</b>	97
	<i>Mythe et réalité du progrès</i>	99
	<i>Capitalisme et socialisme</i>	106
	<b>Postface à la deuxième édition. La mondialisation n'est pas nouvelle</b>	113





## Dans la même collection

### Sciences humaines et sociales

Norbert Alter, *Donner et prendre.*  
 Louis Althusser, *Pour Marx.*  
 Jean-Loup Amselle et Elikia M'Bokolo, *Au cœur de l'ethnie.*  
 Benedict Anderson, *L'imaginaire national.*  
 Philippe Artières, *Clinique de l'écriture.*  
 Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique.*

Étienne Balibar, *L'Europe, l'Amérique, la guerre.*  
 — *La philosophie de Marx.*  
 Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe.*  
 Stéphane Beaud, *80 % au bac... et après ?*

Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière.*

Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, *Histoire des gauches en France* (2 volumes).

Miguel Benasayag, *La fragilité.*  
 — *Le mythe de l'individu.*

Miguel Benasayag et Gérard Schmit, *Les passions tristes.*

Miguel Benasayag et Angélique del Rey, *Éloge du conflit.*

Yves Benot, *La démente coloniale sous Napoléon.*  
 — *Massacres coloniaux, 1944-1950.*  
 — *La Révolution française et la fin des colonies.*

Bernadette Bensaude-Vincent, *L'opinion publique et la science.*

Bernadette Bensaude-Vincent et Isabelle Stengers, *Histoire de la chimie.*

Pascal Blanchard et al., *Zoos humains.*

Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de l'« insécurité ».*

François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaïda.*

Judith Butler, *Trouble dans le genre.*

Alain Caillé, *Anthropologie du don.*

Grégoire Chamayou, *Les corps vils.*

François Chast, *Histoire contemporaine des médicaments.*

Jean-Michel Chaumont, *La concurrence des victimes.*

Yves Clot, *Le travail sans l'homme ?*

Catherine Coquery-Vidrovitch, *Les Africaines.*

Serge Cordellier (dir.), *La mondialisation au-delà des mythes.*

Georges Corm, *L'Europe et l'Orient.*

François Cusset, *French Theory.*

Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde.*

Muriel Darmon, *Devenir anorexique.*

Mike Davis, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur.*

— *Génocides tropicaux.*  
 — *Le pire des mondes possibles.*

Alain Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique.*

Elsa Dorlin, *La matrice de la race.*

François Dosse, *L'histoire en miettes.*

— *Michel de Certeau.*

— *L'empire du sens.*

— *Paul Ricoeur.*

— *Gilles Deleuze et Félix Guattari, biographie croisée.*







- *Le pari biographique.*
- *Histoire du structuralisme*, (2 tomes).
- Mary Douglas, *Comment pensent les institutions.*
- *De la souillure.*
- William E. B. Du Bois, *Les âmes du peuple noir.*
- Florence Dupont, *L'invention de la littérature.*
- Jean-Pierre Dupuy, *Aux origines des sciences cognitives.*
- Didier Fassin et Eric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale ?*
- Abdou Filali-Ansary, *Réformer l'islam ?*
- Moses I. Finley, *Économie et société en Grèce ancienne.*
- Patrice Flichy, *Une histoire de la communication moderne.*
- François Frontisi-Ducroux, *Dédale.*
- Yvon Garlan, *Guerre et économie en Grèce ancienne.*
- Peter Garnsey et Richard Saller, *L'Empire romain.*
- Jacques T. Godbout, *L'esprit du don.*
- Olivier Godechot, *Les traders.*
- Nilüfer Göle, *Musulmanes et modernes.*
- Jack Goody, *L'islam en Europe.*
- *La peur des représentations.*
- Maurizio Gribaudi et Michèle Riot-Sarcey, *1848, la révolution oubliée.*
- Anne Grynberg, *Les camps de la honte.*
- Ian Hacking, *Entre science et réalité.*
- Françoise Hatchuel, *Savoir, apprendre, transmettre.*
- Axel Honneth, *La société du mépris.*
- Pascale Jamoulle, *Des hommes sur le fil.*
- Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public.*
- Jacques Kergoat, *La France du Front populaire.*
- Will Kymlicka, *Les théories de la justice. Une introduction.*
- Camille Lacoste-Dujardin, *Des mères contre les femmes.*
- Yves Lacoste, *Ibn Khaldoun.*
- Bernard Lahire (dir.), *À quoi sert la sociologie ?*
- (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu.*
- Bernard Lahire, *La culture des individus.*
- *L'esprit sociologique.*
- *L'invention de l'« illettrisme ».*
- Bruno Latour, *Changer de société, refaire de la sociologie.*
- *Cogitamus.*
- *L'espoir de Pandore.*
- *La fabrique du droit.*
- *La science en action.*
- *Nous n'avons jamais été modernes.*
- *Pasteur : guerre et paix des microbes.*
- *Petites leçons de sociologie des sciences.*
- *Politiques de la nature.*
- Bruno Latour et Steve Woolgar, *La vie de laboratoire.*
- Christian Laval, Francis Vergne, Pierre Clément, Guy Dreux, *La nouvelle école capitaliste.*
- Jacques Le Goff, *Une vie pour l'histoire. Entretiens avec Marc Heurgon.*
- Bernard Lehmann, *L'orchestre dans tous ses éclats.*
- Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871.*
- Geoffrey E.R. Lloyd, *Pour en finir avec les mentalités.*
- Frédéric Lordon, *L'intérêt souverain.*
- Georg Lukacs, *Balzac et le réalisme français.*
- Lamence Madzou et Marie-Hélène Bacqué, *J'étais un chef de gang.*
- Armand Mattelart, *La communication-monde : histoire des idées et des stratégies.*
- *Histoire de l'utopie planétaire.*
- *L'invention de la communication.*
- Arno Mayer, *La « solution finale » dans l'histoire.*
- Gérard Mendel, *La psychanalyse revisitée.*



- Gilbert Meynier, *L'Algérie des origines*.
- John Stuart Mill, *La nature*.
- Henri Minczeles, *Une histoire des juifs de Pologne*.
- Michel Morange, *Histoire de la biologie moléculaire*.  
— *Les secrets du vivant*.
- Mouvements, *Pensées critiques*.
- Albert Ogien et Sandra Laugier, *Pourquoi désobéir en démocratie ?*
- Annick Ohayon, *Psychologie et psychanalyse en France*.
- François Ost, *La nature hors la loi*.
- Blaise Pascal, *Pensées sur la justice*.
- Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*.
- Jocelyne Porcher, *Vivre avec les animaux*.
- Dominique Poulot, *Une histoire des musées de France, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*.
- John Rawls, *La justice comme équité*.  
— *Leçons sur l'histoire de la philosophie morale*.
- Élisée Reclus, *L'homme et la Terre*.
- Nicolas Renahy, *Les gars du coin*.
- Roselyne Rey, *Histoire de la douleur*.
- Annie Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie*.
- Maxime Rodinson, *La fascination de l'islam*.  
— *Peuple juif ou problème juif ?*
- Harmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*.  
— *Aliénation et accélération*.
- Richard E. Rubenstein, *Le jour où Jésus devint Dieu*.
- Fernand Rude, *Les révoltes des canuts (1831-1834)*.
- André Sellier, *Histoire du camp de Dora*.
- Pierre-Emmanuel Sorignet, *Danser*.
- Jean-Charles Sournia, *Histoire de la médecine*.
- Isabelle Stengers, *Cosmopolitiques* (2 tomes).
- Timothy Tackett, *Le roi s'enfuit*.
- Michel Terestchenko, *Un si fragile vernis d'humanité*.
- Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille*.
- Sylvie Thénault, *Une drôle de justice*.
- Francisco Varela, *Quel savoir pour l'éthique ?*
- Francisco Vergara, *Les fondements philosophiques du libéralisme*.
- Jean-Pierre Vernant, *Mythe et pensée chez les Grecs*.  
— *Mythe et société en Grèce ancienne*.
- Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet, *Mythe et tragédie en Grèce ancienne* (2 tomes).
- Pierre Vidal-Naquet, *Le chasseur noir*.
- Michel Vovelle, *Les Jacobins*.
- Loïc Wacquant, *Parias urbains*.
- Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde*.  
— *Le Capitalisme historique*.
- Max Weber, *Économie et société dans l'Antiquité*.  
— *Le savant et le politique*.
- William Foote Whyte, *Street Corner Society*.
- John Womack, *Emiliano Zapata*.
- Charles Wright Mills, *L'imagination sociologique*.



---

Composition Facompo, Lisieux.  
Dépôt légal du 1<sup>er</sup> tirage : octobre 2011